



**Evaluation finale du  
« Programme de lutte contre l'insécurité  
alimentaire et la malnutrition dans les  
cercles de Nara et Nioro du Sahel au Mali  
(PLIAM) »**

**RAPPORT FINAL**

**Rapport provisoire de l'évaluation finale  
du « Programme de lutte contre  
l'insécurité alimentaire et la malnutrition  
dans les cercles de Nara et Nioro du Sa-  
hel au Mali (PLIAM) »**

**Mise en œuvre par:**

AFC Agriculture & Finance Consultants GmbH  
Dottendorfer Str. 82  
53129 Bonn, Deutschland  
Tél.: +49-228-985790 / Fax: +49-228-9857979  
E-Mail: [info@afci.de](mailto:info@afci.de) / Web: [www.afci.de](http://www.afci.de)

**Composition de l'équipe de l'évaluation :**

Aart van der Heide (Chef d'équipe)

Michel Diawara (Expert national)

*Ce rapport ne reflète que l'opinion des experts chargés de l'évaluation, qui n'est pas nécessairement la conclusion de la DGD, ni du Gouvernement belge.*

## CONTENU

ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	V
REMERCIEMENTS .....	VII
RESUME EXECUTIF .....	VIII
1. INTRODUCTION.....	1
1.1 Motif de l'évaluation et objectifs.....	1
1.2 Référence aux TdR .....	1
1.3 Composition et compétences de l'équipe d'évaluation et répartition des tâches.....	2
1.4 Méthodologie.....	3
1.5 Facteurs éventuels qui ont favorisé ou entravé l'exercice d'évaluation .....	3
2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET DESCRIPTION DU PROGRAMME .....	3
2.1 Historique et préparation de l'intervention .....	3
2.2 Contexte institutionnel .....	4
2.3 Courte description du programme .....	5
2.4 Présentation des réalisations du programme.....	8
2.5 Description des aspects institutionnels .....	8
2.6 Organisation et gestion des ressources humaines du programme .....	9
2.7 Système de monitoring du programme.....	9
2.8 Information sur les problèmes majeurs.....	9
2.9 Description d'éventuels ajustements stratégiques ou revues intermédiaires .....	10
3. ANALYSE DE PERFORMANCE.....	11
3.1 Pertinence .....	12
3.2 Efficacité.....	14
3.3 Efficience.....	16
3.4 Impact .....	17
3.5 Durabilité .....	18
4. THÈMES TRANSVERSAUX .....	20
4.1 Genre.....	20
4.2 Environnement .....	22
4.3 Renforcement des capacités institutionnelles.....	23
5. SYNERGIE ET COMPLEMENTARITE.....	24
6. RISQUES .....	27
7. CONCLUSIONS.....	27
8. POINTS FORTS ET FAIBLES.....	30

9. LECONS APPRISES.....	31
10. RECOMMANDATIONS.....	32
ANNEXES .....	35

## ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ACL	Appui aux Collectivités Locales
AEM	Analyse de l'Economie des Ménages ou Household Economy Approach (HEA)
AES	Adduction d'Eau Sommaire
AFC	Agriculture and Finance Consultants GmbH
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ASACO	Association de Santé Communautaire
BCV	Banque de Céréale Villageoise
CAD	Comité d'Assistance au Développement du OCDE (DAC en anglais)
CAEB	Conseil et Appui pour l'Education à la Base - partenaire de SOS Faim
CAFO	Coordination des Associations et ONG Féminines
CANEF	Centre d'Appui Nutritionnel et Economique aux Femmes
CCOCSAD	Comité Communal d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CEPROCIDE	Centre de Promotion de la Citoyenneté pour le Développement Durable à la Base
CLOSAD	Comité Local d'Orientation, Coordination et Suivi des Actions de Développement
CNSC	Conseil National de la Société Civile
CRB	Croix Rouge Belge
CRM	Croix Rouge Malienne
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSCRIP	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CT	Collectivité Territoriale
CTB	Coopération Technique Belge
CTSO	Comité Technique de Suivi et d'Orientation
CV	Curriculum Vitae
DGD	Direction Générale de Coopération au Développement et Aide Humanitaire
DGCT	Direction General des Collectivités Territoriales
DTF	Document Technique Financier
FAO	Food and Agriculture Organization
FAO/TCSF	FAO Technical Committee
FAP	Femme en Age de Procréation
FBSA	Fonds Belge de Sécurité Alimentaire
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eaux
HEA	Household Economy Approach ou Analyse de l'Economie des Ménages (AEM)
ICD	Initiative Conseil Développement – partenaire de VSF
IDH	Indice du Développement Humain
IMF	Institut de microfinance
IRAM	Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement
ISH	Institut des Sciences Humaines
JNSP	Joint Nutrition Support Programme ou PCAN (UNICEF/OMS/Gouvernement)
KONDO	ONG Malienne partenaire du WSM pour les microfinances
MCG	Malnutrition Chronique Globale ou retard de croissance
MINUSMA	United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali
NU	Nations Unies
OCDE	Organization for Economic Co-operation and Development
OMS	Organisation Mondiale de la Santé

ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OP	Organisation Paysanne
OPC	Organisation des Producteurs Céréaliers
OPM	Organisation des Productrices Maraichères
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
PCAN	Programme Conjoint d'Amélioration de la Nutrition
PLIAM	Programme de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition
PM	Périmètre Maraicher
PROTOS	ONG Belge thème Assainissement et Eau
S&E	Suivi et Evaluation
SAP	Système d'Alerte Précoce
SAN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SDA	Score Diversité Alimentaire
SDE	Service Déconcentré de l'Etat
SLPIA	Service local des productions et des industries animales
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition – enquête
SMART	Spécifique, Mesurable, Accessible, Réaliste et Temporellement – indicateur
SOS Faim	Save Our Souls Faim – ONG Belge
SUN	Scaling Up Nutrition
TdR	Termes de Référence
TL	Chef d'Equipe ou Team Leader
TM	Membre d'Equipe ou Team Member
UNCDF	United Nations Capital Development Fund
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UTM	Union Technique de la Mutualité partenaire Malien du WSM Belge pour les mutualités
VSF	Vétérinaires Sans Frontières
WASH	Water, Sanitation and Hygiene ou Eau, Assainissement et Hygiène
WHH	Welthungerhilfe ou l'ancien Agro Action Allemande
WSM	Wereld Solidariteit ou Solidarité Mondiale

## **REMERCIEMENTS**

L'équipe d'évaluation tient à remercier sincèrement la FAO et tout son personnel dont l'appui a été d'un apport inestimable pour la réussite de cette évaluation du Programme de lutte contre l'insécurité alimentaire (PLIAM).

Nous remercions également le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, le bureau de l'Ambassade de Belgique à Bamako et tout le personnel, l'ensemble des ONG Belges PROTOS, VSF, SOS Faim, la Croix Rouge Belge, Solidarité Mondiale et leurs partenaires locaux, la DGCT, l'UNDCF pour leur disponibilité et pour les conseils apportés.

Les remerciements vont également aux autorités administratives, communales et les communautés pour leur disponibilité et grande ouverture pendant les entretiens.

## RESUME EXECUTIF

Le Programme de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition (PLIAM) a été un programme conjoint, multisectoriel et multi acteurs dans les cercles de Nara et de Niore du Sahel au Mali. Il a été mis en œuvre par un consortium d'ONG étrangères Belge avec leurs partenaires nationaux ou locaux<sup>1</sup> sous la tutelle institutionnelle du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) avec l'appui technique de la FAO. Le programme a été exécuté pendant la période de 2012-2017 et doit prendre fin en Juin 2017. Il a été financé à hauteur de 15,9 millions d'Euro avec une contribution du Fond Belge de Sécurité Alimentaire qui est un fond directe doté par le Parlement Fédéral Belge géré par le Ministère de Coopération International du Gouvernement de Belgique et des partenaires, ONG Belges, NU et du Gouvernement Malien.

L'évaluation finale du PLIAM a été commanditée par la DGD représentante du FBSA. La mission d'évaluation finale s'est déroulée au Mali du 3-24 Mai 2017. L'objectif était d'analyser la performance du PLIAM selon les 5 critères CAD de l'OCDE de même que sur les thèmes transversaux le genre, l'environnement, le renforcement des capacités institutionnelles. De plus, l'évaluation a pris en compte la synergie et la complémentarité du programme, les risques survenus dans la zone du programme et comment le programme a pu faire face à ces risques et finalement quelles ont été les leçons apprises.

En ce qui concerne les conclusions relatives aux **5 critères CAD de l'OCDE** à savoir la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité du PLIAM, on peut conclure que malgré que le PLIAM a été plutôt un programme de développement rural avec une forte composante de sécurité alimentaire que la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité sont classées comme positives selon les constats faits sur le terrain.

	<p>La <b>pertinence</b> du PLIAM a été démontrée par les bénéficiaires, leurs représentants, les études et surtout par la dynamique des partenaires. De même, le projet a été assez pertinent dans le ciblage des bénéficiaires les plus vulnérables des populations des zones d'intervention sans l'utilisation d'une analyse HEA.</p>
	<p><b>Efficacité</b> : Il ressort que le PLIAM paraît en générale comme un programme de développement rural avec une composante forte de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Perçu comme programme de développement rural, l'exécution a été efficace mais comme programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'efficacité paraît moindre. Cela a été le résultat de l'identification du programme. Cependant, l'investissement par bénéficiaire – coûts/bénéfices- <math>\pm</math> 63 Euro/personne ou <math>\pm</math> 40.000 FCFA/personne est <i>subjectivement</i> raisonnable.</p>
	<p><b>L'efficience</b> avec laquelle le programme a été mis en œuvre n'est pas mesurable d'une manière objective. Cependant, la dynamique avec laquelle les bénéficiaires ont accepté les interventions montre une efficience acceptable. Bien que la mise en œuvre du programme ait été négativement influencée par la situation sécuritaire surtout dans le cercle de Nara, il faut aussi mentionner la complexité de l'architecture institutionnelle.</p>
	<p>Le programme a certainement eu un <b>impact</b> positif selon les témoignages des bénéficiaires. Cependant malgré le système de suivi très complet – un total de 86 indicateurs dont 4 indicateurs d'impact principal – le suivi de l'indicateur principal pour un programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle devrait être fait d'une manière très standardisée concernant la méthodologie et les autres variables. Cela n'a pas été fait.</p>

<sup>1</sup> CSA avec FAO, ACL avec UNCDF, VSF avec ICD, WSM avec UTM, WSM avec KONDO, SOS Faim avec CAED, CRB avec MSHP, PROTOS avec CEPAP, AFAD, CEPAP, Association Kared.



La durabilité du programme est certainement garantie simplement par le fait que les interventions n'ont pas été nouvelles mais « l'entretien » et « la continuation » seront nécessaires.

En ce qui concerne les conclusions se rapportant aux **thèmes transversaux** – genre, environnement, renforcement institutionnelle, nous avons constaté qu'une vraie analyse **genre** n'a pas été faite même si le genre a été pris en compte depuis le démarrage du programme. L'approche genre a été confondue avec l'introduction des projets féminins qui ont certainement contribué à un renforcement de la position de la femme mais sans faire l'analyse comment la relation entre « homme » et « femme » en a pu profiter dans le sens positif. Le même constat a été fait pour le critère « **environnement** », une analyse au départ n'a pas été faite. Cependant les interventions en reboisement, lutte antiérosive, utilisation de la technique du Zai etc. a été fait et présentées comme projet environnementaux. Aussi le critère « **renforcement institutionnelle** » a été mis en œuvre – plusieurs formations ont été organisées – mais l'impact de ces formations n'est pas mesurable simplement à cause du fait qu'aucun indicateur d'impact n'a été formulé de même qu'une étude de base en la matière.

Concernant la **reproductibilité du PLIAM** on retiendra que malgré les facteurs contraignants : insécurité, structure institutionnelle complexe, non existence d'un cadre de synergie et complémentarité bien élaboré au départ, manque d'une structure professionnelle de S&E l'impact du PLIAM a été selon les bénéficiaires assez positif. Cependant à cause des plusieurs facteurs contraignants dont principalement le contexte sécuritaire, la reproductibilité peut rencontrer quelques difficultés si l'on ne trouve pas une solution durable à la sécurisation des zones d'intervention. Aussi, il sied qu'une définition ou clarification des principes soit faite entre les différents intervenants pour faciliter la bonne compréhension des liens entre les composantes.

En ce qui concerne la **synergie et la complémentarité entre les différentes composantes** d'une part les autres intervenants d'autre part et aussi l'efficacité de ses synergies etc., il se dégage le constat suivant : une telle approche est bien faisable mais à condition qu'il soit établi au préalable un accord-cadre entre tous les participants qui définit aussi en détail le mandat de l'organisme de coordination mais aussi entre les partenaires et parties prenantes.

En ce qui concerne l'évaluation de la réussite d'une amélioration des **quatre piliers d'un programme SAN** – disponibilité, accès, utilisation, stabilité – il faut faire le constat que le PLIAM n'a pas été un programme SAN, mais un programme de développement rural etc. Ce programme n'a malheureusement pas appliqué un système de suivi nécessaire pour suivre en détail ces quatre piliers. Cependant il y a assez de preuves et chiffres disponibles que la **disponibilité et l'accès aux aliments ont été améliorées**. Malheureusement il n'y a pas d'indications disponibles et des chiffres représentatifs pour se prononcer sur l'utilisation et la stabilité de l'alimentation.

En ce qui concerne le **suivi & évaluation**, la leçon à tirer a été que le PLIAM en tant que projet pilote pour le CSA et pour le FBSA avait nécessairement besoin d'un cadre professionnel à plein temps en méthodologies de recherche et en statistique. Cependant, le chargé de suivi & évaluation de la FAO a pu collecter un grand nombre de chiffres. Un projet pilote en sécurité alimentaire et nutritionnelle devra nécessairement être accompagné par une unité de suivi & évaluation d'une haute compétence scientifique et alors professionnelle afin d'être en mesure de répondre à plusieurs questions de recherche.

S'agissant du **cadre institutionnel** il faut dire que le cadre institutionnel a été très complexe surtout dû au fait que les exigences juridiques de la part du FBSA ont évité dans un sens la responsabilisation et

ainsi la possession du PLIAM par des structures maliennes tant gouvernementales que non gouvernementales. Très souvent le PLIAM a été indiqué comme le programme FBSA.

**Les points forts et faibles du PLIAM** se résument ainsi :

Points Fort	Points faibles
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Très bonne coordination</li> <li>• Grande satisfaction au niveau des bénéficiaires rencontrés</li> <li>• Grande satisfaction au niveau des structures politiques, administratives et techniques des deux cercles</li> <li>• Bonne coopération entre tous les partenaires et parties prenantes</li> <li>• Pertinence nécessaire</li> <li>• Impact certainement eu malgré la situation d'insécurité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Structure institutionnelle très complexe</li> <li>• Rôle du CSA trop symbolique</li> <li>• Confusion entre l'utilisation du nom du programme : PLIAM ou FBSA</li> <li>• L'approche HEA ou Analyse de l'Economie des Ménages pas faite</li> <li>• Le genre pas défini et trop confondu avec des projets féminins sans faire une analyse du contexte social et culturel</li> <li>• Volet Suivi &amp; Evaluation faible</li> <li>• Volet Recherche – Action pas développé.</li> <li>• Manque d'un volet scientifique et recherche</li> </ul>

# 1. INTRODUCTION

## 1.1 Motif de l'évaluation et objectifs

Le Fonds Belge de Sécurité Alimentaire (FBSA) a initié un programme pilote dénommé Programme de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire (PLIAM) dans le but de lutter contre l'insécurité alimentaire. Dans cette perspective, le PLIAM doit servir de modèle dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté de la population rurale tant au Mali que dans d'autres pays d'Afrique Subsaharienne. Le FBSA est un fond octroyé par le parlement fédéral Belge dont l'objectif principal est l'amélioration de la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des populations (dans le cas du Mali, dans les cercles de Nara et Nioro), en ciblant les groupes les plus vulnérables de ces populations.

Compte tenu du fait que le PLIAM est considéré comme un programme pilote pour le FBSA, il est donc fortement demandé de se prononcer sur ses aspects innovants et sa reproductibilité (« répliquabilité ») dans d'autres pays. C'est pour cette raison que cette évaluation finale du PLIAM est demandée, pour estimer son impact par rapport à deux questions principales : 1) L'impact du PLIAM 2) la reproductibilité du PLIAM. Les Termes de Références mentionnent que la fonction d'une évaluation est de/d' :

- 1) Aider à la prise de décision : *Sur la base d'analyses approfondies, l'évaluation propose des recommandations utiles basées sur des données. Ainsi, l'évaluation soutient la prise de décision stratégique et opérationnelle et, par conséquent, le pilotage des interventions.*
- 2) Contribuer à la capitalisation des connaissances et à l'apprentissage : *En analysant le processus de développement, l'évaluation nous permet d'expliquer ce qui a bien fonctionné ce qui n'a pas bien fonctionné et pourquoi, et tirer des leçons pour d'éventuelles autres interventions ou pour l'élaboration de nouvelles politiques, stratégies et programmes.*
- 3) Rendre des comptes : *besoin de reddition des comptes envers les partenaires, les bénéficiaires et autres parties prenantes.*

L'évaluation finale devra donc se prononcer sur la performance, la **pertinence**, l'**efficacité**, l'**efficience**, l'**impact** et la **durabilité** de ce programme pilote, qui sont des critères formulés par le DAC. Ensuite, il est demandé aux évaluateurs de se prononcer sur les thèmes transversaux suivants : le **genre**, l'**environnement** et le **renforcement des capacités institutionnelles**. Il est aussi demandé de faire un jugement sur les thèmes **synergie et complémentarité**, **risques** et finalement les **leçons apprises**.

## 1.2 Référence aux TdR

Les TdR pour cette évaluation – commanditée par le Ministère des Affaires Etrangères de la Belgique à travers sa Direction Générale de Coopération au Développement et Aide Humanitaire (DGD) au nom du Fonds Belge de Sécurité Alimentaire (FBSA) ont été établis sur la base d'une concertation entre d'une part les partenaires<sup>2</sup> et d'autre part le FBSA.

Ils expliquent en détail l'intervention du PLIAM, son contexte et donnent les détails sur l'objectif de cette évaluation finale. Ils ont aussi demandé des réponses à 45 questions (Annexe 4). Les 45 questions sont réparties comme suit : en ce qui concerne la performance – 6 questions sur la pertinence, 5 questions sur l'efficacité, 5 questions sur l'efficience, 5 questions sur l'impact et 8 questions sur la durabilité – et les thèmes transversaux suivants : le genre, l'environnement et le renforcement des capacités institutionnelles. En plus, les TdR demandent 3 questions sur la synergie et la complémentarité et 2 questions sur les risques.

---

<sup>2</sup> FAO, UNCDF, VSF, SOS Faim, CRB, WSM et PROTOS avec leurs partenaires locaux sous la tutelle du CSA.

Les TdR demandent également que la mission d'évaluation réponde aux questions spécifiques suivantes et formule les leçons apprises afférentes :

1. Quels sont les points forts et les points faibles de ce programme multi-acteurs ?
2. Identifier les problèmes (d'ordre institutionnel, administratif, organisationnel, etc.) et les contraintes liées à la mise en œuvre du programme, y compris celles concernant la mise en œuvre de synergies efficaces.
3. Y aurait-il une manière plus efficace d'atteindre les résultats de ce programme ?
4. Quelles sont les recommandations en termes d'amélioration pour un éventuel futur programme analogue ?
5. Quelles sont les actions les plus pertinentes et efficaces qui ont été développées par le programme et les organisations partenaires ?
6. Quelles sont les actions qui ont eu un impact réel sur la sécurité alimentaire, avec des méthodologies éprouvées, et pour lesquelles un passage à l'échelle (ou scaling-up) pourrait être profitable ?
7. Quels sont les avantages/inconvénients du système de suivi-évaluation mis en place ?

### 1.3 Composition et compétences de l'équipe d'évaluation et répartition des tâches

La mission d'évaluation finale s'est déroulée au Mali du 3-24 Mai 2017. L'évaluation a été réalisée par un binôme de consultants. Le chef d'équipe (TL) M. Aart van der Heide, de formation agronome, est spécialisé dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle a fait l'évaluation avec l'expert national (TM) Michel Diawara, géographe de formation et directeur du CEPROCIDÉ au Mali. Le TL a une longue expérience en matière d'évaluations, d'enquêtes, de formulations mais aussi de suivi de programmes dans les zones d'insécurité alimentaire. Il a publié plusieurs études sur ce thème au Mali. Le TM a une bonne expérience en matière de décentralisation, d'analyses institutionnelles mais aussi les problèmes liés à la formation et éducation formelle et informelle. Les compétences du TL et celles du TM sont très complémentaires.

Les deux membres de l'équipe devaient faire la mission sur le terrain ensemble telle que prévue. Mais étant donné le fait que la situation sécuritaire s'est dégradée peu avant la mission et surtout durant les semaines de la mission, l'Ambassade de Belgique – en concertation avec le chef militaire de la MINUS-MA – a jugé nécessaire d'annuler le voyage du TL à Nioro du Sahel et a annulé l'étape de Nara pour le TM (voir annexe 5).

Avec cette modification, le TL est donc resté à Bamako pour donner suite aux différentes rencontres avec les partenaires et surtout pour participer en tant qu'observateur à l'atelier bilan du programme conjoint PLIAM. Le TM est parti seul à Nioro du Sahel où il a pu visiter 3 communes du cercle de Nioro du Sahel (parmi les 10 communes couvertes par le PLIAM dont 6 communes à Nioro du Sahel et 4 communes à Nara) où il a pu vérifier les réalisations achevées par le programme. Il a pu rencontrer d'abord les différents responsables administratifs, les élus mais aussi les services techniques de l'Etat et les cadres de partenaires des ONG belges et aussi ONG nationales et locales. Le TM a pu choisir de visiter un certain nombre de communes où il a pu vérifier les réalisations achevées par le programme. Il a pu s'entretenir avec la population – hommes et femmes – pour évaluer leur satisfaction ainsi que le degré de leur participation. Ces rencontres n'ont pas seulement servi pour le contrôle des réalisations effectuées par le PLIAM mais aussi et surtout pour avoir des informations palpables pour mieux **comprendre, interpréter** et **expliquer** les chiffres produits par les partenaires et collectées par la coordination technique donnée par la FAO. Le programme de la mission se trouve en annexe 6.

## 1.4 Méthodologie

La méthodologie appliquée pour cette évaluation finale a été de trouver une réponse d'une manière adéquate mais surtout indépendante aux questions demandées dans les TdR sur la performance, etc.

Eu égard à la méthodologie, une approche pragmatique a été privilégiée étant données les contraintes causées par la situation sécuritaire, la mission a finalement choisi l'approche suivante :

- Analyse des TdR en profondeur
- Analyse et revue des documents disponibles au niveau du FBSA et des partenaires
- Analyse critique des méthodologies utilisées pour l'obtention des valeurs d'indicateurs
- Rencontres avec les parties prenantes et partenaires à Bamako avec un nombre de questions déjà préparées (entretiens semi-ouverts)
- Visites sur le terrain à Niolo du Sahel auprès d'un certain nombre de communes sélectionnées d'une manière semi-aléatoire. Contrôle physique des réalisations faites par le PLIAM.
- Entretiens sous forme de focus group avec la communauté – hommes et femmes ainsi que femmes seules – afin de collecter toute information nécessaire pour répondre aux 45 questions posées dans les TDR
- Systématiser l'information reçue d'une manière systématique afin de garantir une triangulation optimale
- Chercher des informations au niveau des communes non impliquées dans le PLIAM servant de témoin pour mieux interpréter et comprendre les informations et les données collectées aussi bien en termes quantitatifs que qualitatifs.

## 1.5 Facteurs éventuels qui ont favorisé ou entravé l'exercice d'évaluation

La contrainte sécuritaire a entravé l'exercice de cette évaluation, comme déjà mentionné, le TL n'a pas pu se rendre dans le cercle de Niolo du Sahel et le TM n'a pas pu non plus effectuer la mission dans le cercle de Nara au sens où l'insécurité a limité les zones visitées au niveau régional. Cette insécurité a été une limite de l'évaluation finale et a probablement influencé les résultats de l'évaluation. Malheureusement, il n'est pas possible de chiffrer l'impact de cette contrainte. Le fait que le cercle de Nara n'ait pas été visité peut être considéré comme un cas de « force majeure » et peut certainement jouer sur la qualité et validité des constats globaux. Par contre, la mission reconnaît la grande disponibilité des personnes rencontrées au niveau national et au niveau du terrain.

Des données chiffrées sont bien disponibles, mais l'équipe d'évaluation a fait le constat que l'absence d'un statisticien expérimenté avec des connaissances en matière de méthodologie a certainement joué sur la qualité des chiffres fournies par les partenaires et collectées par le FAO. Ces chiffres seront interprétés par l'équipe même mais aussi avec les informations collectées sur le terrain au niveau des communautés pour mieux comprendre et ainsi les interpréter.

La coordination au niveau des deux cercles a été assurée par le cadre de la FAO. Cette coordination a été d'une grande valeur et a certainement pu jouer positivement sur les résultats, voire l'impact, de ce programme. Pour cette raison, les mécanismes de validation des différents constats, ont certainement pu profiter d'une manière positive de la participation positive à tous les niveaux.

## 2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET DESCRIPTION DU PROGRAMME

### 2.1 Historique et préparation de l'intervention

Le FBSA est un instrument unique de financement axé sur **l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations vulnérables** situées dans les zones de l'Afrique subsaharienne présentant un grand risque

d'insécurité alimentaire. Le fonds a été **institué** en 2010 par une loi du **Parlement Fédéral** il est **financé par la Loterie nationale** et accessoirement, par la Direction Générale de Coopération au Développement et Aide humanitaire (DGD) qui injecte des ressources complémentaires. Il s'agit d'un instrument de développement unique car il résulte d'une initiative parlementaire, alimentée par des fonds de la Loterie.

La gestion du FBSA relève du membre du gouvernement en charge de la coopération au développement qui en assume également la responsabilité. Le suivi du fonds est assuré par le **Groupe de travail spécial FBSA**, composé de représentants de chaque groupe parlementaire, du membre du gouvernement compétent pour la coopération au développement, des représentants de ses services (DGD), des représentants des ONG belges, de la Coopération Technique Belge (CTB) et des organisations multilatérales partenaires du FBSA.

Avant la crise politique et sécuritaire qu'a connue le Mali en 2012, le Mali occupait le 175<sup>e</sup> rang de l'indice du développement humain (IDH) établi par les Nations Unies (NU). Après la crise, le Mali a reculé de 7 places dans l'IDH et faisait alors partie des cinq pays les plus pauvres du monde. Face à cette situation, le gouvernement malien a adopté des mesures soutenues par des changements institutionnels, des stratégies et des politiques en promouvant des mesures de développement et de lutte contre la pauvreté : le CSRP pour la période 2012-2017, la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire, les programmes de sécurité alimentaire, et les autres politiques nationales. Le rapport d'évaluation à mi-parcours du PLIAM dit que « C'est en appui à ces politiques et stratégies que le PLIAM a été (co)-financé par le FBSA sur demande du CSA pour lutter contre les causes structurelles de l'insécurité alimentaire qui sont fortement liées à la pauvreté » (p.24). Pour cette raison le bon suivi de l'indicateur « malnutrition chronique » revêt une grande importance.

Le FBSA a opté pour la mise en place de programmes multisectoriels et intégrés mis en œuvre par différents acteurs (multi-acteurs). Chaque organisation partenaire participant à un programme du FBSA se consacre aux aspects pour lesquels elle dispose d'une solide expertise lui permettant d'apporter une réelle plus-value. Au Mali, ce programme FBSA a été exécuté dans deux cercles : le cercle de Nioro du Sahel dans la Région de Kayes et celui de Nara dans la Région de Koulikoro dont les communes ont été classées parmi l'initiative des 166 communes les plus vulnérables aux problèmes alimentaires et nutritionnelles. Les deux cercles sélectionnés appartiennent tous les deux à la bande du sahel occidental et situés le long de la frontière Mauritanienne.

Le PLIAM a démarré officiellement en 2012 avec une étude d'identification exécutée en 2011 par le bureau d'études (externe indépendant) IRAM. Sur la base de cette étude d'identification, le CSA a formulé le DTF (dossier technique financier). Après la formulation et l'approbation du DTF, les partenaires ont décidé de la nécessité d'une étude de référence<sup>3</sup> pour déterminer la situation « zéro » (base line). Cette étude de référence indique entre autres qu'il existe une malnutrition chronique globale (MCG) de 34,3% à Nioro du Sahel et 33,3% à Nara.

L'évaluation à mi-parcours du PLIAM a été exécutée en Février 2015 par IEH. Le 17 mai 2017, un atelier de capitalisation des acquis du PLIAM a regroupé les différents partenaires et parties-prenantes du programme. Le CSA, avec l'appui technique de la FAO, a préparé un rapport « Atelier Bilan & Perspectives » (voir annexe 10).

## 2.2 Contexte institutionnel

Le principal bailleur de fonds du PLIAM a été le FBSA avec une contribution de 11,9 millions d'Euro sur un budget total qui a été de 15 millions d'Euro. Cela veut dire que les différents partenaires ont contri-

---

<sup>3</sup> Étude de référence du PLIAM dans les cercles de Nara et Nioro du Sahel - Réalisé par Welthungerhilfe (Ex Agro Action Allemande) en Février 2013.

bué à hauteur de 3,1 millions d’Euro ou  $\pm$  20%. Le budget total du programme est estimé à 15.746.276 € dont 11.911.259 € financés par la coopération Belge (FBSA) et 3.835.017 € financés par les différentes organisations partenaires pour une durée de 5 ans (2012-2017).

**Tableau 1 : Financement du PLIAM**

FAO :	596.167 € (FBSA)	+ pas calculé <sup>4</sup> € (apport propre)
UNCDF :	3.750.000 € (FBSA)	+ 2.500.000 € (apport propre)
SOS Faim :	1.492.253 € (FBSA)	+ 263.339 € (apport propre)
VSF :	1.872.623 € (FBSA)	+ 330.463 € (apport propre)
PROTOS :	1.500.000 € (FBSA)	+ 264.706 € (apport propre)
WSM :	1.200.216 € (FBSA)	+ 211.803 € (apport propre)
CRB :	1.500.000 € (FBSA)	+ 264.706 € (apport propre)

Sources : DTF/rapport bilan & perspectives

Le programme a été mis en œuvre sous la tutelle du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) avec l’appui technique de la FAO. La coordination technique était assurée par un coordinateur basé à Nioro du Sahel avec des déplacements à Nara dans le cadre du suivi du programme. Le coordinateur a été à 100% mis à la disponibilité du programme. Le suivi du projet était permanent et professionnel composé du chargé de suivi-évaluation du bureau de la FAO, d’un chargé des opérations (international) et du coordinateur national basé à Nioro. Pour des raisons budgétaires et d’efficience, la FAO n’a pas jugé nécessaire de recruter un chargé de suivi-évaluation à temps plein, car le bureau disposait d’un chargé de suivi-évaluation qui pouvait appuyer la coordination. Le FBSA a signé un accord de convention avec la FAO qui en a signé également avec le CSA. Il reste entendu qu’il existe un cadre de partenariat entre le FBSA, la FAO, l’UNCDF, PROTOS, VSF, CRB, WSM, SOS Fam et le Gouvernement du Mali à travers le CSA signé le 03/04/2014.

Le FBSA a ensuite signé un accord direct avec les ONG Belges PROTOS, la CRB, le WSM, SOS Faim qui individuellement ont signé un accord avec leur partenaire malien (national et local). Dans les contrats entre le FBSA et les partenaires belges une description de tâches a été clairement établie.

On peut retenir que la coordination institutionnelle du PLIAM a été assurée par le CSA qui a confié la coordination technique à la FAO qui avait signé un accord avec le FBSA.

Aussi, une convention a été signée entre les partenaires belges et maliens avec le CSA en ce qui concerne les responsabilités, droits et devoirs de chacun individuellement et mutuellement. La FAO avait signé un accord de coopération avec le CSA. Il ressort que le CSA a été officiellement chargé de la coordination institutionnelle mais sous financement du FAO. C’est à ce titre que la FAO a signé un accord de projet avec le Gouvernement, sur la base du projet GCP/MLI/037/BEL composante FAO en appui à la coordination du projet financé par le FBSA. Dans le DTF les montants prévus en appui au CSA ressortent bien. Selon les procédures de la FAO, il n’est pas possible de financer directement un prestataire – CSA. Cela a conduit à l’établissement d’un Protocole d’accord entre la FAO et le CSA, qui permettait de mobiliser des fonds pour le CSA, qui les gérait directement en vue de réaliser certaines activités de coordination institutionnelle globale. UNCDF a procédé de même avec la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT).

### 2.3 Courte description du programme

Le PLIAM était un programme « multi acteurs et multi sectoriels » pour une durée de 5 ans (2012 – 2017) avec une contribution des organismes partenaires. Ce programme fut une première expérience

---

<sup>4</sup> La FAO a mis à la disponibilité du programme beaucoup d’effort. Au total, la FAO a donné un apport supplémentaire qui n’a pas été calculé en valeur monétaire.

pour le FBSA d'où son caractère de « pilote ». C'est ainsi que le FBSA projette une diffusion et une duplication des résultats du PLIAM en fonction des résultats positifs obtenus. Bien que l'approche ait été une approche de « sécurité alimentaire et nutritionnelle » avec l'objectif de lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité à plusieurs menaces, il n'a pas opté pour une approche « analyse économique des ménages » AEM ou en anglais HEA (= Household Economy Approach)<sup>5</sup>. L'approche appliquée fut celle d'un Kit minimal d'activités auprès d'une communauté (WASH, agriculture, élevage, mutualités et microfinances).

L'**objectif global** du programme est d'« améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables au niveau des cercles de Nara et Nioro du Sahel, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies et marchés et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local ».

Le **groupe cible** a été la population la plus vulnérable des communautés sélectionnées dans les deux cercles.

L'exécution du programme a été faite sur la base de trois **objectifs spécifiques** pour **cinq composantes** :

- OS 1. Améliorer les revenus et l'accès aux marchés pour les petits producteurs et groupes vulnérables
- OS 2. Favoriser un accès durable à une alimentation équilibrée et saine et aux services et infrastructures de base pour les groupes vulnérables
- OS 3. Renforcer les capacités des acteurs pour l'analyse, la planification, la mise en œuvre et la coordination de stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition aux niveaux, national, local et du programme.

#### **Composante 1&2 : l'intensification/sécurisation des productions animales et végétales par :**

- Le renforcement des groupes vulnérables/OP pour l'intensification/diversification des productions végétales et AGR.
- L'appui à la mise en place/gestion des banques de céréales.
- Le renforcement des groupes vulnérables/OP pour l'intensification/diversification des productions animales et AGR.

Cette composante a été mise en œuvre par VSF et SOS Faim avec leurs partenaires maliens.

#### **Composante 3 : La diversification des productions et des sources de revenus (AGR) par :**

- L'amélioration de l'accès aux IMF – Développement warrantage. L'amélioration de la protection sociale pour les plus démunis (mutuelles santé, transfert conditionnés).

Cette composante a été mise en œuvre par WSM/Kondo et WSM/UTM.

#### **Composante 4 : Accès à une alimentation saine et équilibrée et accès à l'eau potable et aux infrastructures et services socio-économiques de base (santé, éducation) par :**

- L'amélioration de la sécurité nutritionnelle et renforcement des capacités de prise en charge de la malnutrition.
- L'amélioration de l'état nutritionnel des enfants de 0 à 5 ans et des femmes en âge de procréer.

---

<sup>5</sup> Les cadres analytiques doivent être nécessairement basés sur le concept de moyens de vie (livelihoods), vulnérabilité à et la nutrition (Household Economy Approach ou Analyse de l'Economies des Ménages). Le HEA ou en français l'Analyse des Economies des Ménages est un cadre d'analyse unique développé pour fournir des informations très détaillées en ce qui concerne les relations à l'intérieur du ménage, les responsabilités, les moyens disponibles, l'alimentation, le genre etc.

- L'amélioration de l'accès durable à l'eau potable, la gestion durable des infrastructures d'eau potable et le renforcement de capacités pour l'adoption de comportement plus hygiénique lié à l'eau pour les groupes vulnérables.

Cette composante a été mise en œuvre par la Croix Rouge Belge sans partenaire malien et PROTOS avec 2 partenaires locaux.

**Composante 5 : Renforcement des capacités des acteurs locaux pour une meilleure prise en compte de la sécurité alimentaire dans la planification par :**

- Le renforcement des capacités des acteurs locaux/CT pour une meilleure prise en compte, priorisation et planification de la sécurité alimentaire dans les plans de développement locaux. L'amélioration de l'accès aux infrastructures de base et aux marchés - Appui au financement des investissements structurants.

Cette composante a été mise en œuvre par UNCDF/FENU.

**La coordination globale** a été assurée par le CSA avec l'appui technique de la FAO<sup>6</sup>.

**Les résultats attendus :** Le groupe cible pris est celui des enfants de 6 mois-5 ans ou 23 mois ! Ce groupe cible est en général le groupe qui est le meilleur indicateur pour l'état de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la communauté. Le DTF proposait 4 indicateurs d'impact, ses valeurs mesurées dans l'étude de référence et les résultats attendus (voir tableau 2 ci-dessous).

**Tableau 2 : Indicateurs d'impact avec leurs référence 2012 et résultats attendus en 2017<sup>7</sup>**

Indicateurs	Référence 2012	Résultat attendu
Malnutrition chronique	Nara : 33,3% Nioro : 34,4%	< 20%
Malnutrition aigüe	Nara : 18,0% Nioro : 17,4%	< 8%
Insuffisance pondérale	Nara : 31,6% Nioro : 32,3%	< 15%
Score de diversité alimentaire SDA 6 – 23 mois	Nara : 31,5 % Nioro : 13,7%	

Sources : Rapport bilan & perspectives PLIAM Atelier 17 mai 2017

**Le financement du programme** a été fait sous forme de cofinancement : une partie par un subside du FBSA et une autre par un apport propre du partenaire exécutant. Les ONG ont reçu 85% de subsides et les 15% correspondent à leur apport propre. L'UNCDF a reçu 60% de subsides et les 40% correspondent à son apport propre. Etant donné que la FAO a en charge un volet particulier qui est la coordination, les dispositions légales du FBSA ne prévoient pas d'apport propre pour ce volet (elle a donc bénéficié de 100% de subside). Le CSA a assuré la tutelle du PLIAM et la FAO lui a apporté un appui technique. Le CSA a reçu son financement de la FAO pour un montant de ± 50.770 € soit 33.260.000 FCFA.

<sup>6</sup> Il faut rappeler que la tutelle du programme au Mali est le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA), qui assurera la responsabilité de la coordination globale, avec l'appui de la FAO. Le programme quant à lui a été mis en œuvre à travers les différentes équipes techniques relevant de chaque organisation partenaire !

<sup>7</sup> Pour un programme de sécurité alimentaire et nutritionnel le taux de la malnutrition chronique est en général le plus important et aussi un indicateur qui indique le score de la sécurité alimentaire. Le SDA est aussi important pas seulement pour les enfants d'âge 6 – 23 mois mais au moins jusqu'à 5 ans et aussi les femmes en âge de procréation (FAP).

## Stratégies et moyens prévus, et hypothèses :

La stratégie prévue a été décrite d'une manière explicite dans le DTF ou la Présentation du Programme avec le nom : Programme Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition (PLIAM). Elle a été proposée sous la forme multisectorielle (eau, WASH, agriculture, élevage, mutuelles, microfinances, infrastructures et appui institutionnel) et multi-acteurs (VSF +ICD, PROTOS + CPEEDA + AFAD + CEPAP + Action Kared, SOS Faim + CAEB, WSM + UTM + KONDO, CRB + CRM, FENU + UNCDF + ACL).

La stratégie fut une stratégie pilote à la fois pour le CSA et pour le FBSA. Les moyens prévus ont été bien décrits dans le rapport de l'Atelier Bilan & Perspectives préparé par le CSA/FAO.

La stratégie utilisée ait été présentée comme une stratégie SAN, mais du point de vue scientifique, il serait plus indiqué de considérer ce programme comme un programme de développement rural avec une forte composante de sécurité alimentaire et nutritionnelle incluant un volet sanitaire et de protection sociale. Le Mali a déjà connu plusieurs programmes de ce genre, entre autres : le PCAN dans la Région de Ségou (1985 – 1990 UNICEF/OMS avec plusieurs services techniques), les programmes du CANEF dans le sud de la Région du Koulikoro et le programme Sécurité et Sécurisation Alimentaire Familiale et Communautaire dans le cercle de Niafounké (1995- 2010). Ce dernier programme fut un programme « approche groupements de femmes ».

Cependant, le PLIAM a été un programme multisectoriel et multi-acteurs. L'hypothèse du PLIAM a été qu'une stratégie multisectorielle et multi-acteurs aurait un impact positif optimal sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population la plus pauvre.

## 2.4 Présentation des réalisations du programme

Nous présentons dans le tableau 3 seulement les réalisations des 4 indicateurs d'impact, qui sont comparés avec ceux du démarrage (étude de référence). Dans le rapport Atelier Bilan & Perspectives (voir annexe 10) le développement des autres indicateurs de performance sont présentés.

Tableau 3 : Indicateurs principaux et réalisations<sup>8</sup>

Indicateurs	Référence 2012	Résultat attendu	Réalisation
Malnutrition chronique	Nara : 33,3% Nioro : 34,4%	< 20%	Nara : 30,3% Nioro : 18,7%
Malnutrition aigüe	Nara : 18,0% Nioro : 17,4%	< 8%	Nara : 16,6% Nioro : 9,0%
Insuffisance pondérale	Nara : 31,6% Nioro : 32,3%	< 15%	Nara : 29,9% Nioro : 13,3%
Score de diversité alimentaire SDA 6 – 23 mois	Nara : 31,5 % Nioro : 13,7%		Nara : 9,6% Nioro : 7,3%

Sources : rapport bilan & perspectives PLIAM

## 2.5 Description des aspects institutionnels

Le document de base pour le PLIAM était le DTF, officiellement élaboré par le CSA mais avec un appui technique de la FAO et sous financement du FBSA. Le DTF donne une description détaillée des relations institutionnelles.

La raison officielle qui explique le pourquoi du financement direct des ONG belge et les deux partenaires onusiens par le FBSA réside dans le fait que le FBSA était un fond venant de la loterie en Belgique.

<sup>8</sup>Les chiffres sont les résultats des deux enquêtes de base comme il est expliqué en bas de page 11.

Chaque ONG belge a signé un contrat cadre avec le CSA structure représentante du Gouvernement du Mali et chaque ONG belge avait signé un contrat avec une ONG malienne partenaire.

Les rencontres mensuelles étaient organisées soit à Nioro du Sahel ou à Nara avec tous les partenaires sous la présidence du coordinateur de la FAO. Il y avait aussi des rencontres périodiques trimestrielles du Comité Technique d’Orientation à Bamako dont le CAS, la FAO et d’autres partenaires y participaient. Chaque année une rencontre officielle était organisée par le Comité National de Pilotage dont le CSA, le représentant du FBSA et les principaux partenaires prenaient part.

## **2.6 Organisation et gestion des ressources humaines du programme**

L’organisation du programme a été officiellement confiée au CSA qui a bénéficié de l’assistance technique du FAO. Le coordinateur du programme, un cadre de la FAO, était basé à Nioro du Sahel et a travaillé en étroite collaboration avec l’administration locale au niveau des deux cercles, les élus des deux cercles, les services techniques sur place et les partenaires exécutifs du programme. Le coordinateur opérait directement sous la tutelle du CSA mais sans un contrat ni convention avec un contenu de coopération bien défini avec les partenaires. Les partenaires belges et onusiens avaient un contrat de coopération avec le CSA. Le DTF était le document de base pour toutes les parties prenantes et partenaires dans lequel entre autres la logique d’intervention et les dispositions pour la mise en œuvre du programme étaient bien détaillées.

Chaque partenaire gérait ses ressources humaines mises à la disposition du programme selon le budget alloué par le bailleur de fonds principal (FBSA) et détaillé dans la proposition ou l’appel à proposition faite par les partenaires belges et onusiens. Chaque partenaire belge et onusien a signé un protocole de coopération avec ses partenaires maliens.

## **2.7 Système de monitoring du programme**

Le DTF a formulé page 58 du chapitre 2.1. « Mécanismes de Suivi-Évaluation » la nécessité d’un système à deux niveaux, à savoir (i) au niveau de la coordination globale du programme afin de pouvoir suivre et évaluer périodiquement les résultats atteints par le programme (conjonction des différentes interventions), et (ii) au niveau de chaque organisation partenaire pour les besoins de suivi de leur contribution et pour permettre une évaluation plus précise de leur apport par rapport au(x) domaine(s) couvert(s).

Chaque partenaire envoyait les données chiffrées au chargé de suivi & évaluation qui faisait ensuite la compilation pour la coordination qui s’occupait de l’analyse de ces données. Dans l’annexe 9 « Cadre des résultats PLIAM » les résultats de cette méthode sont présentés extensivement et dans l’annexe 8 se trouve la liste de 81 indicateurs de suivi.

## **2.8 Information sur les problèmes majeurs**

Le principal problème rencontré dans la mise en œuvre du programme a certainement été le problème de sécurité aggravée surtout dans le cercle de Nara. Ce qui malheureusement s’est vérifié encore au moment de l’évaluation finale.

Le second problème constaté a été la complexité du cadre institutionnel du PLIAM. Un exemple significatif a été le fait que la FAO, qui donne un appui technique au CSA – institution de tutelle – a reçu le financement du bailleur principal le FBSA et a ensuite financé le CSA<sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> La FAO a signé à ce titre un accord de projet avec le Gouvernement, sur la base du projet GCP/MLI/037/BEL composante FAO en appui à la coordination du projet financé par le FBSA. Dans le DTF les montants prévus en appui au CSA ressortent bien. Selon les procédures de la FAO, il n’est pas possible de financer directement un prestataire (CSA), ce qui a conduit à l’établissement d’un Protocole d’accord entre la FAO et le CSA qui permettait de mobiliser des fonds pour le CSA qui les gérait directement en vue de réaliser certaines activités de coordination institutionnelle globale. UNCDF a procédé de même avec la Direction des collectivités territoriales

Un autre problème réside au niveau du financement de l'organisme qui a donné l'appui technique au CSA – la FAO – et n'a pas pu garantir un suivi professionnel permanent, simplement pour des raisons budgétaires. Il a déjà été mentionné qu'un programme pilote ayant une structure institutionnelle aussi complexe a fortement besoin d'un système de suivi très professionnel tel n'a pas été le cas. Les taux de malnutrition aigüe et chronique ont été présentés au démarrage par le Welthungerhilfe en Février 2013 tandis que le travail du terrain a été fait en septembre-octobre 2012. L'enquête finale a été présentée en Mars 2017 par le Bureau d'Etude REXED, mais la période de collecte de données sur le terrain n'est pas connue. Les deux sociétés ont utilisé les mêmes méthodologies SMART, mais d'abord le nombre de communes n'était pas égal : la première enquête a été réalisée en 8 communes (3 à Nara et 5 à Niore du Sahel) et l'enquête fait par REXES dans 7 communes, dont 2 à Nara et 5 à Niore du Sahel. Aussi, un souci est que les deux documents ne présentent pas clairement le nombre d'enfant (6-49 mois) mesurés. Bien que les deux bureaux ont présenté un rapport assez bien détaillé, il n'existe pas une mesure de qualité de leur travail. Les chiffres du cercle de Nara en 2012 se basent sur 3 communes et celles de 2017 sur 2 communes, le rapport Bilan & Perspectives PLIAM présente ces chiffres – sur le plan statistique pas comparables – sans aucun commentaire. Du point de vu méthodologique, malgré l'utilisation de la méthode SMART, il faut nécessairement standardiser les autres variables comme le nombre d'enfant, les communes, les mêmes enquêteurs etc. Cela n'a pas été le cas et pour cette raison les chiffres présentés sont « discutables » ou « incomparables ». L'échantillonnage pose donc question aussi bien sur la taille de l'échantillon que sur la répartition géographique de cet échantillon.

## 2.9 Description d'éventuels ajustements stratégiques ou revues intermédiaires

L'évaluation à mi-parcours a formulé un total de 16 recommandations (pages 10-19 du rapport final) afin de renforcer, mieux accompagner, assurer, intégrer, réajuster, parfaire, optimiser, assurer ou continuer les points ou volets ci-dessous :

### En ce qui concerne le CSA :

- 1) Renforcement du rôle de coordination du CSA sur le plan stratégique et politique...
  - 2) Renforcement du rôle technique du CSA pour l'accompagnement opérationnel du PLIAM et surtout le S&E, l'analyse de la SAN etc.
- *Le CSA a pris note de ces recommandations au début de l'année 2015. C'est au CSA lui-même d'expliquer s'il a eu ou reçu les moyens adéquats pour réaliser ces recommandations.*

### En ce qui concerne le FAO :

- 3) Accompagnement du renforcement du CSA par le FAO...
  - 4) Renforcement de la structure de coordination du PLIAM...
- *La FAO a joué son rôle d'appui technique au CSA et elle a renforcé la structure de coordination du PLIAM en injectant ses propres moyens. Cependant sur le plan institutionnel, il n'y a pas eu de changement sauf qu'il n'y a pas eu le recrutement du chargé de suivi-évaluation à temps plein pour des raisons budgétaires d'une part mais surtout dû au fait que le bureau (FAO) disposait d'un chargé de suivi-évaluation qui pouvait appuyer la coordination. Cette situation a finalement joué sur la qualité du suivi<sup>10</sup>.*

### En ce qui concerne le FBSA :

- 5) Le FBSA doit donner une vision plus stratégique ...
- *Le FBSA a été une activité unique pour le parlement fédéral belge – sur un financement de la loterie. En Mars 2017 la Coopération Belge au Développement a publié une note stratégique « Agriculture*

---

<sup>10</sup> Le chargé du suivi & évaluation de la FAO n'a pas pu suivre le PLIAM à plein temps ayant ±25 autres projets à suivre.

*et Sécurité Alimentaire » mais nous ne savons pas si les leçons apprises de ce projet ont été prises en compte.*

En ce qui concerne les partenaires du PLIAM :

- 6) Assurance que toutes les interventions dans le PLIAM soient faites plus synergiques ...
- 7) Renforcement le système de suivi et rapportage ...
- 8) Renforcement des capacités des SDE, CTs, ONGs etc.
- 9) Intégration de façon systématique la considération de genre dans tous les programmes.
- 10) Renforcement la sensibilisation et la communication du programme à travers la mise en place d'une stratégie claire et adaptée au contexte.

➤ *Une note sur comment améliorer la synergie a été présentée par VSF et proposée par la coordination (FAO/CSA). Tous les partenaires ont pris connaissance du problème.*

En ce qui concerne la composante agricole :

- 11) Réajuster le design, adapter les actions au calendrier agricole etc.

En ce qui concerne la composante élevage :

- 12) Parfaire le design etc.

En ce qui concerne la composante épargne/crédit :

- 13) Optimiser les procédures de crédit des activités du PLIAM etc.

En ce qui concerne la composante nutrition/santé :

- 14) Assurer la durabilité des CVS etc.

En ce qui concerne la composante eau :

- 15) Assurer le suivi et l'application des formations en hygiène et assainissements etc.

En ce qui concerne la composante ACL :

- 16) Continuer à renforcer les capacités des CTs par l'ACL.

Il faut noter que le CSA avec l'appui technique de la FAO a organisé le 17 Mai 2017 un atelier bilan du programme conjoint PLIAM dont toutes les conclusions relatives à la mise en œuvre et l'exécution du programme ont été présentées en présence de tous les partenaires et parties prenantes. L'atelier a aussi pu formuler un certain nombre de recommandations.

### **3. ANALYSE DE PERFORMANCE**

L'évaluation de la performance du projet a été faite sur la base des cinq critères préconisés par le CAD de l'OCDE : **pertinence, efficacité, efficience, impact et viabilité**. Pour chacun de ces critères précités, une piste d'évaluation a été préconisée à partir des constats et des informations disponibles<sup>11</sup> (voir méthodologie et programme en 1.4 et annexe 6).

Dans le cadre de cette évaluation, le TM a entrepris une mission dans le cercle de Nioro du Sahel, précisément dans trois des six communes d'intervention du PLIAM dans le dit cercle. Pour des raisons de sécurité, il n'a pas pu se rendre dans le cercle de Nara. Les constats et les informations disponibles sont donc faits sur la base des visites du TM auprès de quelques communautés des communes rurales de Yérééré, de Nioro Tougouné Rangalé et de la commune urbaine de Nioro du Sahel. Dans ces localités visitées, il a pu rencontrer des responsables des services techniques, des élus et de personnes res-

---

<sup>11</sup>Les constats et informations ont été obtenus par les interviews des partenaires à Bamako et surtout sur le terrain à Nioro du Sahel. Il a été déjà dit que le cercle de Nara n'a pas été visité pour des raisons sécuritaires. Cela veut dire que l'information obtenue sur le terrain ne donne pas un constat et contrôle représentatif !

sources en marge des focus group avec certains groupements tels que l'OPM de Yérééré, des bénéficiaires du petit élevage du village de Nomo, et l'OPM du village de Tintiba de la commune de Nioro Tougouné Rangalé, des bénéficiaires et le bureau de l'association des usagers d'eau potable de Madonga relevant de la commune urbaine de Nioro.

Le TL est resté à Bamako où il s'est occupé en particulier des aspects institutionnels – synergie, financement, relations entre les partenaires – et aussi des aspects techniques comme le suivi et l'évaluation.

Il reste entendu que les constats de performance sur le terrain n'ont concernés que trois communes sur six du cercle de Nioro et un certain nombre de villages. Le facteur sécuritaire n'a pas permis à la mission de se rendre dans la seconde zone d'intervention du PLIAM, le cercle de Nara, où il intervient dans quatre communes de même que les trois autres communes du cercle de Nioro. Compte tenu de ce fait, les constats de performance des critères ci-dessous ne sont pas représentatifs pour les deux cercles et ont été faits par un cadre national indépendant originaire de la zone de projet. Comme le projet a été affecté dans ses réalisations dans le Cercle de Nara pour les mêmes raisons, on peut supposer que les résultats à Nara sont en dessous de ceux obtenus à Nioro.

L'analyse suivante est surtout basée sur les données qualitatives obtenues auprès des communautés visitées et appuyées par les témoignages de certains premiers responsables tant des services techniques, de la société civile que des organes de gestion mise en place. Bien que les données obtenues soient qualitatives, nous nous rendons compte que les informations ne sont pas représentatives pour tout le programme. Les raisons ne sont pas seulement le problème d'accès réduit aux communautés – le cercle de Nara était complètement exclu – mais aussi l'approche proposée par le CSA et ces partenaires comme le FBSA, la coopération belge, l'IRAM, la FAO ne fut pas une approche stricte de sécurité alimentaire nutritionnelle. Dans les sous-chapitres suivants, il y aura surtout les témoignages du terrain. Pour réaliser une vraie triangulation, il faudrait nécessairement pouvoir réaliser une étude et visite de terrain plus représentatives – pas faisable – et comparer avec un système de suivi plus scientifique. En tout état de cause, il n'est pas possible au moment de l'évaluation finale de pallier les carences du système de suivi évaluation.

### 3.1 Pertinence

Il s'agit de la mesure selon laquelle les objectifs du programme correspondent au mandat du FBSA, aux attentes des bénéficiaires ainsi qu'aux attentes des autorités nationales et locales du pays partenaire. L'évaluation de ce premier critère a pris en compte les points relatifs aux besoins, problèmes et priorités des bénéficiaires. Il s'agissait de vérifier sur le terrain si effectivement le PLIAM a répondu aux besoins et priorités des bénéficiaires et au-delà si la stratégie de mise en œuvre du programme était appropriée.

#### **Le programme a-t-il répondu aux besoins, problèmes et priorités des bénéficiaires ? La stratégie du programme était-elle appropriée ?**

L'évaluation de ce premier critère a pris en compte les points relatifs aux besoins, problèmes et priorités des bénéficiaires. Il s'agissait de vérifier sur le terrain si effectivement le PLIAM a répondu aux besoins et priorités des bénéficiaires et au-delà si la stratégie de mise en œuvre du programme était appropriée. Ainsi, nous avons dû rencontrer diverses personnes tantôt des représentants des services techniques, des élus partie prenante du programme de même que des bénéficiaires directs afin de recueillir leur avis. Il ressort de ces différentes entrevues que le PLIAM a bien répondu aux besoins, problèmes et priorités des bénéficiaires dans les zones d'intervention spécifiquement le cercle de Nioro que nous avons pu visiter. Ce qui a fait dire un représentant du bureau communal de Nioro Tougouné Rangalé : « ....Si nous devons parler du PLIAM, nous allons être leur « GRIOT » parce que partout où le programme a intervenu c'était pour répondre aux besoins exprimés par les populations ». Un autre témoignage parmi tant d'autres attestant de la pertinence du PLIAM qui a retenu notre attention a été fait par Monsieur

Kalilou DIAKITE (Maire sortant de la commune urbaine de Nioro qui a participé à toutes les activités du PLIAM) que : « *Le programme a spécifiquement boosté le développement dans les six communes d'intervention du cercle de Nioro, toutes les six communes ont concrètement bénéficié de réalisations* ». Il a cité des exemples concrets, entre autres le micro barrage de Nioro à au moins 70 millions de FCFA, le marché à bétail à Nioro à hauteur de 212.200.024 FCFA, l'adduction du village de Madonga, etc. L'ensemble des personnes rencontrées ont indéniablement donné un avis favorable quand il s'est agi de la stratégie de mise en œuvre. Toutes ont trouvé que la stratégie était très appropriée car elle a facilité la mise en relation fonctionnelle des élus avec les services déconcentrés de l'Etat qui a très bien fonctionné.

### **Quelle est l'appréciation des populations bénéficiaires du programme ? Qu'est-ce que le programme a amené comme changement dans leur situation d'insécurité alimentaire ?**

L'évaluation du critère de la pertinence a porté également sur l'appréciation des populations bénéficiaires du PLIAM de même que le changement qu'il a amené dans leur situation d'insécurité alimentaire. Globalement, il s'avère que le PLIAM a été très bien apprécié par les populations bénéficiaires. Cela s'explique par la qualité des prestations et surtout les réalisations dont ont bénéficié certaines populations très vulnérables. Ils constatent que le PLIAM dans ses différentes composantes a été un apport très appréciable. Les populations bénéficiaires ont été associées à toutes les activités à la base à travers les comités dans les villages bénéficiaires. Des discussions ont été toujours engagées avec eux dans le choix des actions qui ne leur ont été pas imposées.

Exemples des changements apportés :

- Création des banques de céréales villageoises (BCV) érigées en union des banques de céréales
- Disponibilités des légumes en toutes saisons sur le marché grâce aux périmètres maraichers
- Valorisation des productions locales
- Amélioration des conditions de stockage avec la construction des magasins,
- La disponibilité d'eau potable de qualité diminue les maladies liées à la consommation d'eau impropre. Selon la vice-présidente de l'Association des usagers d'eau potable de Madonga: « *l'eau potable a amélioré la santé des populations en générale, les maladies diarrhéiques et les maladies infantiles liées à l'eau ont disparu* ». Quant à la présidente locale de la CAFO locale de Nioro, Mme Hiry Maguiraga, pour elle l'eau est source de vie. Elle a témoigné qu'avant PLIAM la corvée d'eau faisait souffrir les femmes (entre 16h et 5h à la recherche de l'eau), donc PLIAM a facilité l'obtention de l'eau avec environ 53 points d'eau à travers le cercle.
- L'utilisation de foyers améliorés par les femmes
- Au niveau de la malnutrition : le déséquilibre alimentaire des enfants étaient suspectés de mauvais sort, beaucoup d'enfants malnutris mouraient avant PLIAM. Selon Madame Diango Diallo, 2<sup>ème</sup> adjointe au Maire de la commune rurale de Yérééré, lors de la rencontre avec le bureau communal, « *..... aujourd'hui avec l'intervention de PLIAM à travers la Croix Rouge beaucoup d'enfants ont été sauvés* ». Beaucoup d'enfants mourraient sans que l'on ne sache pourquoi, mais aujourd'hui avec l'intervention de la Croix Rouge et la sensibilisation, cela a beaucoup contribué à faire diminuer les décès des enfants malnutris grâce à la bouillie améliorée, au chocolat et surtout le ciblage, la prise en charge des enfants malnutris et leurs accompagnatrices. Le premier Adjoint du Maire Moussa Dembélé a même attesté la grande implication de son collègue Mme Diallo au niveau du CSCOM en qualité de relais formée pour prendre la relève du programme.

### **Le programme a-t-il été révisé en tenant compte des recommandations de l'évaluation à mi-parcours et des comités de pilotage ?**

Il reste entendu que les recommandations de l'évaluation à mi-parcours ont permis de recentrer le programme, les acteurs opérationnels (coordination et ONG) ont sur la base des dites recommandations

révisé leur stratégie et élaboré des plans d'action de leur mise en œuvre (sources rapport AN3 PLIAM finale du 19.07.2016 CAEB). Les recommandations de l'évaluation à mi-parcours ont été bien prises en compte, mais le taux d'adoption n'était pas impeccable à cause de la situation politico-sécuritaire.

#### **Les objectifs et résultats atteints ont-ils contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire ?**

Le recentrage du programme à partir des recommandations de l'évaluation à mi-parcours a dû être un apport utile pour ne pas dire salubre dans l'atteinte des résultats du PLIAM. Ils ont suffisamment contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire à travers la réalisation des banques de céréales, périmètres maraichers, petit élevage et surtout les micro-barrages. Selon les informations données par les personnes rencontrées, les constats de terrain et les résultats consignés dans le document de l'atelier bilan & perspectives (Annexe 10), il y a certainement eu une amélioration de la sécurité alimentaire, mais elle n'a pas été optimale.

#### **Les partenaires sélectionnés sont-ils appropriés pour la mise en œuvre du programme ?**

Les partenaires sélectionnés sont bien appropriés pour la mise en œuvre du programme. Tous ont été recrutés sur la base de leur expertise et compétences. Cela atteste de la qualité des résultats sur le terrain, résultats qui ont contribué aux objectifs programmatiques.

#### **Les activités et résultats atteints ont-ils contribué aux objectifs ?**

Les activités et résultats ont contribué aux objectifs sur la base des informations reçues lors des différents entretiens et discussions de groupes et revue de certains documents :

- Augmentation des productions agricoles et maraîchères.
- Amélioration de la nourriture : les productions maraîchères et agricoles permettront d'améliorer le quotidien des familles.
- Augmentation des revenus des femmes : le maraîchage est une activité génératrice de revenus. La vente des productions permettra aux exploitantes de réaliser d'avoir des ressources financières pour satisfaire leurs besoins quotidiens.
- Diminution du temps de travail des femmes et des filles : grâce à l'adduction d'eau équipée d'une pompe solaire, deux bornes fontaines ont été données aux femmes pour l'eau de boisson et les travaux domestiques. 7 bornes fontaines se trouvent dans le village et la 8ème se trouve dans le complexe marché à bétail réalisé par la composante ACL (action de synergie entre PROTOS et les élus). Ce qui a permis de diminuer fortement le temps consacré à la corvée d'eau de 4 heures à 1 heure de temps par jour et ainsi la sollicitation des filles pour la corvée d'eau.
- Disponibilité des céréales pendant les 12 mois de l'année.
- Augmentation des périodes de couvertures des soudures de 6 à 9 mois.
- Valorisation des productions locales.
- Reconstitution des stocks pour les populations.
- Amélioration des conditions de stockage avec la construction des magasins.



La **pertinence** du PLIAM a été démontrée par les bénéficiaires, leurs représentants, les études et surtout par la dynamique des partenaires. De même, le projet a été assez pertinent dans le ciblage des bénéficiaires les plus vulnérables des populations des zones d'intervention sans l'utilisation d'une analyse HEA.

### **3.2 Efficacité**

Il s'agit ici de mesurer le degré de réalisation des objectifs du programme. L'analyse a consisté à vérifier si les résultats produits ont utilement contribué à l'atteinte des objectifs qui avaient été fixés. Si un cer-

tain nombre d'objectifs n'ont pas été atteints, les raisons doivent être clairement explicitées dans le rapport. L'évaluation de l'efficacité a pris en compte les points suivants :

#### **Dans quelle mesure les activités ont-elles contribué à l'atteinte des résultats ?**

La prise en compte des questions de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les PDSEC des Communes d'intervention par les différentes composantes dans leurs plans d'actions a contribué à l'atteinte des résultats. Les bénéficiaires des interventions ont eux-mêmes pris leurs destinées en main. Tous les investissements réalisés ont tiré des Plans de Développement Economique Social et Culturel (PDESC) des communes. Les investissements ont été choisis par le Conseil Communal ou en réunion de CCOCSAD et validés en réunion de CLOCSAD.

La synergie développée entre les différents intervenants et autres partenaires sur terrain a été un facteur déterminant qui a contribué à l'atteinte des résultats. Selon le coordinateur de la composante production végétale agro écologie, la collaboration était de façon étroite avec les services technique de l'agriculture, des eaux et forêts et de la protection des végétaux. Il en est de même pour le président de la chambre d'agriculture qui dit qu'avec le PLIAM, il y a eu une interaction entre les différents acteurs dans le cercle de Nara et Nioro.

#### **Dans quelle mesure les résultats ont-ils contribué à l'atteinte des objectifs ?**

En matière de santé, toutes les actions menées ont permis de donner un soulagement aux populations qu'il s'agisse de la santé maternelle et infantile, du ciblage et de la diminution du taux des enfants mal-nutris, de la souscription des bénéficiaires des différents composantes à la mutuelle de la santé. Dans le domaine de l'éducation, les apports à travers les points d'eau ont instauré une hygiène de vie dans les écoles. Dans le domaine de l'agriculture, les appuis à travers le FBSA (semences améliorées, suivi et appui conseil des agents) ont permis d'améliorer le rendement. Les séances d'animation ont permis de sauvegarder l'environnement en limitant les coupes de bois abusives. Et surtout l'appui apporté à l'administration en moyens logistiques et matériels roulants afin qu'elle puisse mieux assurer le suivi des réalisations dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Entre autres, il en a été surtout de même pour le service local des productions et des industries animales (SLPIA), un service laisser pour compte à Nioro sans électricité ni eau à peine loger à cent mètres de l'EDM qui a reçu du matériel roulant, des équipements pour sa salle de réunion et de matériels informatiques de la part des Initiatives Conseils Développement ICD, aux dires du Chef service SLPIA, Mr Kalifa SANOGO.

#### **Quels ont été les principales raisons de la réalisation ou de la non-réalisation des objectifs/ résultats ?**

La synergie instaurée entre les différents acteurs et la mise à disposition en temps réel des fonds aux acteurs locaux chargés de la mise en œuvre du programme ont permis la réalisation des résultats et l'atteinte des objectifs.

#### **La stratégie a-t-elle été adaptée pour atteindre les objectifs ?**

La stratégie était adaptée pour l'atteinte des résultats pour le Secrétaire Général de la Marie urbaine de Nioro : « ... la mise en œuvre du projet a été fait de façon participative », tout comme pour le bureau communal de Yérééré « ...si on confiait le programme à une seule composante on allait pas avoir les mêmes résultats. Cette façon de faire crée une concurrence qui incite toutes les parties à bien travailler. Un seul intervenant allait travailler comme il veut, dans ce cas chaque acteur a travaillé dans le souci de faire des résultats ensemble ». Cependant, pas en général mais simplement pour des raisons stratégiques et approche choisie par les institutions tutelles : une fois de plus simplement dû au fait que l'approche choisie n'était assez adaptée.

#### **Des effets indésirables ont-ils été traités ? Y a-t-il eu des effets positifs imprévus et quel a été leur impact sur les résultats de l'intervention ?**

La lourdeur administrative et les incompatibilités observées au démarrage du programme ont été vite résolues, ce qui a fait place à la synergie d'action qui a prévalu jusqu'à la fin du programme. Selon le Maire sortant de la commune urbaine de Nioro et d'autres personnes rencontrées, le circuit du décaissement était trop lourd lors des premières réalisations du programme quand il fallait passer par le trésor, mais quand cela a cessé tout est rentré dans l'ordre.

Ce constat a été fait par les bénéficiaires et leurs représentants sur le terrain toutefois, il nous faut aussi prendre en compte le manque d'une approche appropriée. Cela a certainement joué sur l'impact du programme aussi en termes des coûts/bénéfices. Il est imaginable qu'une approche HEA aurait eu un impact plus positif et certainement moins coûteuse. Sur la base des expériences dans les autres programmes et d'autres pays estimative<sup>12</sup> certainement 1/3 ou 33% moins cher !

	<p>Concernant <b>l'efficacité</b>, il ressort que le PLIAM paraît en générale comme un programme de développement rural avec une composante forte de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Perçu comme programme de développement rural, l'exécution a été efficace mais comme programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'efficacité paraît moindre. Cela a été le résultat de l'identification du programme. Cependant, l'investissement par bénéficiaire – coûts/bénéfices- <math>\pm</math> 63 Euro/personne ou <math>\pm</math> 40.000 FCFA/personne est <i>subjectivement</i> raisonnable.</p>
---	---

### 3.3 Efficience

Mesurer les résultats – quantitatifs ou qualitatifs – obtenus par rapport aux moyens mis en œuvre. Il s'agit d'un terme économique utilisé pour indiquer dans quelle mesure le programme a utilisé des ressources les moins coûteuses possibles pour produire les résultats escomptés. L'évaluation de l'efficience a pris en compte les points suivants :

**Les moyens (ressources humaine et financières) ont-ils été utilisés de manière efficace et optimale ?  
Y a-t-il des alternatives afin d'utiliser moins de moyens pour atteindre les mêmes résultats ?**

À la vue des réalisations sur le terrain, nous apprécions à juste valeur l'utilisation des ressources humaines et financières.

**Les objectifs ont-ils été atteints dans les délais prévus ?**

Nous reconnaissons de toute évidence le sacrifice consenti par l'ensemble des intervenants pour l'atteinte des objectifs, mais il reste tout de même évident que certains facteurs découlant des contradictions internes, de la non clarification des rôles au départ et surtout les insuffisances d'ordre institutionnelles devant clarifier les rapports entre la coordination et les autres acteurs, n'ont pas facilité l'atteindre les objectifs dans le temps prévus.

**Est-ce que les coûts de coordination ne sont pas trop élevés par rapport à la valeur ajoutée ?**

Selon les informations recueillies, les efforts fournis pour la coordination sont mêmes au-delà des coûts imputés. Il s'avère que la FAO a dû supporter beaucoup des dépenses qui étaient supérieures à l'enveloppe prévue. Cela l'a incitée à annuler le recrutement de l'agent de suivi évaluation qui devait renforcer la coordination. Le suivi évaluateur de la FAO a joué ce rôle, supporté financièrement par la FAO. Pour le programme, les coûts de coordination n'ont pas été élevés, parce qu'elles étaient prises en charge partiellement par la FAO et donc pas imputés en plein au projet pour lesquels les coûts de coordination sont au final relativement bas par rapport à la valeur ajoutée.

<sup>12</sup> C'est un constat mené au pifomètre et qui se fonde sur l'observation pure et simple. Cependant pas à justifier par le système de suivi qui normalement devra répondre à cette question.

**Est-ce que la coordination a été efficace pour favoriser une meilleure synergie entre les composantes ? Avait-elle les moyens nécessaires pour ce faire ?**

La coordination a été très efficace dans son ensemble et a effectivement favorisé la mise en synergie entre les différentes composantes.

**Les bénéficiaires ont-ils eu des difficultés pour avoir accès aux activités du programme ?**

Les bénéficiaires n'en n'ont pas évoqués.

	<p><b>L'efficacité</b> avec laquelle le programme a été mis en œuvre n'est pas mesurable d'une manière objective. Cependant, la dynamique avec laquelle les bénéficiaires ont accepté les interventions montre une efficacité acceptable. Bien que la mise en œuvre du programme ait été négativement influencée par la situation sécuritaire surtout dans le cercle de Nara, il faut aussi mentionner la complexité de l'architecture institutionnelle.</p>
---	--

### 3.4 Impact

Il s'agit des effets positifs et négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non, induits par l'intervention. Les principaux impacts et effets résultant des activités furent analysés sur base des indicateurs sociaux, économiques, environnementaux et autres indicateurs de développement. L'évaluation devrait analyser l'impact de l'intervention sur l'amélioration de la sécurité alimentaire (la disponibilité, l'accessibilité, la qualité et la stabilité) et la réduction de la pauvreté, notamment pour les groupes les plus vulnérables que ce soit d'une manière directe ou indirecte. L'évaluation de l'impact a pris en compte les points suivants :

**Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à l'objectif général (4 piliers de la sécurité alimentaire) ?**

La réalisation et la réhabilitation surtout des points d'eau permanents pour l'approvisionnement des populations en eau potable, la réalisation des micros barrages, la maîtrise d'eau dans le cadre du changement climatique, les périmètres maraichers qui ont permis de doter les populations en légumes, la maîtrise de la préparation de la bouillie améliorée avec les produits locaux, l'embouche avec les femmes, et surtout la disponibilité des vivres à travers les banques de céréales. Ces différents facteurs appuyés par le programme ont contribué à l'atteinte partielle de l'objectif général.

**Quelle est la taille du groupe cible atteint (spécifier en termes de genre) ? Quelle est la proportion de bénéficiaires vulnérables en comparaison du groupe cible total ?**

Selon le rapport de l'atelier bilan & perspectives du PLIAM (Bamako 17 Mai 2017), les bénéficiaires sont au nombre de 237.324 personnes mais il n'indique pas le nombre d'hommes et femmes. Cependant une bonne analyse de la situation du genre a été faite. Beaucoup d'activités du PLIAM ont été classifiées comme « activités genres » parce que le programme visait surtout le renforcement de la position socio-économique de la femme. Une approche HEA ou AEM n'a pas été impliquée. Aussi la définition d'un bénéficiaire vulnérable n'a jamais été formulée. Cela fait partie d'une analyse d'économie des ménages ou HEA.

**Quelle est la plus-value d'un programme multi-acteurs en ce qui concerne l'impact ?**

Malgré la satisfaction des bénéficiaires constatée pendant la mission du terrain, il faut faire le constat que le PLIAM était surtout un programme de développement rural de qualité avec une forte composante de sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'aspect multi-acteur était du point de vue professionnel un ajout positif et objectivement nécessaire en condition que la coordination fut optimale. Cela veut dire que l'aspect multi-acteurs est indispensable. L'impact est alors plus garanti par une bonne coordination avec un mandat clair et surtout une identification qui s'a servi d'un kit d'analyse scientifique.

### **Y a-t-il eu des effets positifs/négatifs imprévus sur l'impact ?**

Concernant l'effet positif, on peut mettre au crédit du programme, l'engagement des populations et surtout l'engouement pour le programme. On soulignera également les femmes très impliquées dans toutes les activités et dans les organes de gestion. S'agissant des effets négatifs, on peut surtout évoquer le cas des jardins clôturés sans point d'eau, on sait pourtant que le jardinage commence d'abord par un point d'eau permanent et accessible. Aussi un fait important est l'inexistence du Système Hydraulique Pastoral Amélioré pour la composante élevage, pas de réalisation avec château d'eau, forage et abreuvoir.

### **Est-ce que des effets multiplicateurs ont été constatés ?**

La souscription des bénéficiaires des différentes composantes du programme, surtout la composante élevage à la mutuelle de santé, le ciblage des ménages et la prise en charge des enfants malnutris par la CRB sont entre autres des effets multiplicateurs qui ont été constatés. Par exemple, selon le président de la chambre d'agriculture de Nioro, la mutuelle de la santé a permis la diminution des frais d'ordonnance pour les adhérents les coûts ont beaucoup diminué. Kondo appui le financement des AGR et les bénéficiaires permettent en retour aux bénéficiaires de payer leurs cotisations.

	<p>Le programme a certainement eu un impact positif selon les témoignages des bénéficiaires. Cependant malgré le système de suivi très complet – un total de 86 indicateurs dont 4 indicateurs d'impact principal – le suivi de l'indicateur principal pour un programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle devrait être fait d'une manière très standardisée concernant la méthodologie et les autres variables. Cela n'a pas été fait.</p>
---	---

## **3.5 Durabilité**

C'est l'analyse des possibilités de poursuivre les effets positifs lorsque l'aide extérieure prendra fin. L'évaluation de la durabilité a pris en compte les points suivants :

### **Dans quelle mesure les réalisations du programme seront-elles maintenues à l'issue du programme ? Quels sont les facteurs importants qui peuvent influencer cette durabilité ?**

L'engouement et l'engagement des bénéficiaires et surtout l'implication des élus et services techniques en appui conseil sont des facteurs qui présagent le maintien des réalisations à l'issue du programme. Aussi, il faut ajouter la création et la structuration des organes de gestion mis en place à cet effet et le renforcement des capacités dont les membres de ces organes ont bénéficié. Cependant, certains facteurs non maîtrisables, comme les aléas climatiques et ces dernières années l'insécurité résiduelle que connaissent certaines régions du pays qui vient de faire son apparition dans la partie septentrionale des régions de Kayes (Nioro) et Koulikoro (Nara), peuvent influencer la durabilité des réalisations.

### **Y a-t-il suffisamment d'appui et de capacité (à différents niveaux, national, régional, locale, partenaires locaux et groupe cible) pour maintenir les acquis ?**

Dans la plupart des cas, le programme a marqué la conscience, particulièrement les partenaires locaux et les groupes cibles qui ont travaillé dans le sens du maintien des acquis. Cela semble être une réalité avec les différentes composantes, des relais ont été formés pour prendre en charge la relève.

### **Dans quelle mesure la stratégie mise en place par le programme permet l'appropriation par les communautés et par les acteurs nationaux et locaux ?**

Le renforcement des capacités des bénéficiaires directs du programme à travers les sessions de formation, la formation des relais et des bénévoles et surtout la mise en place des comités de gestion attestent une appropriation des actions par les communautés, les acteurs locaux voir nationaux. Les commu-

nautés bénéficiaires ont déjà conscience du retrait du PLIAM et se sont préparées en conséquence surtout avec la sensibilisation faite par les agents des ONG.

### **Une continuité sur le plan technique a-t-elle été prévue ?**

Dans le cadre de la politique de la décentralisation la tutelle est jouée par l'Etat qui dispose des services techniques. Dans le cas précis du PLIAM, il y a eu une forte implication de la tutelle à travers les services techniques à travers la synergie développée à cet effet. Lors des différentes rencontres, les différents intervenants ont fait prévaloir le maintien de cette synergie même après le PLIAM. Aussi, les bénéficiaires directs ont surtout bénéficié des appuis de renforcement des capacités à travers les différents organes de gestion mis en place par les acteurs dans les différents domaines :

- Maîtrise d'ouvrage
- Changement climatique
- Gestion des adductions d'eau potable
- Suivi et entretien des ouvrages
- Agro écologie
- Genre

### **Durabilité financière et économique : Y a-t-il une stratégie d'exit financière/économique ? Les partenaires locaux ont-ils les capacités financières pour maintenir les réalisations ? Les groupes cibles et partenaires locaux sont-ils aptes pour garantir la maintenance ou le remplacement de services/biens et infrastructures ?**

Il y a des stratégies mises en place pour la durabilité financière et économique pour la plupart des composantes. Un exemple se trouve à Madongail, où existe une association des usagers d'eau potable, à côté il y a un bureau exécutif de 11 membres qui travaille pour l'association. Ce bureau gère les 8 bornes fontaines. L'eau est vendue à 400 F CFA le mètre cube. Sur les 400 F CFA, 100 servent de ristourne pour le fontainier et 300 F CFA vont dans la caisse de l'association. Cette stratégie de mobilisation existe au niveau des autres composantes à travers des cotisations des membres (PM et Mutuelles). Actuellement pour d'avantage garantir cet acquis, se tient une rencontre semestrielle avec les villageois et un compte rendu de l'audit est fait lors de cette assemblée. Aussi un rapport semestriel sur la gestion de l'AES et du forage dont une copie du rapport est déposée à la mairie, à l'hydraulique et à l'association. Mieux, un compte est ouvert à la banque pour déposer les recettes.

Avec la mise en place d'organes de gestion et le renforcement des capacités fait par les ONG et la synergie mise en place par le PLIAM (entre élus, communautés bénéficiaires et services techniques déconcentrés), les partenaires locaux semblent être aptes à garantir la maintenance surtout qu'il existe un grand engagement et engouement dans ce sens. Pour les bénéficiaires c'est désormais une obligation pour eux de jouer leur partition pour trouver des solutions idoines afin de garantir la maintenance des réalisations par devoir de conscience.

### **Dans quelle mesure les acteurs impliqués (autorités, organisations partenaires, groupe cible) ou d'autres bailleurs sont intéressés à reproduire l'approche multi-acteurs ?**

L'expérience du PLIAM a donné une nouvelle vision aux différents acteurs dans la réorientation des différents projets de développement. L'implication de tous les acteurs à travers l'approche multi-acteurs a permis de prendre en comptes les besoins réels des bénéficiaires et éviter des actions programmées sans l'aval de la population. Cette synergie qui a prévalu les parties prenantes veulent désormais la perpétuer pour le futur. Selon certains bénéficiaires, si on confiait à une seule composante on n'allait pas avoir les mêmes résultats. Cette stratégie à créer une concurrence et une stimulation qui a incité toutes les parties à bien travailler. Un seul intervenant allait travailler comme il veut. Dans ce cas précis chaque acteur a travaillé dans le souci de faire des résultats.

### **Quelles sont les actions qui ont été initiées et qui méritent d'être poursuivies pour en assurer la durabilité ?**

Ici il faut mentionner l'exemple de Madonga avec la gestion de l'adduction d'eau, les périmètres maraichers, les banques de céréales, les AGR, les micros barrages, le renforcement des capacités des relais pour le ciblage des enfants malnutris et la fabrication des foyers améliorés.

### **Quels sont les changements constatés au niveau des différents acteurs (autorités, organisations partenaires, organisations de base) ?**

La responsabilisation des élus face à l'exécution des projets et la mise en relation fonctionnelle des élus avec les services déconcentrés de l'Etat. La souscription des différents bénéficiaires aux prestations de l'UTM à travers Kondo ou les revenus de la vente de leurs produits (PM, petit élevage etc.). Etroite collaboration avec les services techniques quel que soit la composante ce qui traduit la synergie recherchée pour la mise en œuvre du PLIAM.

	La <b>durabilité</b> du programme est certainement garantie simplement par le fait que les interventions n'ont pas été nouvelles mais « l'entretien » et « la continuation » seront nécessaires.
---	--

## **4. THÈMES TRANSVERSAUX**

Les thèmes transversaux demandés dans les TdR sont 1) le genre, 2) l'environnement et 3) le renforcement des capacités institutionnelles.

### **4.1 Genre**

Qu'est le genre ? Pour éviter que le genre soit simplement considéré comme donner l'appui et la priorité aux projets typiquement féminins, il faut d'abord bien définir le concept genre. Le « genre », qui réfère aux rôles, attitudes, comportements et valeurs que la société attribue aux hommes et aux femmes. Le « genre » réfère aux différences acquises entre les hommes et les femmes, alors que le « sexe » réfère aux différences biologiques entre les hommes et les femmes »<sup>13</sup>. Ou le texte fourni par le Ministère du travail et de la fonction publique<sup>14</sup> etc. que « Le genre est défini comme l'identité sociale qui définit des caractéristiques, comportements, attitudes et/ou valeurs aux hommes et aux femmes ». Le genre est la construction sociale. Concernant le genre et développement, il s'agit des relations hommes/femmes dans les activités de développement et des rôles spécifiques des uns et des autres.

### **L'intégration du genre dans le planning et la stratégie du programme a-t-elle bénéficié d'une attention suffisante ?**

Le DTF mentionne (page 46) le genre comme problématique transversale sans donner une définition du concept. Cependant il assure un partenariat entre le PLIAM et ONU Femmes. Ce financement visait à donner un appui institutionnel au Ministère de la Femme pour la mise en œuvre de la politique nationale genre. Ce financement fut selon le DTF aussi donné pour s'assurer que les organisations partenaires et acteurs du programme prennent en compte correctement la conception genre. La mission de terrain à Nioro a cependant fait le constat suivant : Les femmes ont été privilégiées à travers les associations de femmes ou elles sont représentées dans les comités de gestion. Elles ont bénéficié de l'appui considérable de Kondo (crédits), AGR (un bouc et trois chèvres pour le petit élevage) et ont été doté de périmètres maraichers.

<sup>13</sup> Résumé de l'étude réalisée par FATIMATA DICKO-ZOUBOYE et KADIDIA SANGARÉ- COULIBALY pour le DCAF en partenariat avec le PGPSPI.

<sup>14</sup> Compte rendu de l'atelier sur la formation en genre en 18-19 Mai 2016 organisé par le ministère du travail et fonction publique.

### **Le genre a-t-il été intégré de manière effective dans la mise en œuvre du programme ? Est-ce qu'il apparaît de manière visible dans les résultats ?**

La mission de terrain révèle que l'appui aux projets « femmes » a été très visible mais cela ne peut pas être considéré comme un approche « genre ». Aussi, vu qu'aucune analyse genre a été faite, le rôle des hommes dans les activités économiques vis-à-vis des femmes ne pourrait pas être évalué. Cependant la mission sur le terrain constate s'il s'agit des activités AGR, périmètres maraichers, santé avec la formation des relais qui appui les ASACO et CSCOM dans l'identification et la prise en charge des enfants malnutris etc., les femmes sont vivement sollicitées et intégrées à travers les différents comités mis en place. La prise en compte par la composante protection sociale et cette dynamique a été renforcée avec l'appui d'ONU Femmes à travers la prise en compte des besoins des hommes et des femmes à la détermination de la formule mutualiste comme :

- La participation et prise de décision des femmes aux organes de gestion des mutuelles avec une moyenne de 33%<sup>15</sup>.
- 56% des personnes couvertes par les mutuelles sont des femmes toute catégorie confondue chef de ménage ou femme en âge de procréation ou FAP aussi selon l'UTM.
- 62% des cas prise en charge par les mutuelles sont des femmes (source UTM).
- Le renforcement de la capacité contributive des mutualistes surtout des femmes à travers les AGR. 100% de ces bénéficiaires sont à jour de leurs cotisations (chef de projet UTM/WSM/données obtenus à Nioro).

Le constat qui se dégage ici dans la mise en œuvre du PLIAM est que le genre a été trop confondu avec l'appui aux groupements de femmes et aussi le renforcement économique de la femme. Il est très dommage que la coordination du PLIAM n'a fait aucune analyse de la conception genre dans les milieux sociaux à Nioro du Sahel et à Nara. Ce constat dépend certainement de la manière dont le PLIAM a voulu attaquer la malnutrition chronique.

### **Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à l'amélioration de la position de la femme ?**

L'augmentation des revenus des femmes et l'amélioration de la production alimentaire à travers la production de la pomme de terre. Les femmes ont bénéficié de formation avec ONU Femmes sur le genre. Les membres des comités de gestion sont désormais formés pour jouer un rôle dans les organes de gestion et ne sont plus des figurantes. A Madonga, le poste de secrétaire administrative de l'association (AES) du bureau exécutif de gestion du forage est occupé par une femme et également la présidence et la trésorerie.

### **Y a-t-il eu un renforcement de capacité garantissant la continuité de l'attention pour le genre à l'issue du programme ?**

Bien que la formation des femmes dans la transformation des produits agro-alimentaires en dotant les groupements de femmes en séchoirs solaires par le volet production végétale et agro écologie soit considérée comme une activité genre et aussi le fait qu'elles aient également reçu des formations sur la gestion et l'alphabétisation dans toutes les communes, il s'avère que le PLIAM n'a jamais évalué quel impact cela a eu sur la relation « hommes et femmes »..

### **Quels sont les effets du programme sur les hommes/femmes en termes d'allègement des tâches, accès aux ressources, savoir, pouvoir ? Un changement de relation de genre vers plus d'équité, par exemple accès à la terre ?**

Ici, l'un des effets du programme est l'adduction d'eau dans le village qui a donné l'opportunité à certaines familles d'installer leur robinet à domicile pour éviter la corvée d'eau aux femmes. L'organisation de périmètre maraicher (OPM) de Yérééré appelée SABOUCIRE appartient aux femmes Yérééré chef-lieu

---

<sup>15</sup>Source : rapports UTM.

de la commune. Elles disent avoir des difficultés au paravent pour avoir des terres, mais avec l'appui du FBSA à travers la composante agriculture, il y a eu des réunions avec la mairie, le chef de village. Cela a abouti à l'obtention d'un terrain. Pour sécuriser ledit terrain elles ont bénéficié de l'appui toujours du PLIAM pour obtenir un récépissé qui leur affecte définitivement le terrain où elles font le jardinage depuis NIORO. L'association est transformée en coopérative. Tous les documents sont disponibles. Il n'y a pas d'analyses disponibles qui montrent les effets de ce programme sur les hommes/femmes en termes d'allègement des tâches etc., mais il est probable que les femmes ont eu plus de tâches économiques et alors recevront plus d'argent mais il reste à savoir si cela a renforcé leur équité !

	<p>L'identification n'a pas fait une vraie analyse <b>genre</b> – relations entre hommes et femmes dans le contexte socio-culturel-économique – et cela a résulté en une approche que les projets féminins ont été confondus avec l'approche « genre ». Si l'approche HEA a été appliqué, l'aspect genre a été automatiquement été pris en considération conjointement avec l'appui aux ménages les plus pauvres en général et ceux dirigés par une femme en particulier.</p>
---	---

#### 4.2 Environnement

La notion « environnement » n'a pas été expliquée dans le DTF ni la nécessité d'une intervention. Il aurait été bien souhaitable d'avoir eu une partie hypothétique dans le DTF expliquant la relation possible entre la problématique de l'environnement et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages les plus pauvres. Cependant la problématique des changements climatiques a été introduite sans une explication en la matière. D'autres opportunités furent mentionnées en concertation avec les parties prenantes.

##### **La thématique de l'environnement a-t-elle bénéficié de suffisamment d'attention dans le planning et la stratégie du programme ?**

Oui à travers l'implication même des services techniques du domaine dans les activités spécifiques de la composante agro écologie, cependant on déplore l'absence d'explication concernant la relation avec l'objectif principal du PLIAM.

##### **Est-ce que les « bonnes pratiques environnementales » ont été intégrées de manière effective dans la mise en œuvre du programme ? Est-ce que cela apparaît clairement dans les résultats ?**

Avec le partenaire Initiatives Conseils Développement (ICD), il y a eu la matérialisation des pistes de transhumance pour réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs. La vulgarisation des foyers améliorés pour limiter la coupe abusive des bois. L'appui financier à l'endroit des agents des eaux et forêts pour le suivi, l'appui conseil, la surveillance et surtout l'implication des services techniques chargés du volet environnement.

##### **Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à l'amélioration de l'environnement ? Le programme a-t-il été menacé par le programme ? Quelles mesures ont été prises à cet effet ?**

Un exemple est la réduction de l'utilisation de bois par les ménages grâce aux foyers améliorés « Jakélé » octroyés aux groupements de femmes (32 groupements à Nioro). La lutte anti érosive à travers l'application des techniques comme les haies vives, les fascines, le Zaï par les producteurs a certainement contribué à la restauration et à la fertilisation du sol. Mais le PLIAM n'a pas pu analyser l'impact de ces activités sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles les plus pauvres.

##### **En quoi les stratégies développées par le programme ont permis de renforcer les capacités de résilience des groupes cibles face aux changements climatiques ? Y a-t-il eu des actions de renforcement garantissant la durabilité de ces actions après la fin du programme ?**

Certaines stratégies développées, surtout par la composante végétale agro écologie, ont permis de renforcer les capacités de résilience des groupes cibles face aux changements climatiques. On peut citer, entre autres, la réalisation des techniques de Zaï qui est une technique de restauration des terres généralement pratiquée sur les terres dénudées, il consiste à creuser des trous avec un écartement d'environ 40 à 50 cm. A l'intérieur des trous, le producteur met du compost dès l'approche de l'hivernage. A la deuxième pluie, il met les semis. Au bout de deux à trois campagnes agricoles, la terre est ainsi entièrement restaurée. Le Zaï joue un rôle capital dans la lutte contre le changement climatique et permet de restaurer les sols dégradés et partant l'environnement dans sa globalité. La technique Zaï offre des alternatives intéressantes avec l'impact des fumures organiques.

On peut également retenir la technique de compostage développée aussi par CAEB dans les cercles de Nara et Nioro du Sahel qui a vite été appréciée par les producteurs. Cela se manifeste à travers l'adoption à 100% de la technologie par les producteurs et productrices des deux localités ; la réalisation d'au moins une fosse compostière par chaque ménage du village de Sièbougou (Commune de Fallou, cercle de Nara) en est une illustration éloquent. Avec peu d'effort, les producteurs ont pu améliorer la texture de leurs espaces culturales, conserver l'humidité dans le sol, diminuer les charges liées à l'utilisation des engrais chimiques et augmenter leur production agricole. Le compostage étant centré sur l'utilisation des déchets ménagers, sa vulgarisation a permis de réduire l'insalubrité dans les villages cibles dû au ramassage des ordures ménagères, du coup, il a impacté sur le taux de mortalité des enfants de 0 à 5 ans qui est en baisse dans plusieurs localités avec la réduction de la prolifération des moustiques.

Dans le cadre de la promotion des foyers améliorés, les femmes de Yéréré ont été formées sur place pour la confection des foyers améliorés par les agents du programme dans le but de diminuer la coupe abusive de bois. Elles se disent maintenant aptes à assurer la relève dans la mesure où elles ont une autonomie dans la fabrication.



Une bonne analyse « **environnement** » a manqué. Cette analyse était nécessaire pour mieux répondre à la question comment renforcer la résilience des ménages les plus pauvres en prenant en compte le volet genre.

### 4.3 Renforcement des capacités institutionnelles

**Est-ce que le renforcement des capacités institutionnelles a bénéficié de suffisamment d'attention ? Cela apparaît-il clairement dans les résultats ?**

Il n'y a pas d'instructions pour ça. Il faut noter que, malgré la satisfaction des bénéficiaires rencontrés dans les communes de Nioro du Sahel au niveau de la tutelle, il manquait une stratégie claire en matière du concept « genre » mais aussi pour le concept SAN. Bien que le CSA mais aussi le FBSA ont considéré ce programme comme un programme pilote, il faut noter ici que le Mali a connu plusieurs programmes identiques comme le Programme Conjoint d'Appui à la Nutrition (PCAN) dans la Région de Ségou (1985-1990), les activités du Centre d'Appui à la Nutrition et Economie de la famille CANEF (1985- 2000) dans le sud de la Région de Koulikoro et le programme Sécurité et Sécurisation Alimentaire Familiale et Communautaire (SSAFC) mis en œuvre par l'OMAES a Niafouké dans la Région de Ségou (1995- 2010). Il est dommage que le PLIAM n'a pas profité des capitalisations et leçons apprises de ces programmes.

**Quelle est la stratégie d'exit des partenaires pour promouvoir le renforcement des capacités institutionnelles ?**

Le CSA, avec l'appui technique de la FAO, a organisé un processus de capitalisation des expériences et acquis du PLIAM dans les deux cercles concernés. La FAO a extensivement rapporté des ateliers tenus du 9 au 16 Mars 2017. Le CSA, avec l'appui technique de la FAO, a également organisé un atelier bilan & perspectives à Bamako le 17 de Mai 2017 dont le cadre des résultats a été publié. A la page 16 du document il est affirmé que les capacités institutionnelles des acteurs (CSA et acteurs locaux) dans l'analyse de la SAN, le S&E et les analyses d'impact ont été renforcées. Entre autres, les comités locaux d'orientation sont maintenant opérationnels au niveau des deux cercles. Bien que le mandat en 6 points des comités locaux auprès des CLOSAD autour des interventions du PLIAM soit bien mentionné, aucune amélioration n'a été mentionnée. Aussi le cadre des résultats sur les pages 22 – 26 ne fait pas mention.



Surtout le **renforcement institutionnel** du CSA n'a pas été pris en compte. Les ONG belges l'ont fait pour leurs cadres et aussi pour leurs partenaires maliens. Il est évident que les connaissances disponibles au niveau des partenaires maliens ont certainement enrichi les capacités institutionnelles des ONG belges. La FAO cependant a joué son rôle d'appui à la coordination d'une manière exemplaire, mais n'a pas pu donner son appui en recherche-action partiellement dû aux financements limités.

## 5. SYNERGIE ET COMPLEMENTARITE

**Y a-t-il des synergies et/ou complémentarités entre les différentes composantes d'une part et les autres intervenants d'autre part ?**

La synergie et/ou la complémentarité recherchée par le PLIAM n'était pas évidente à son démarrage. En effet l'indépendance des ONG se traduisant par le fait que chacune d'elles avait sa convention propre à elle et la non harmonisation de la stratégie d'intervention ont rendu difficile la mise en cohérence voire le travail très difficile au Coordinateur au départ. Selon les informations recueillies, les intervenants n'avaient pas la même perception de la complémentarité qui peut s'expliquer surtout par un déficit d'informations, de communication et surtout de réceptivité par les différents acteurs. Il n'y avait pas de rassemblement sur les différentes thématiques ni sur les indicateurs communs tous les intervenants sont partis en ordre dispersés pendant presque les trois voire quatre premières années. Cette difficulté a été vite résolue grâce à l'implication efficace du coordinateur qui à travers des rencontres de clarification autour du concept ont permis aux uns et aux autres de comprendre la nécessité de cette mise en synergie et appréhender les liens entre les actions voire les composantes. C'est finalement dans cet esprit que le PLIAM a évolué ce qui a permis d'instaurer la synergie et/ou la complémentarité entre les différents intervenants et au-delà dans la mise en œuvre des activités. Cela a permis aux composantes de procéder à des planifications conjointes pour mettre les synergies d'actions en œuvre et d'utiliser un outil de suivi-évaluation commun (matrice d'indicateurs).

Quelques types de synergie développés entre les différentes composantes du PLIAM sur le terrain :

- **La composante Appui aux Collectivités Locales /P2N** a développé deux types de synergies : les synergies bilatérales et multilatérales.

Par exemple : les CSCOM réalisés par ACL ont été équipés par la composante Nutrition (CRB/CRM) qui a fait aussi certaines formations des ASACO pour la gestion et aussi les formations pour la mobilisation communautaire. Les banques de céréales construites et équipées par ACL ont été approvisionnées en céréales par la composante Production Végétale et Agro écologique (SOS Faim /CAEB) avec l'appui de la composante micro finance (Kondo Jigima) qui a octroyée les crédits. Cette composante a aussi fait les formations des comités de gestion créés pour assurer la gestion.

ACL a aussi sollicité l'appui /accompagnement et l'implication de tous les acteurs qui sont :

- L'administration centrale (Préfet et sous-préfets) pour la supervision et la participation aux ateliers de renforcement de capacités, la tenue des cadres de concertation étatiques (CCOCSAD et CLOCSAD), la mise à disposition des services techniques de l'Etat etc.
  - Les services techniques de l'Etat ont mis leurs expertises et connaissances dans la réalisation de tous les investissements réalisés et aussi pour permettre leur bon fonctionnement. Exemple le génie rural a été à toutes les étapes de la réalisation d'un investissement (depuis l'élaboration du DAO à l'implantation de l'ouvrage, à la supervision des travaux jusqu'à la réception finale. A titre d'exemple, en vue de la gestion des aménagements hydro-agricoles réalisés par ACL/P2N pour une meilleure exploitation, l'identification des groupes vulnérables a été faite avec l'appui de la composante « production végétale et agro écologie » et des services déconcentrés de l'Etat.
  - Les communes ont assuré la maîtrise d'ouvrage des investissements réalisés.
  - La société civile a été aussi à toutes les étapes des travaux réalisés. Les ONG locales ont été choisies pour assurer les travaux dont elles ont l'expertise.
- **Composante 1&2 l'Intensification/sécurisation des productions animales et végétales sur le terrain les agents** ont pu développer des synergies et une complémentarité tant locale qu'interne avec les autres composantes ainsi :

<b>Avec VSF/ICD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédé à la mise en place de formation en alphabétisation actives, des sessions d'alphabétisation conjointe ont été menées</li> <li>• Organisé des formations relatives au renforcement des capacités techniques et organisationnelles des groupements sur les thèmes relatifs à la vie associative, la gestion des AGR, les rôles et responsabilités des organes de gestion</li> <li>• Procédé à l'identification des ménages vulnérables bénéficiaires de caprins identifiés par VSF/ICD pour la production de la fumure organique</li> </ul>
<b>Avec WSM/Kondo Jigima</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place de crédits de cofinancement pour l'approvisionnement des banques de céréales</li> <li>• Mise en place de crédit warrantage</li> <li>• Mise en œuvre d'activités d'alphabétisation</li> <li>• Renforcement institutionnel, technique et organisation des banques de céréales</li> <li>• Appui à la mise en relation avec les OPM et OPC</li> </ul>
<b>Avec UNCDF/ACL</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement organisationnel et approvisionnement des BCV construites par l'UNCDF</li> <li>• Mobilisation sociale des communautés autour des infrastructures réalisées par l'UNCDF</li> <li>• Mobilisation des producteurs et mise en valeur (exploitation) des aménagements hydro agricoles construits par l'UNCDF</li> </ul>
<b>Avec WSM/UTM</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan d'action pour la pleine adhésion des productrices agricoles dans les mutuelles de santé</li> </ul>
<b>Avec PROTOS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration conjointe d'un plan d'action GIRE</li> <li>• Elaboration des règles de gestion consensuelles des conflits des aménagements hydro agricoles construits par l'UNCDF, AES, CSCOM</li> </ul>
<b>Avec CRB/CRM</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagnement dans les activités de nutrition dans les communes d'intervention</li> </ul>
<b>Avec la Coordination Nationale FBSA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Planification des ateliers bilan du PLIAM</li> <li>• Participation aux visites du Commissaire à la Sécurité Alimentaire à Nara et Nioro</li> </ul>

- |  |  |
|--|--|
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation des ateliers de planifications conjointes</li> <li>• Définition et identification des villages satellites</li> </ul> |
|--|--|

- **Synergies développées** (régionales, nationales et internes) avec WSM/UTM : Mise en place du Comité Technique de Pilotage pour le financement des banques de Céréales, les OPM et les OPC.
- **Synergies développées externes avec STOP SAHEL une ONG nationale intervenant dans le cercle de NARA** : Appui aux banques de Céréales
- **La composante Diversification des productions et des sources de revenus (AGR) a développé une synergie avec les composantes ci-dessous :**
  - **Avec VSF/ICD** pour la mise en place de mesure d'appui aux ménages identifiés comme les plus vulnérables suite aux dépistages Croix Rouge. Cet appui a permis à 403 vulnérables (300 à Nioro et 103 à Nara) de bénéficier de caprins, des kits pour activité génératrice de revenue.
  - **Avec ACL/P2N**, différents échanges ont été initiés avec la composante ACL portée par UNCDF pour l'identification des sites prioritaires de construction des structures sanitaires et leurs équipement.
  - **La collaboration avec PROTOS** en lien avec les services déconcentrés de l'Etat à Nioro a permis de faciliter l'élaboration des cahiers des charges techniques de la réhabilitation de l'adduction d'eau du CsREF de Nioro, intégrant la construction d'un château d'eau.
  - L'intervention sur les zones conjointes avec l'UTM a permis grâce au développement de l'adhésion des mutuelles de rehausser le niveau de couverture et la fréquentation des centres de santé ; L'implication de certaines animatrices endogènes de l'UTM dans la mise œuvre des foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle ; La Croix Rouge Belge à travers les activités de nutrition, ces activités sont faites en collaboration avec la croix rouge Malienne. Il s'agit de la formation des animatrices mutualistes sur la nutrition, l'élaboration et la diffusion commune de messages radio phoniques. Elle a mené également une sensibilisation conjointe avec SOS-Faim/CAEB pour l'adhésion des groupements encadrés.
- **La composante : Accès à une alimentation saine et équilibrée et accès à l'eau potable et aux infrastructures et services socio-économiques de base (santé, éducation)**
  - Synergie entre PROTOS et les Collectivités
  - 7 bornes fontaine réalisés dans le village de Madonga et le 8ème se trouve dans le complexe marché à bétail réalisé par la composante ACL à Nioro ;
  - Synergie Protos/CTB dans l'appui à la maîtrise d'ouvrage communale à Nara et la synergie Protos/CRB-CRM dans le volet soft du programme
  - Synergie SOS Faim/CAEB, VSF8B/ICD, ACL, CRB sur le GIRE.
  - Partenariat National de l'eau pour étude GIRE et délégation de la gestion des infrastructures d'eau potable
  - Synergie avec les ONG d'intermédiation sociale pour la mise en œuvre des activités de soft (renforcement de capacités) : CEPAP et A\_KARED.

#### **Quelle a été l'efficacité de ses synergies dans l'atteinte des objectifs et des résultats du programme ?**

Au niveau opérationnel le coordinateur du programme était impliqué dans toutes les rencontres organisées entre les différentes composantes. Au niveau de la coordination se tenaient des réunions mensuelles avec l'équipe technique sous la présidence du coordinateur FAO. Ces réunions mensuelles permettaient au coordinateur d'avoir toutes les informations sur l'évolution des activités des toutes les composantes à travers les coordinateurs. Elles servaient de cadre d'analyse des écarts et de propositions de stratégie d'amélioration des points d'insatisfaction. Aussi, la tenue biannuelle des Comités Locaux

Opérationnels (CLO) par cercle permettait aux acteurs du développement de chacun des cercles d'avoir une visibilité des actions que les composantes du PLIAM ont réalisées dans leur zone.

Pour les rencontres institutionnelles qui se tenaient à Bamako, les invitations et les termes de références étaient envoyés aux composantes. Les coordinateurs participaient ou se faisaient représenter avec leur équipe de Bamako. Les comptes rendus et rapports étaient envoyés par mail à toutes les composantes.

La tenue du comité national de pilotage et d'orientation CNPO (instance statutaire du PLIAM) pour présenter les acquis du PLIAM au niveau national.

La tenue semestrielle du comité technique de suivi et d'orientation CTSO au niveau national pour présenter les acquis de ACL et aussi de valider les rapports d'activités et financiers et le plan annuel de travail.

## 6. RISQUES

**Les principaux risques survenus dans les zones du programme ont-ils impacté négativement sa mise en œuvre ?**

Les principaux risques évoqués sont d'ordre sécuritaire qui, même s'ils n'ont pas impacté fondamentalement la mise en œuvre du programme dans sa globalité, l'ont éprouvé par endroit surtout la partie Nord du cercle de Nioro et spécifiquement le cercle de Nara. Cette situation s'est accrue pendant la période de l'évaluation finale.

**Dans quelle mesure le programme a pu faire face aux risques ?**

Il n'y a pas à priori de risque qui nécessite de prise de mesure particulière pour le moment. Cependant à Nara la situation sécuritaire a joué plus fortement sur l'exécution du programme selon tous les partenaires et parties prenantes. Le fait que la malnutrition chronique global<sup>16</sup> (MCG) à Nara diminuait seulement de 33,3% à 30,3% et à Nioro du Sahel de 34,3% à 18,7% est selon les acteurs surtout dû au fait que les activités ont été exécuté pendant un temps plus réduit et aussi moins intensives. Aussi les problèmes d'insécurité ont joué un rôle.

## 7. CONCLUSIONS

**1) Performance.** La performance du PLIAM a été contrôlée à trois niveaux différents : le terrain, le bilan fait par le CSA et FAO et ensuite par l'analyse de la valeur des indicateurs présentée dans le document bilan pages 22- 26. La mission a fait le constat que les bénéficiaires rencontrés dans le cercle de Nioro du Sahel ont démontré leur grande satisfaction malgré le fait que les visites rendues ne furent pas représentatives pour les deux cercles. Les représentants des bénéficiaires tant sur le terrain que ceux présents durant l'atelier bilan à Bamako l'ont confirmée. Le cadre des résultats en ce qui concerne l'impact – page 22 du document Atelier bilan & perspectives – montre par l'indicateur la plus importante – malnutrition chronique ou retard de croissance de l'enfant – à Nioro du Sahel une diminution de 34,3% en 2012 à 18,7% en 2016 et dans le cercle de Nara une diminution de 33,3% à 30,3%. Cependant sur le plan méthodologique et aussi scientifique, il reste des doutes en ce qui concerne la validité de ces chiffres.

➤ **Globalement une performance moyenne !**

**2) Pertinence.** Sur le plan de la pertinence du programme il y a des soucis en ce qui concerne l'approche d'intervention. Le programme a été désigné comme un programme qui vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population vulnérable des deux cercles. Malgré la satisfaction des bénéficiaires nous avons fait le constat que le PLIAM fut plutôt un programme de déve-

<sup>16</sup> Voir svp le rapport Atelier bilan & perspectives page 26 présenté par le CSA/FAO Bamako 17 de Mai 2017.

loppement rural avec une composante forte de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Une approche « sécurité alimentaire et nutritionnelle » plus pure aurait donné un résultat probablement plus positif et moins couteuse. Cette affirmation est hypothétique et basée sur des expériences obtenues ailleurs au Mali – UNICEF/OMS JNSP/PCAN à Ségou, CANEF dans le sud de la Région de Koulikoro et OMAES dans le cercle de Niafounké.

➤ **Globalement une pertinence bonne !**

- 3) **Cadre institutionnel.** Bien que le PLIAM fut très souvent mentionné le programme FBSA, l'organisme de tutelle était le CSA. Le FBSA était le plus grand bailleur de fonds du PLIAM – 12 millions d'Euro sur un total de 15 millions d'Euro ou 80% du financement venait du FBSA – officiellement initié par le CSA. En termes de « possession » l'impression a été trop souvent que le PLIAM était un programme FBSA, mais dans le cas idéal le PLIAM devrait être un programme totalement malien dont le FBSA serait le bailleur de fonds principal. Malheureusement ce n'était pas le cas. La mission d'identification fut exécutée par l'IRAM sous financement du FBSA. Le Dossier Technique et Financier I et II fut officiellement préparé par le CSA avec l'appui technique de la FAO mais l'influence du FBSA à travers la coopération belge au Mali est très palpable. Aussi le financement était complètement d'origine belge. Le FBSA finançait les ONG belge (VSF, PROTOS, SOS faim, CRB, WSM) et les deux organismes onusiens – la FAO et l'UNCDF – qui a leur part ont financé les partenaires maliens (CSA, UTM, KONDO, CAEB, ICD). Le cas idéal aurait été que la tutelle aurait financé les partenaires impliqués. Cela n'a cependant pas été le cas pour des raisons de « gouvernance » diverses.

➤ **Globalement un cadre institutionnel complexe !**

- 4) **Efficacité.** Bien qu'il n'y ait pas un indicateur qui a mesuré l'efficacité du programme ou au moins qui était un indicateur de proximité (proxy indicator), les bénéficiaires rencontrés pendant les visites de terrain et aussi ceux qui furent les représentants présents pendant l'atelier bilan du PLIAM, tous les partenaires et aussi les parties prenantes se sont prononcées d'une efficacité suffisantes. Bien que les bénéficiaires ou leurs représentants n'eussent pas d'influence sur l'identification et la conception du programme selon leur avis le PLIAM fut un programme d'une efficacité acceptable. Cependant du point de vue conceptuel, le PLIAM était un programme de développement rural avec une composante de sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'identification du PLIAM ou autrement dit le projet FBSA a été faite par l'IRAM qui a aussi proposé la liste des indicateurs. L'IRAM a été contracté par la DGD qui représentait le FBSA. L'IRAM a aussi proposé la structure institutionnelle et le système de suivi & évaluation. Si l'IRAM avait pris en compte les leçons apprises des projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle déjà mis en œuvre au Mali (PCAN 1985-1990, CANEF 1990-2000, OMAES 1995-2010), le PLIAM aurait eu une structure différente. Aussi en ce qui concerne l'aspect coûts/bénéfices du PLIAM il serait sûr, basée sur des expériences empiriques au Mali et d'autres pays africains, qu'une approche plus orientée sur les expériences déjà vécues aurait un ratio coûts-bénéfices plus avantageux. L'assistance technique aurait été doté d'un coordinateur permanent aussi d'un(e) spécialiste en suivi, surtout très spécialiste en statistique et méthodologie de suivi (facteur pilote), pour mieux analyser le poids de chaque composant et aussi son impact sur l'indicateur principal – **la malnutrition chronique ou le retard de croissance de l'enfant** – mais aussi le SDA ou score de diversité alimentaire pas seulement de l'enfant de 9-23 mois mais surtout du SDA de la femme en âge de procréation (FAP).

Le vrai concept de sécurité alimentaire et nutritionnelle n'a pas été appliqué et le model de suivi et alors les possibilités d'action- recherche n'a pas été mis en œuvre. Une grande chance de recherche a été perdue. Il faut aussi mentionner le manque d'une approche HEA ou AEM et un manque de

classification ou catégorisation claire de degré de pauvreté (très pauvres, pauvres, moyens ou nanties) a certainement donné un impact moins spécifique.

➤ **En dépit des points d'insuffisance d'efficacité sus mentionnés on en conclut que globalement le programme a été moyennement efficace.**

5) **Efficiace.** Grace à la forte performance de la coordination de la FAO – comme appui technique du CSA – tous les partenaires et les parties prenantes ont reconnu la grande efficiace de la coordination conjointement avec les partenaires.

➤ **Globalement le programme a une efficiace assez bonne !**

6) **Suivi & évaluation.** Il faut reconnaître le rôle important du cadre de la FAO qui a réalisé d'une manière correcte le suivi comme a été proposé par l'IRAM. Il faut reconnaître qu'un programme pilote à la dimension du PLIAM aurait dû recruter un cadre à temps plein et très qualifié pour faire un suivi et surtout une recherche de qualité sur le poids de chaque composant et son influence sur l'impact final. Etant donné que le PLIAM ou les partenaires CSA/FAO/FBSA n'ont pas fait le choix cette nécessité et alors ont perdu l'opportunité d'utiliser le caractère pilote maximale.

➤ **Globalement un système de suivi & évaluation assez développé mais pas performant sur le plan professionnel et scientifique. Il manquait l'aspect recherche-action !**

7) **Impact.** L'impact sur le terrain a été très visible et clairement confirmé par les bénéficiaires et leurs représentants. Le système de suivi, la liste des indicateurs d'impact et de performance montre surtout un impact très positif à Niore du Sahel et moindre dans le cercle de Nara. Les raisons ont été données par la coordination et les partenaires intervenants : une durée d'intervention plus réduite et la situation sécuritaire plus alarmante. L'impact aurait été plus grand et spécifique si une approche HEA ou AEM et une meilleure catégorisation des ménages ou familles pauvres a été utilisée.

➤ **Globalement un impact moyen !**

8) **Durabilité.** Le fait que l'approche « développement rural avec une composante très forte de sécurité alimentaire familiale » a été utilisée qui en soi est déjà durable et très régulièrement appliquée au Mali nous montre que la durabilité et en plus l'efficacité est garantie.

➤ **Globalement une durabilité moyenne.**

9) **Genre.** Le DTF n'explique pas le concept « genre » et pendant l'identification une analyse genre n'a été pas faite. Il est dommage que tous les projets féminins aient été considérés comme une notion « genre ». Cela ne veut pas dire que les femmes des familles les plus pauvres n'en ont pas profité. Elles en ont certainement profitées comme l'impact n'est pas connu simplement du fait que le PLIAM n'a pas connu une approche HEA et ne disposait pas d'une composante recherche-action de grande qualité et compétence scientifique.

➤ **Globalement l'aspect Genre pas été clairement appliqué !**

10) **Environnement.** Une bonne analyse « environnement » n'a pas été faite ni une partie théorique qui explique et analyse en détail que le lien entre « sécurité alimentaire et nutritionnelle » et « environnement ». Cependant les interventions classiquement connues comme l'introduction des foyers améliorés, le reboisement, l'utilisation des Zais etc. a surtout servi comme interventions environnementales.

➤ **La dimension environnementale a été globalement présente mais sans analyse !**

11. **Renforcement des capacités institutionnelles.** Ce renforcement a été fait au niveau de chaque partenaire mais l'organisme tutelle et son appui technique ne l'ont pas fait d'une manière innovante malgré le fait que le PLIAM fut tant pour le CSA et pour le FBSA un programme pilote.

➤ **Globalement présente mais pas intentionné.**

**12. Synergie et complémentarité.** Le manque de synergie et de complémentarité n’a pas été constaté malgré le fait que l’évaluation à mi-parcours avec raison l’a conclu. Cependant la VSF a élaboré une bonne analyse en la matière sur demande de la coordination.

➤ **Globalement présente mais complexe !**

**13. Risques.** Les seuls risques constatés ont été surtout l’existence d’une situation d’insécurité dans le cercle de Nara.

➤ **Globalement omni présents !**

**14. Quatre piliers de la sécurité alimentaire.** : Pour évaluer comment le PLIAM a amélioré les 4 piliers de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il faut prendre en considération les témoignages des bénéficiaires mais aussi nécessairement être supporté par les chiffres produits pour le suivi (indicateurs). Or le système de suivi a été un peu défaillant. Etant donné que l’approche HEA n’a pas été scrupuleusement respectée et que les indicateurs d’impact ne sont pas tellement représentatifs pour un programme qui vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la seule base et surtout source d’information sont les bénéficiaires. Egalement, il faut répéter que dû à l’insécurité, les informations obtenues sur le terrain ne sont pas représentatives. Aussi, étant donné que le système de suivi n’a pas été adapté à un bon suivi d’un programme SAN, il faut nécessairement faire le constat qu’une réponse objective n’est pas du domaine du possible pour l’évaluation finale qui ne peut pas se substituer aux manquements précédents.

**Disponibilité :** Comme l’attestent les témoignages des bénéficiaires de même que les chiffres collectés, le PLIAM a amélioré la disponibilité alimentaire au niveau des ménages.

**Accès :** Le fait que le PLIAM a aussi amélioré la situation financière des familles pauvres impliquées, en combinaison avec la meilleure disponibilité des aliments, a amélioré l’accès aux aliments.

**Utilisation :** Le Score de Diversité Alimentaire mesuré pour les enfants de 9-24 mois a été amélioré, mais il n’y a pas de chiffres pour d’autres groupes vulnérables tels que les enfants < 5 ans, les femmes en âge de procréation, les personnes âgées etc.

**Stabilité :** Selon les témoignages des bénéficiaires, la stabilité a été améliorée, mais un indicateur qui indique la durée de la période de soudure n’a pas été systématiquement mesuré.

➤ **Globalement partiellement améliorés !**

## 8. POINTS FORTS ET FAIBLES

Points Fort	Points faibles
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Très bonne coordination</li> <li>• Grande satisfaction au niveau des bénéficiaires rencontrés</li> <li>• Grande satisfaction au niveau des structures politiques, administratives et techniques des deux cercles</li> <li>• Bonne coopération entre tous les partenaires et parties prenantes</li> <li>• Pertinence nécessaire</li> <li>• Impact certainement eu malgré la situation d’insécurité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Structure institutionnelle très complexe</li> <li>• Rôle du CSA trop symbolique</li> <li>• Confusion entre l’utilisation du nom du programme : PLIAM ou FBSA</li> <li>• L’approche HEA ou Analyse de l’Economie des Ménages pas faite</li> <li>• Le genre pas défini et trop confondu avec des projets féminins sans faire une analyse du contexte social et culturel</li> <li>• Volet Suivi &amp; Evaluation faible</li> <li>• Volet Recherche – Action pas développé.</li> <li>• Manque d’un volet scientifique et recherche</li> </ul>

## 9. LECONS APPRISSES

Il y a plusieurs leçons à tirer d'un programme comme le PLIAM.

### 1) En ce qui concerne l'approche multi-acteurs.

Un programme avec une approche multi-acteurs est bien faisable mais à condition d'avoir une convention de partenariat avec un contenu plus clair et détaillé entre la coordination des futurs programmes, le CSA et les partenaires de mise en œuvre.

### 2) En ce qui concerne l'approche multisectorielle.

Une approche multisectorielle est préférable mais à condition que les tâches de chaque partenaire soient bien déterminées et en plus que le mandat de la coordination soit très clair et bien détaillé en ce qui concerne les responsabilités et un bon cadre de coordination. La coordination ou proprement dit le coordinateur devra nécessairement être assisté par un cadre professionnel en suivi et évaluation qui aura aussi un mandat de recherche et action.

### 3) En ce qui concerne le cadre institutionnel.

Le cadre institutionnel devra être désigné tenant en compte la possession optimale nationale du programme afin d'être sûr que le renforcement des capacités des structures nationales soit garanti. Un programme financé par un bailleur de fonds expatrié comme dans notre cas le FBSA ne devra pas être le propriétaire du programme. Si le bailleur de fonds n'est pas en mesure de financer la tutelle à cause des raisons de « gouvernance » il faut nécessairement envisager le non financement.

### 4) En ce qui concerne les études préliminaires.

Les études préliminaires sont d'une très grande importance et donnent une garanti d'avoir du matériel « génétique » d'une grande qualité. L'expérience avec l'IRAM qui a fait l'étude de référence affirme ce constat.

### 5) En ce qui concerne le caractère pilot.

Le caractère pilot pour le FBSA devra se baser sur les expériences déjà vécues dans les autres projets mais aussi dans les autres pays. Cela veut dire que la capitalisation de tous projets qui vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle devra être – éventuellement avec un appui professionnel – fait par le CSA et pas pour le CSA.

### 6) En ce qui concerne le suivi et l'évaluation.

Un projet pilote devra obligatoirement avoir un système de suivi & évaluation d'une grande qualité professionnelle garanti par un cadre supérieur spécialisé en méthodologie de recherche et statistique ensemble avec la personne chargée de la coordination. Les questions de recherche doivent être analysées d'une manière scientifique. Il/elle devra connaître la méthodologie de recherche p.ex. comment analyser le poids de chaque composant, la méthodique d'analyse de régression, enchevêtrement utilisé en analyse statistique, comment mesurer les indicateurs dans les villages témoins etc. Cette personne devra aussi avoir une bonne connaissance en matière des concepts de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

### 7) En ce qui concerne le CSA.

Etre tutelle pour la mise en œuvre des projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali veut dire se professionnaliser en la matière et surtout disposer d'une unité professionnelle de suivi & évaluation qui maîtrise aussi les méthodiques de recherche. Le CSA devra aussi être la tutelle qui capitalise toute l'histoire des projets de sécurité alimentaire en nutritionnelle au Mali conjointement avec des départements universitaire et d'autres organismes comme le FEWS, le SAP, le VAM etc.

### 8) En ce qui concerne la capitalisation des projets en général et le PLIAM en particulier.

Il est souhaitable que le CSA initie éventuellement et conjointement avec un département universitaire et d'autres structures un projet de capitalisation de l'histoire malienne des projets de sécurité alimentaire.

- 9) **En ce qui concerne l'approche « sécurité alimentaire et nutritionnelle »** : nous avons fait le constat qu'une approche HEA ou AEM sera plus avantageuse étant donné les expériences en la matière au Mali mais aussi dans d'autres pays. Ceci devrait être appliqué nécessairement dans l'étude d'identification en 2010 mais il était proposé une approche de développement rural etc. Il est bien connu qu'une approche HEA qui travaille à travers les groupements de femmes aura un impact plus positif et sur le plan coûts/bénéfices moins cher. Une analyse HEA devrait être faite au démarrage comme alternative, simplement pour des raisons suivantes : inclus mieux l'analyse genre parce que le ménage au niveau de la communauté est pris comme unité de base dont le genre et la sécurité alimentaire et nutritionnelle est déjà intégré, l'analyse vulnérabilité aux changements climatiques et pauvreté également. Finalement une approche HEA est sur le plan coûts/bénéfices plus avantageuse, c.a.d. moins coûteux par bénéficiaire.

## 10. RECOMMANDATIONS

Bien que le financement du FBSA ait pris fin, le CSA s'engage à entreprendre des négociations avec d'autres partenaires afin de continuer le travail. Une continuation est vivement souhaitée par les populations et les structures d'appui. Aussi, à la vue des constats et des informations recueillies sur le terrain et à partir de la revue documentaire, nous attestons que le PLIAM a globalement donné des résultats assez positifs en dépit de quelques faiblesses constatées. Dans le chapitre 9 nous avons donné un certain nombre de leçons apprises qui serviront surtout d'axes d'orientation pour la mise en œuvre des nouveaux projets de sécurité alimentaire nutritionnelle tant pour le CSA tout comme pour les héritiers du FBSA. L'analyse des résultats, des leçons apprises et des points faibles du PLIAM nous amène à faire les recommandations ci-dessous :

### Au niveau opérationnel :

- 1) Au sujet de la malnutrition chronique ou le retard de croissance du jeune enfant l'étude recommande si possible de reprendre l'exercice du traitement des données et chiffres. Cet exercice permettra d'analyser d'une manière plus approfondie et scientifique les données afin d'estimer le poids de chaque composante et l'impact de chaque composante sur l'indicateur d'impact principal : la malnutrition chronique ou le retard de croissance du jeune enfant.
- 2) Aussi, cette analyse donnera plus de détails sur le poids et l'impact de chaque composante et évitera que le programme devienne un programme type « arbre de Noël » dans laquelle chaque décoration représente une composante dont on assume qu'elle aura un impact positif sur l'objectif à atteindre. Une réponse à cette question aura certainement un impact très positif sur l'analyse des coûts/bénéfices et ainsi sur la méthodologie d'intervention la plus effective et alors moins chère.
- 3) Reformuler plus en détail le concept « sécurité alimentaire et nutritionnelle » et la mise en œuvre des projets afin d'éviter ainsi qu'une approche développement rural soit appliquée.
- 4) Pour les héritiers du FBSA, les héritiers du PLIAM doivent prendre en considération que l'approche multi-acteurs devra être aussi nationale au lieu d'utiliser des organisations belges prendre leurs partenaires maliens. Ainsi la propriété sera plus malienne et moins belge.
- 5) Au CSA, le CSA doit travailler sur la professionnalisation des projets et programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle y inclus une capacité très professionnelle en analyse de données plus

scientifique afin de se développer comme un Institut Technique et Professionnel d'une grande qualité et de compétence.

- 6) Mettre en place une équipe d'experts pour élaborer un document de capitalisation de ce projet pilote pour le FBSA et le CSA.

#### **Dans la perspective d'une continuation du PLIAM ou un projet similaire**

- 7) Le PLIAM a contribué à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cercle de Nioro et celui de Nara. Il a été très bien accueilli et apprécié tant par les bénéficiaires que les structures de l'Etat qui ont en charge l'amélioration des conditions de vie des populations. De grandes réalisations ont été faites par les partenaires au développement à travers l'exécution des cinq composantes. Au-delà des réalisations des relais ont été formés pour prendre la relève dans le cadre de la gestion des actions. Il s'avère donc que des gros efforts ont été faits tant par les partenaires financiers, les partenaires d'exécution, l'Etat à travers les services déconcentrés, les élus et les populations bénéficiaires. Aussi, il reste entendu que le partenaire financier dans la perspective de réorientation de sa stratégie d'intervention opte pour le retrait sur un des cercles notamment Nioro du Sahel. Cette situation nécessite des réflexions afin d'accompagner les populations qui ont bien apprécié le PLIAM. Ainsi la mission recommande de : **Consolider les acquis du PLIAM, et chercher à développer des alternatives pour la mise à l'échelle des acquis dans les communes non couvertes au niveau des deux cercles (Nioro du Sahel et Nara).**
- 8) Le PLIAM au Mali a connu quelques difficultés pendant les premières années de sa mise en œuvre dû à un déficit d'appréciation et d'harmonisation des principes de partenariat dans un contexte multi-acteurs. Dans la perspective de pallier ces genres de situation préjudiciable à l'instauration d'une synergie entre les différentes composantes la mission recommande de : 1) **Renforcer la communication entre les partenaires de mise en œuvre du programme d'une part et d'autres parts entre les partenaires et les acteurs concernés dans la mise en œuvre** et de 2) **Harmoniser si possible les conventions et/ou accords dès le démarrage du programme et prévoir des séances de relecture commune des DTF avec toutes les équipes, et expliquer la problématique à résoudre par chaque composante, dégager les liens des composantes entre-elles et avec la SAN.**

#### **Au niveau institutionnel**

- 9) La coordination était placée et sous la tutelle du CSA/FAO. Elle a veillé sur toutes les composantes, et a supervisé toutes les activités sur le terrain, mais il n'y avait pas de convention signée détaillée entre la coordination et les partenaires chargés de la mise en œuvre des différentes composantes du programme ce qui limite fortement ces champs d'action. Ce contexte de travail très difficile a cependant été surmonté par le coordinateur félicité à cet effet par tous les acteurs. **Il est recommandé d'élaborer une convention de partenariat avec un contenu plus claire et détaillé entre la Coordination des futurs programmes, le CSA et les partenaires de mise en œuvre.**
- 10) La coordination n'a pas eu en son sein sur le terrain un spécialiste en Suivi-évaluation et apprentissage pour la collecte et la capitalisation des résultats des composantes partenaires. Ce déficit bien que résolu par la FAO à travers son agent de suivi-évaluation au niveau du siège a alourdi le volume de travail du coordinateur sur le terrain et d'autre part surchargé l'agent du siège qui a tout donné le meilleur de lui-même pour accompagner le PLIAM.
- 11) Ce constat sus-évoqué prouve à suffisance la nécessité d'avoir auprès de la coordination du PLIAM un spécialiste en Suivi évaluation et apprentissage pour assurer le suivi et la collecte des données du PLIAM. **La mission recommande pour la mise en œuvre d'un programme pareil de recruter un chargé très professionnel en suivi & évaluation et apprentissage opérationnel sur le terrain - afin**

**qu'il/elle assure le suivi et la collecte des données du programme d'une manière scientifique et professionnelle.**

**Par rapport à l'efficacité et l'atteinte de résultats probants.**

- 12)** Certaines expériences au Mali et dans d'autres pays ont montré clairement qu'une approche HEA ou AEM utilisant une approche familiale et communautaire est moins cher et plus efficient pour surtout diminuer la malnutrition chronique ou le retard de croissance du jeune enfant. Le retard de la croissance de l'enfant est surtout lié aux facteurs de pauvreté de la famille ou proprement dit les familles pauvres qui sont vulnérables à plusieurs facteurs comme l'éducation de la mère, la situation économique de la mère, la bonne nutrition et alimentation, l'accès à l'eau potable et le WASH etc. Pour atteindre ça il faut surtout appliquer une approche « groupements de femmes » pour éviter que l'approche soit une approche développement rural.
- 13)** Pour un programme de telle envergure il est d'une grande nécessité d'appliquer un système de suivi très performante. Bien que les résultats de la diminution de la malnutrition chronique à Nioro est diminuée de 34% à 19% dans une période de 3-4 ans la question fondamentale est de savoir si toutefois la méthodologie de l'étude de base ou référence de 2012-13 a utilisé la même méthodologie que l'étude SMART au début de l'année 2017. Si tel est le cas on peut répondre par l'affirmatif que le PLIAM a eu des grands résultats. Sinon on compare des « pommes » avec des « poires ». Le volet suivi aurait dû utiliser des méthodes statistiques sophistiquées (méthodologie régressive) pour mieux estimer l'impact de chaque composante. Il faut aussi utiliser les villages « témoin » comme a été mentionné dans le DTF. Cependant, cet indicateur comparatif n'a pas été utilisé.
- 14)** En ce qui concerne le ratio couts/résultats, le total investi a été + 15 million sur un total 237.324 bénéficiaires. Cela veut dire + 63 Euro/personne ou + 40.000FCFA/personne !

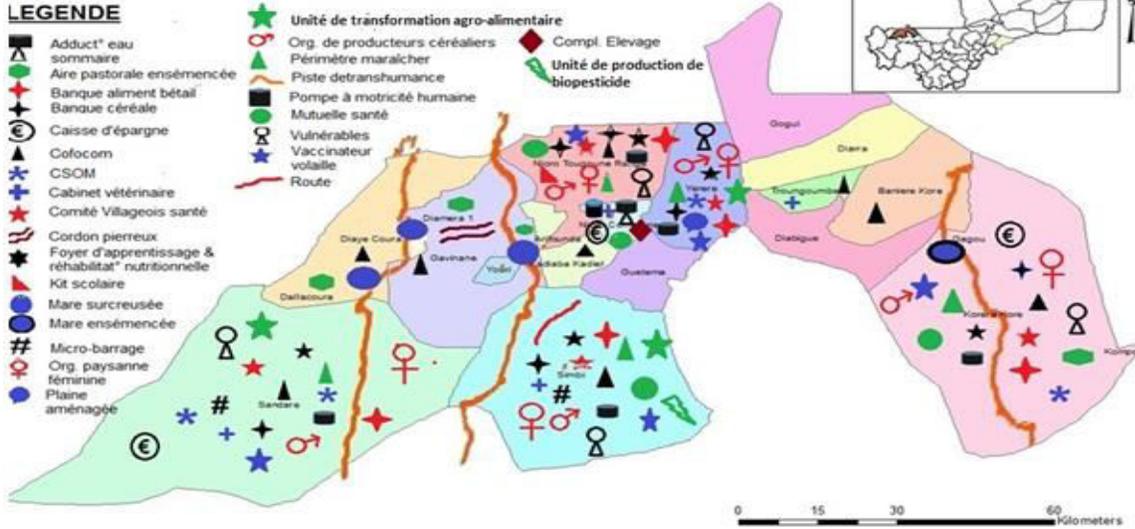
## ANNEXES

L'annexe contient les documents suivants :

1. Carte précisant la zone d'intervention
2. Les termes de référence
3. Le cadre logique du programme à évaluer
4. Questions demandées dans les TdR
5. Memo de modification du déroulement de la mission
6. Programme de mission et personnes rencontrées
7. Rapport du séminaire de débriefing/ restitution avec la liste des participants
8. Liste des indicateurs
9. Cadre des résultats
10. Présentation bilan PLIAM CSA-FAO

Annexe 1 Carte de la zone d'intervention.

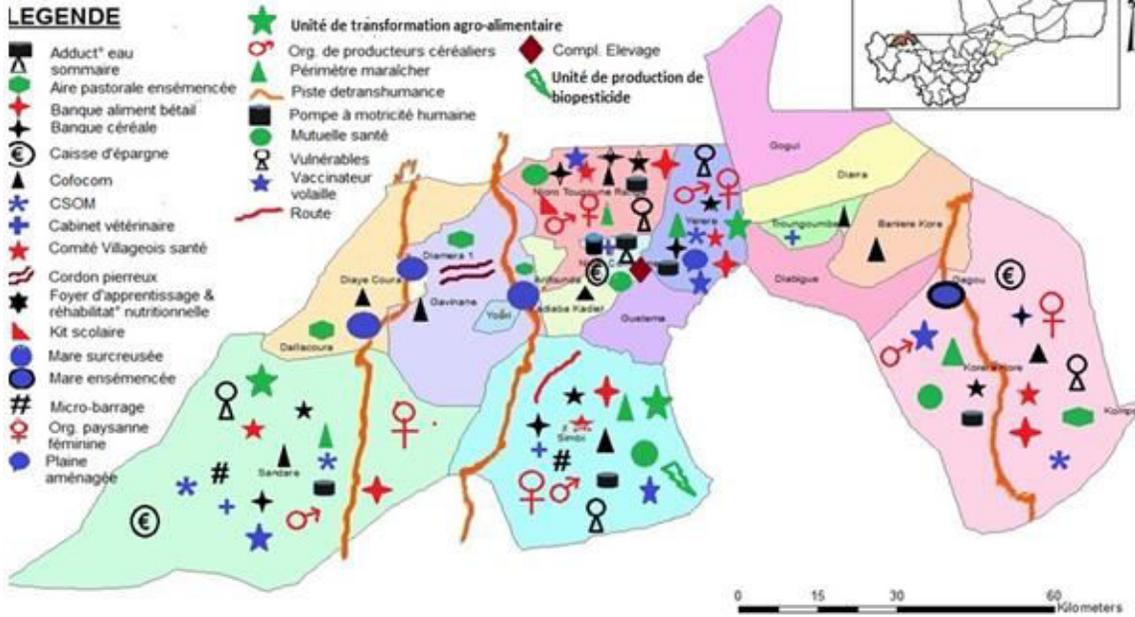
**PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION DANS LES CERCLES DE NARA ET NIORO DU SAHEL**  
**MAPPING DES REALISATIONS DANS LE CERCLE DE NIORO DU SAHEL**



Juin 2016

4

**PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION DANS LES CERCLES DE NARA ET NIORO DU SAHEL**  
**MAPPING DES REALISATIONS DANS LE CERCLE DE NIORO DU SAHEL**



Juin 2016

4

## A. Termes de référence

Les termes de référence ci-dessous ont été établis sur base d'une concertation entre d'une part la FAO, UNCDF, Vétérinaires sans Frontières, SOS Faim, Croix-Rouge de Belgique, Solidarité Mondiale et Protos et leurs partenaires locaux et le FBSA d'autre part.

### 1. Mandat

Compte tenu des engagements pris avec le partenaire et le FBSA, les interventions mises en œuvre par le FBSA sont évaluées systématiquement à deux reprises: à mi-parcours et en fin de phase de mise en œuvre. Ce document constitue le cadre de référence pour procéder à l'évaluation finale de l'intervention précisée ci-dessous dans le cadre de la coopération au développement entre la Belgique et le Mali.

Une évaluation intermédiaire est organisée par les organisations partenaires à mi-parcours de l'exécution du programme/ projet. Il s'agit principalement d'un exercice d'auto-évaluation des acteurs du projet, étant donné que l'évaluation consiste en un état d'avancement dressé sur la base des résultats à atteindre. L'évaluation intermédiaire doit aussi permettre d'adapter la stratégie d'intervention si cela s'avère nécessaire.

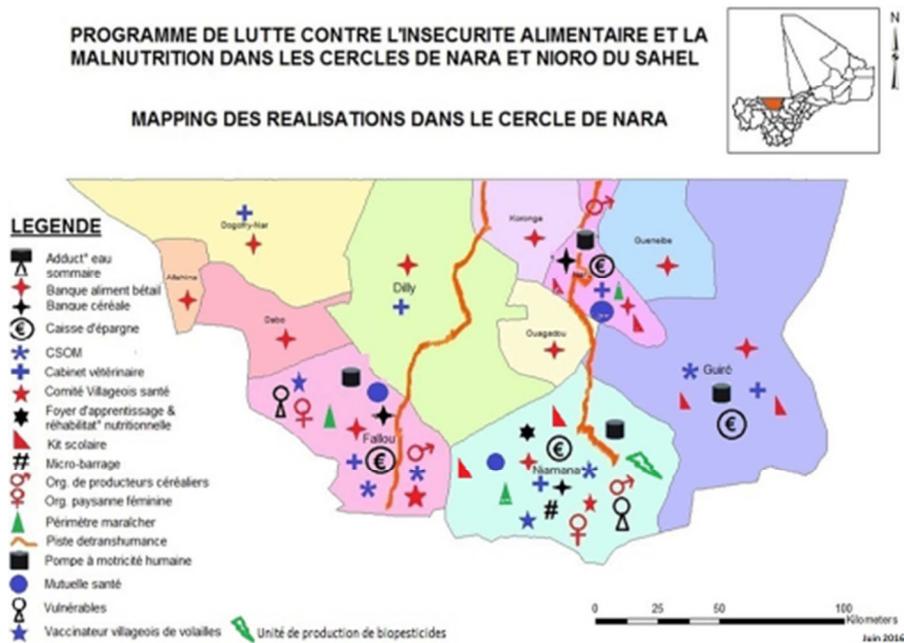
Une évaluation finale est organisée au terme du programme/ projet par la DGD, qui recrute à cette fin un évaluateur extérieur objectif. L'objectif est d'apprécier dans quelle mesure les objectifs et les résultats de l'intervention ont été atteints et d'en tirer des enseignements qui peuvent être utilisés dans d'autres programmes.

### 2. Intervention

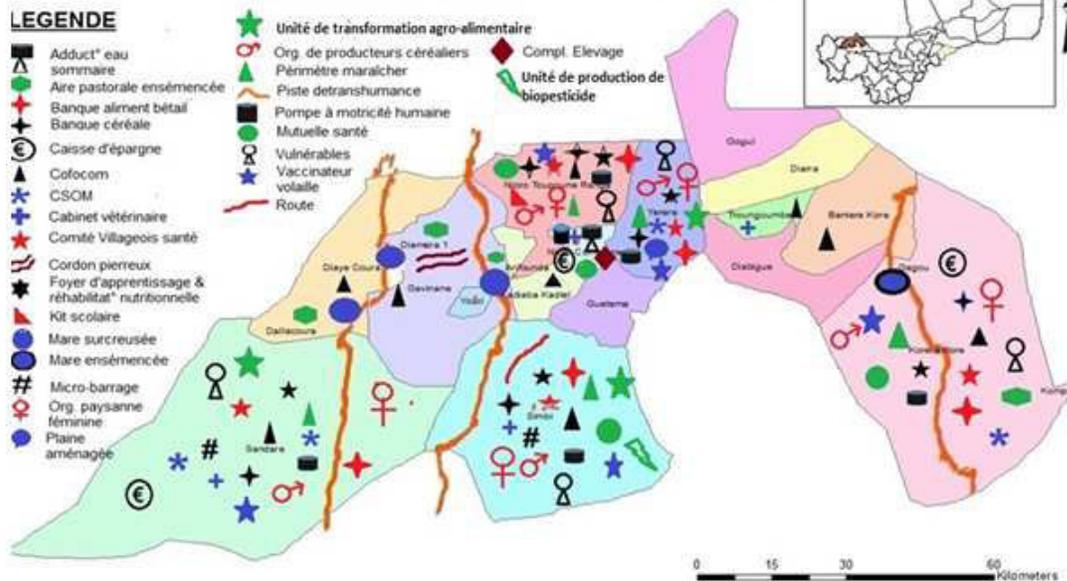
Intitulé du Programme	<i>Programme de Lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les cercles de Nara et Niore du Sahel</i>
Zone d'intervention	<i>Régions de Kayes et de Koulikoro (cercles de Nara et Niore du Sahel)</i>
Structure de tutelle	<i>Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)</i>
Organisations partenaires	<i>FAO, FENU/UNCDF, Croix Rouge de Belgique, SOS Faim, VSF-Belgique, PROTOS, Solidarité mondiale/WSM, ONU Femmes en partenariat bilatérale avec le FBSA sur le Programme</i>
Bailleur de fonds	<i>FBSA (11,92 millions €) plus contrepartie des organisations partenaires</i>
<b>Objectif global</b>	Améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables au niveau des cercles de Nara et Niore du Sahel, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies et marchés et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local
<b>Objectifs spécifiques</b>	OS1. Améliorer les revenus et l'accès aux marchés pour les petits producteurs et groupes vulnérables  OS2. Favoriser un accès durable à une alimentation équilibrée et saine et aux services et infrastructures de base pour les groupes vulnérables  OS3. Renforcer les capacités des acteurs pour l'analyse, la planification, la mise en œuvre et la coordination de stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition au niveau national, local et du programme
<b>Résultats</b>	R1.1. Les capacités de production et de stockage (production végétales et animales traditionnelles) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées

intermédiaires	<p>durablement</p> <p>R.1.2. Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré (productions végétales et animales)</p> <p>R2.1. L'accès à une alimentation équilibrée et aux services sociocommunautaires de base (autre que l'eau potable) est amélioré durablement pour tous</p> <p>R2.2. L'accès à l'eau potable est assuré pour tous de manière durable</p> <p>R3.1. Les capacités de planification, de prise en charge durable et de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par les CT et acteurs locaux sont renforcées durablement.</p> <p>R3.2. Les capacités du CSA pour la coordination globale du programme multisectoriel et multi acteurs sont renforcées</p>
----------------	--

**Date de démarrage :** 2012  
**Date de clôture :** 2017  
**Evaluation à mi-parcours du programme :** 11 février-27 mars 2015



**PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION DANS LES CERCLES DE NARA ET NIORO DU SAHEL**  
**MAPPING DES REALISATIONS DANS LE CERCLE DE NIORO DU SAHEL**



Juin 2016

### 3. Contexte

Le « Programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les cercles de Nara et Nioro du Sahel au Mali » est financé par le Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA), et exécuté par la FAO, UNCDF, Vétérinaires sans Frontières, SOS Faim, Croix-Rouge de Belgique, Solidarité Mondiale et Protos et leurs partenaires locaux.

Le Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA) est un instrument spécifique de financement axé sur l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations vulnérables situées dans les zones de l'Afrique subsaharienne présentant un grand risque d'insécurité alimentaire. Le FBSA a opté pour la mise en place de programmes multisectoriels et intégrés (multidimensionnel), mis en œuvre par différents acteurs du développement (multi-acteurs) qui coopèrent au sein d'un programme dans une zone d'intervention unique. Chaque organisation partenaire participant à un programme du FBSA se consacre aux aspects pour lesquels elle dispose d'une solide expertise et apporte une réelle plus-value.

Afin de traiter la problématique de la sécurité alimentaire dans toutes ses dimensions, les programmes du FBSA intègrent les 4 piliers de la sécurité alimentaire :

- La disponibilité suffisante d'aliments ;
- L'accès financier et physique à des aliments suffisants de bonne qualité ;
- La stabilité et l'accès permanent à une alimentation adéquate pour chacun et à chaque moment ;
- L'utilisation/l'usage des aliments d'une certaine qualité (en ce qui compris l'accès à l'eau potable) et nourrissant afin de mener une vie saine et active.

De plus, la lutte contre les causes structurelles de l'insécurité alimentaire est liée à la lutte contre la pauvreté. Les programmes traitent donc différents domaines (agriculture, eau, renforcement des capacités, soins de santé, nutrition, éducation, le foncier,...) en une approche-programme globale.

Le programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les cercles de Nara et Nioro du Sahel a débuté officiellement en janvier 2012.

L'objectif global du programme FBSA est d'améliorer la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des populations des cercles de Nara et Nioro, en ciblant les groupes les plus vulnérables de ces populations.

Les priorités stratégiques du programme reposent sur:

- La sécurisation des activités agro-sylvo-pastorales et leur intensification dans une gestion raisonnée des ressources naturelles ;
- Le développement d'activités locales complémentaires de revenus ;
- Une extension de la couverture des services de base (eau, santé, éducation) ;
- Une amélioration de l'accessibilité à une alimentation de qualité tout au long de l'année ;

Sept organisations partenaires ont été sélectionnées pour exécuter ce programme. Celles-ci travaillent ensemble en complète complémentarité et synergie, chacune opérant dans son domaine de compétence :

- SOS Faim est responsable du volet agricole ;
- Vétérinaires sans frontières est responsable du volet élevage ;
- Wereldsolidariteit/ Solidarité Mondiale est responsable du volet économie sociale visant à rendre le microcrédit davantage disponible et appuyer l'émergence de mutuelles de santé ;
- La Croix Rouge de Belgique est responsable du volet réduction de la malnutrition ;
- PROTOS est responsable de la composante « eau potable » ;
- UNCDF/ FENU est responsable de l'appui à la décentralisation visant à renforcer la maîtrise d'ouvrage des Collectivités territoriales (des communes) en matière de développement local avec une attention particulière à l'égard de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- La FAO est responsable de l'appui envers le CSA qui doit coordonner ce programme et en exploiter les résultats pour renforcer la stratégie nationale du Mali en matière de sécurité alimentaire.

#### **4. Objectif de l'évaluation**

Les évaluations à mi-parcours et finaux, d'une part, et les instruments de suivi, d'autre part, forment un système interdépendant et complémentaire qui assure que la phase de mise en œuvre d'une intervention progresse bien. Les évaluations fournissent des réponses aux questions «comment» et «pourquoi» et sont essentielles pour évaluer la valeur des résultats obtenus et l'ensemble du processus de mise en œuvre d'une intervention.

Par conséquent, la fonction d'évaluation est

- 1) Aider à la prise de décision : Sur la base d'analyses approfondies, les évaluations proposent des recommandations utiles basées sur des données. Ainsi, l'évaluation soutient la prise de décision stratégique et opérationnelle et, par conséquent, le pilotage des interventions.
- 2) Contribuer à la capitalisation des connaissances et à l'apprentissage : En analysant le processus de développement, l'évaluation nous permet d'expliquer ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et pourquoi, et de tirer des leçons pour d'éventuelles autres interventions ou pour l'élaboration de nouvelles politiques, stratégies et programmes.
- 3) Rendre des comptes : besoin de reddition des comptes envers les partenaires, les bénéficiaires et autres parties prenantes.

## 4.1. Performance

A partir des constats et des informations disponibles, le consultant devra évaluer la performance du projet à partir des cinq critères préconisés par le CAD de l'OCDE : pertinence, efficacité, efficience, impact, viabilité. Pour chacun de ces critères, des pistes d'évaluation sont préconisées ci-dessous. Il reviendra au consultant de les préciser et de les compléter.

### 4.1.1. Pertinence:

Il s'agit de la mesure selon laquelle les objectifs du programme correspondent au mandat du FBSA, aux attentes des bénéficiaires ainsi qu'aux attentes des autorités nationales et locales du pays partenaire. L'évaluation de la pertinence doit prendre en compte les points suivants :

- Le programme a-t-il répondu aux besoins, problèmes et priorités des bénéficiaires ? La stratégie du programme était-elle appropriée ?
- Quelle est l'appréciation des populations bénéficiaires du programme ? Qu'est-ce que le programme a amené comme changement dans leur situation d'insécurité alimentaire ?
- Le programme a-t-il été révisé en tenant compte des recommandations de l'évaluation à mi-parcours et des comités de pilotage ?
- Les objectifs et résultats atteints ont-ils contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire ?
- Les partenaires sélectionnés sont-ils appropriés pour la mise en œuvre du programme ?
- Les activités et résultats atteints ont-ils contribué aux objectifs ?

### 4.1.2. Efficacité :

Il s'agit de la mesure du degré de réalisation des objectifs du programme. L'analyse consiste à vérifier si les résultats produits contribuent utilement à atteindre les objectifs qui avaient été fixés. Si un certain nombre d'objectif n'ont pas été atteints les raisons doivent être clairement explicitées dans le rapport. L'évaluation de l'efficacité doit prendre en compte les points suivants :

- Dans quelle mesure les activités ont-elles contribué à l'atteinte des résultats ?
- Dans quelle mesure les résultats ont-ils contribué à l'atteinte des objectifs ?
- Quels ont été les principales raisons de la réalisation ou de la non-réalisation des objectifs/résultats
- La stratégie a-t-elle été adaptée pour atteindre les objectifs ?
- Des effets indésirables ont-ils été traités ? Y a-t-il eu des effets positifs imprévus et quel a été leur impact sur les résultats de l'intervention ?

### 4.1.3. Efficience :

Mesure les résultats - quantitatifs ou qualitatifs - obtenus par rapport aux moyens mis en œuvre. Il s'agit d'un terme économique utilisé pour indiquer dans quelle mesure le programme a utilisé des

ressources les moins coûteuses possibles pour produire les résultats escomptés. L'évaluation de l'efficacité doit prendre en compte les points suivants :

- Les moyens (ressources humaine et financières) ont-ils été utilisés de manière efficace et optimale ? Y a-t-il des alternatives afin d'utiliser moins de moyens pour atteindre les mêmes résultats ?
- Les objectifs ont-ils été atteints dans les délais prévus ?
- Est-ce que les coûts de coordination ne sont pas trop élevés par rapport à la valeur ajoutée ?
- Est-ce que la coordination a été efficace pour favoriser une meilleure synergie entre les composantes ? Avait-elle les moyens nécessaires pour ce faire ?
- Les bénéficiaires ont-ils eu des difficultés pour avoir accès aux activités du programme ?

#### 4.1.4. Impact :

Il s'agit des effets positifs et négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non, induits par l'intervention. Les principaux impacts et effets résultant des activités seront analysés sur base des indicateurs sociaux, économiques, environnementaux et autres indicateurs de développement. L'évaluation devra analyser l'impact de l'intervention sur l'amélioration de la sécurité alimentaire (la disponibilité, l'accessibilité, la qualité et la stabilité) et la réduction de la pauvreté, notamment pour les groupes les plus vulnérables que ce soit d'une manière directe ou indirecte. L'évaluation de l'impact doit prendre en compte les points suivants :

- Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à l'objectif général (4 piliers de la sécurité alimentaire) ?
- Quelle est la taille du groupe cible atteint (spécifier en terme de genre) ? Quelle est la proportion de bénéficiaires vulnérables en comparaison du groupe cible total ?
- Quelle est la plus-value d'un programme multi-acteurs en ce qui concerne l'impact (4 piliers de la sécurité alimentaire) ?
- Y a-t-il eu des effets positifs/négatifs imprévus sur l'impact ?
- Est-ce que des effets multiplicateurs ont été constatés ?

#### 4.1.5. Durabilité :

C'est l'analyse des possibilités que les effets positifs se poursuivent lorsque l'aide extérieure aura pris fin. L'évaluation de la durabilité doit prendre en compte les points suivants :

- Dans quelle mesure les réalisations du programme seront-elles maintenues à l'issue du programme ? Quels sont les facteurs importants qui peuvent influencer cette durabilité ?
- Y a-t-il suffisamment d'appui et de capacité (à différents niveaux, national, régional, locale, partenaires locaux et groupe cible) pour maintenir les acquis ?
- Dans quelle mesure la stratégie mise en place par le programme permet l'appropriation par les communautés et par les acteurs nationaux et locaux ?
- Une continuité sur le plan technique a-t-elle été prévue ?
- Durabilité financière et économique : Y a-t-il une stratégie d'exit financière/économique ? les partenaires locaux ont-ils les capacités financières pour maintenir les réalisations ? Les groupes cibles et partenaires locaux sont-ils aptes pour garantir la maintenance ou le remplacement de services/biens et infrastructures ?
- Dans quelle mesure les acteurs impliqués (autorités, organisations partenaires, groupe cible) ou d'autres bailleurs sont intéressés à reproduire l'approche multi-acteurs ?
- Quelles sont les actions qui ont été initiées et qui méritent d'être poursuivies pour en assurer la durabilité ?
- Quels sont les changements constatés au niveau des différents acteurs (autorités, organisations partenaires, organisations de base) ?

## 4.2. Thèmes transversaux

### 4.2.1. Genre :

- L'intégration du genre dans le planning et la stratégie du programme a-t-elle bénéficié d'une attention suffisante ?
- Le genre a-t-il été intégré de manière effective dans la mise en œuvre du programme ? Est-ce que apparaît de manière visible dans les résultats ?
- Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à l'amélioration de la position de la femme ?
- Y a-t-il eu un renforcement de capacité garantissant la continuité de l'attention pour le genre à l'issue du programme ?
- Quels sont les effets du programme sur les hommes/femmes en terme de allègement des tâches, accès aux ressources, savoir, pouvoir ? : un changement de relation de genre vers plus d'équité, par exemple accès à la terre ?

### 4.2.2. Environnement :

- La thématique de l'environnement a-t-elle bénéficié de suffisamment d'attention dans le planning et la stratégie du programme ?
- Est-ce que les « bonnes pratiques environnementales » ont été intégrées de manière effective dans la mise en œuvre du programme ? Est-ce que cela apparait clairement dans les résultats ?
- Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à l'amélioration de l'environnement ? Le programme a-t-il été menacé par le programme ? Quelles mesures ont été prises à cet effet ?
- En quoi les stratégies développées par le programme ont permis de renforcer les capacités de résilience des groupes cibles face aux changements climatiques ? Y a-t-il eu des actions de renforcement garantissant la durabilité de ces actions après la fin du programme ?

### 4.2.3. Renforcement des capacités institutionnelles :

- Est-ce que le renforcement des capacités institutionnelles a bénéficié de suffisamment d'attention ? Cela apparaît-il clairement dans les résultats ?
- Quelle est la stratégie d'exit des partenaires pour promouvoir le renforcement des capacités institutionnelles ?

## 4.3. Synergie et complémentarité :

- Y a-t-il des synergies et/ou complémentarités entre les différentes composantes d'une part et les autres intervenants d'autre part ?
- Quelle a été l'efficacité de ses synergies dans l'atteinte des objectifs et des résultats du programme ?
- Quelles leçons à tirer dans la pertinence d'une telle approche basée sur l'implication de plusieurs acteurs ?

## 4.4. Risques :

- Les principaux risques survenus dans les zones du programme ont-ils impacté négativement sa mise en œuvre ?
- Dans quelle mesure le programme a pu faire face aux risques ?

#### 4.5. Leçons apprises :

- Quels sont les points forts et les points faibles de ce programme multi-acteurs ?
- Identifier les problèmes (d'ordre institutionnel, administratif, organisationnel, etc.) et les contraintes liées à la mise en œuvre du programme, y compris celles concernant la mise en œuvre de synergies efficaces.
- Y aurait-il une manière plus efficace d'atteindre les résultats de ce programme ?
- Quelles sont les recommandations en terme d'amélioration pour un éventuel futur programme analogue ?
- Quelles sont les actions les plus pertinentes et efficaces qui ont été développées par le programme et les organisations partenaires ?
- Quelles sont les actions qui ont eu un impact réel sur la sécurité alimentaire, avec des méthodologies éprouvées, et pour lesquelles un passage à l'échelle (ou scaling-up) pourrait être profitable ?
- Quels sont les avantages/inconvénients du système de suivi-évaluation mis en place ?

#### 5. Methodologie

Les soumissionnaires feront une description de la méthodologie qu'ils mettront en œuvre, en expliquant les principales méthodes et approches utilisées, à la fois pour la collecte des données et l'exploitation qu'ils en feront.

- L'évaluation utilisera les outils suivants :
- Documents du Programme FBSA : DTF des partenaires, rapports de mise en œuvre ; planification... ;
- Les 2 lois du FBSA (La loi du 19 janvier 2010 créant le FBSA et la loi du 19 juin 2011 exécutant et modifiant la loi du 19 janvier 2010 relative au FBSA) ;
- Le rapport de l'évaluation à mi-parcours du Programme ;
- La note de stratégie ;
- Documents relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Documents de politique nationale sur la sécurité alimentaire ;
- Entretiens avec les parties prenantes du programme ;
- Visites de terrain

#### 6. Durée, timing et produits attendus de l'évaluation finale

Le Bureau d'étude doit soumettre une proposition de calendrier pour l'exécution de la mission. Le programme se terminant le 31/06/2017, il est important que l'évaluation soit effectuée le plus rapidement possible.

<b>Etapas obligatoires</b>	<b>Produits attendu</b>	<b>Quand</b>
Analyse, documentation (domicile)		
Briefing DGD	Note de démarrage	
Briefing Bamako (FAO, Ambassade, organisations partenaires, CSA ...)		Début de la mission sur le terrain
Collection et analyse de terrain (en fonction des conditions de sécurité, à discuter avec l'ambassade) (Nioro et Nara)		
Feedback workshop /restitution	Aide-Mémoire/ présentation powerpoint reprenant un	

	sommaire des conclusions et recommandations de la mission	
Debriefing (Bamako)		
Redaction du rapport provisoire (domicile)	Rapport provisoire (version électronique)	15 jours après la fin de la mission
Debriefing DGD		
Finalisation du rapport d'évaluation	Rapport final d'évaluation (20 exemplaires papier + version électronique)	10 jours suivant les observations reçues de la part de DGD

## 6.1. Contenu du rapport d'évaluation final

### Elements de la page de garde

- Titre du programme et type d'évaluation (ex-post, intermédiaire, thématique, ...) ;
- Organisation qui a exécuté le programme;
- Composition de l'équipe + team leader ;
- Date.

Mention du texte suivant : « Ce rapport ne reflète que l'opinion des experts chargés de l'évaluation, qui n'est pas nécessairement la conclusion de la DGD, ni du Gouvernement belge. »

### Structure du rapport d'évaluation

- Table des matières ;
- Résumé exécutif ;
- Rapport d'évaluation (20 à 30 pages) ;
- Liste des abréviations/ acronymes ;
- Annexes.

#### 1. Introduction

- Motif de l'évaluation et objectifs ;
- Référence aux TDR ;
- Composition et compétences de l'équipe d'évaluation et répartition des tâches ;
- Méthodologie ;
- Facteurs éventuels qui ont favorisé ou entravé l'exercice d'évaluation (comme la disponibilité ou l'indisponibilité des personnes ressources, traducteurs, appui logistique, données fiables, mécanismes de validation).

#### 2. Contexte de l'intervention et description du programme

- Historique de l'intervention et préparation de l'intervention ;
- Contexte institutionnel ;
- Courte description du programme : groupe cible, objectifs généraux et spécifiques, résultats attendus, stratégies et moyens prévus et hypothèses ;
- Présentation des réalisations du programme ;
- Description des aspects institutionnels ;
- Organisation et gestion de ressources humaines du programme ;
- Système de monitoring du programme ;
- Information sur les problèmes majeurs ;

- Description d'éventuels ajustements stratégiques ou revues intermédiaires (notamment suite à l'évaluation à mi-parcours).
- 3. Analyse de performance
- 4. Thèmes transversaux
- 5. Synergie et complémentarité
- 6. Risques
- 7. Leçons apprises et recommandations

Préciser les leçons apprises (dans le sens positif ou négatif : distinguer les points forts et les points faibles) et les recommandations concernant l'atteinte de l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'impact et la durabilité à court et long terme. Quelles sont les recommandations sur les points faibles au niveau de la pertinence au développement, de l'impact, de l'efficacité, de l'efficience et de la durabilité ?.

- 8. Débriefing (restitution) avec les acteurs et les représentants des bénéficiaires

Un séminaire (d'un demi-jour ou d'un jour) doit donner l'opportunité de :

- Valider les observations et perceptions décrites dans le rapport ;
- Créer un processus d'apprentissage pour toutes les parties.

La méthodologie de ce séminaire sera décrite dans le rapport d'évaluation. La liste des participants et le rapport du séminaire devront figurer en annexe du rapport d'évaluation.

- 9. Annexes du rapport d'évaluation

Le rapport d'évaluation doit comporter en annexe, les documents suivants :

- Carte précisant la zone d'intervention;
- Les termes de référence;
- Le cadre logique du programme à évaluer ;
- Rapport du séminaire de débriefing/ restitution avec la liste des participants.

Annexe 3 : Cadre logique du programme :

<b>LOGIQUE D'INTERVENTION</b>			
<b>IMPACT</b>	<b>Indicateur d'impact</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse/Risques</b>
<i>Améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables au niveau des cercles de Nara et Nioro du Sahel, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies et marchés et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local.</i>	Echelle d'insécurité alimentaire Pauvreté subjective/indice bien-être Indicateurs conditions de vie (biens des ménages) IMC des femmes (non enceintes) Score de diversité alimentaire des ménages, des femmes et des enfants Taux de malnutrition infantile aiguë Taux de malnutrition infantile chronique Pratiques nutritionnelles et d'alimentation des jeunes enfants	Etude de référence     Evaluations mi-parcours/ finale	Absence de chocs/crises externes non prévisibles (climat/environnement, inflation des prix, autres)  Bonne collaboration entre organisations partenaires  Implication forte des acteurs locaux  Régulation des conditions de sécurité des biens et des personnes
<b>OBJECTIFS SPECIFIQUES</b>	<b>Indicateur d'effet</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse/Risques</b>
<b>OS 1. Améliorer les revenus et l'accès aux marchés pour les petits producteurs et groupes vulnérables</b>	Structure du revenu (part des dépenses alimentaires et non alimentaires) Types de biens productifs ou non appartenant aux ménages vulnérables Nombre mois de soudure Accès des groupes vulnérables aux banques de céréales Niveau productions agricoles par ménage Taille du cheptel/ménage Taille exploitation/ ménage	Etude de référence et évaluations mi-parcours et finale Rapports semestriels de S&E avec données quantitatives et qualitatives Evaluation qualitative annuelle (externe)	Faiblesse de l'organisation de l'approvisionnement en intrants et faible prise en compte des besoins des groupes vulnérables Faible prise en compte des difficultés d'accès des groupes vulnérables à la terre, aux aménagements et services d'appui Insuffisance de gestion des BC et mise en réseau des BC villageoises Conflits fonciers agriculteurs/éleveurs

Résultat attendu/Produit	Indicateur de Résultat	Source de vérification	Hypothèse/Risques
<b>R.1.1.</b> Les capacités de <b>production et de stockage (productions végétales et animales traditionnelles)</b> des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement	<p>Augmentation % production mil/sorgho/légumineuses mise sur le marché</p> <p>Augmentation capacités techniques et de stockage des petits producteurs et groupes vulnérables</p> <p>Accès(%) des groupes vulnérables aux facteurs de production (intrants, BAB, terre) et aménagements</p> <p>Nbre de BC mises en réseau et accessibles aux groupes vulnérables</p> <p>Augmentation de X% des revenus des bénéficiaires liés à l'élevage</p> <p>Augmentation de X% de l'accès des groupes vulnérables aux services de l'élevage</p> <p>Augmentation de X% de la consommation de produits d'origine animale chez les ménages pauvres et très pauvres</p>	<p>Rapports semestriels de S&amp;E avec données quantitatives et qualitatives</p> <p>Evaluation qualitative annuelle (externe)</p>	<p>Mobilisation de la contribution locale par rapport aux investissements</p> <p>Mobilisation des services techniques de l'Etat (niveau de prise en charge en dessous des normes de l'Etat + insuffisance de ressources humaines)</p> <p>Sécurité physique à Nioro et Nara</p>
<b>Contribution Organisation partenaire (OrgPart)</b>	<b>Sous-Résultats</b>	<b>Groupes d'activités</b>	
<b>Terre nouvelle (TN/BW) – HELVETAS</b>  <b>(Appui productions végétales)</b>	<b>SR 1.1.a.1.</b> Les producteurs/trices améliorent leurs capacités techniques	<p>Aménagement hydro-agricole 300 ha plaines et appui à la mise en valeur</p> <p>Réhabilitation 16 ha bas-fonds et appui à la mise en valeur</p> <p>Barrage de retenue et mise en valeur</p> <p>Renforcement des capacités techniques de petits producteurs</p>	
	<b>SR 1.1.a.2.</b> Les services d'appui-conseil aux OSP sont améliorés et les OSP ont accès aux services techniques.	p.m	
<b>VSF-B (Appui productions animales)</b>	<b>SR 1.1.b.1.</b> L'accès aux services de proximité en élevage est amélioré au profit des petits et moyens éleveurs	<p>Amélioration des services santé de proximité (CVPP)</p> <p>Amélioration des infrastructures élevage (PV, puits pastoraux)</p> <p>Renforcement des capacités techniques des éleveurs</p> <p>Renforcer rôle des ST et communes dans le secteur élevage</p>	

<b>VSF-B (suite)</b>	<b>SR 1.1.b.2.</b> Le petit élevage (petits ruminants, volailles) des femmes les plus vulnérables est développé	Renforcement des conditions élevage auprès des groupes cibles Distribution de reproducteurs niveau des groupes cibles Appui dans le suivi sanitaire et zootechnique  Formation techniques d'élevage amélioré	
	<b>SR 1.1.b.3.</b> Les ressources pastorales sont améliorées et gérées de manière concertée	Cartographie des zones à préserver Participation maillage points d'eau (dont pastoraux) Restauration et sécurisation des aires pastorales dégradées Contribution gestion conflits liés à l'élevage Appui à la mise en place d'aménagements pastoraux (couloirs de transhumance, aires de pâturage, complexe agro-sylvo-pastoral)	
<b>WSM-KJ (Appui micro-crédit/intrants/BC)</b>	<b>SR 1.1.c.1.</b> Les petits producteurs/éleveurs (H/F) ont intégré un système durable d'approvisionnements en intrants	Formation en micro-crédit Appui à la mise en place structures approvisionnement en intrants et BAB et formation en gestion Mise en place de micro-crédits intrants/BAB	
	<b>SR 1.1.c.2.</b> Les banques de céréales sont renforcées et permettent un accès équitable et durable aux groupes vulnérables	Formation comités de gestion des BC Renforcement des capacités de stockage (fonds de roulement)	
<b>Résultat attendu/Produit</b>	<b>Indicateur de Résultat</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse/Risques</b>
<b>R.1.2.</b> Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré ( <b>productions végétales et animales</b> )	Degré d'opérationnalisation des OSP et taux de participation des groupes vulnérables Diversification des sources de revenus des groupes cibles % petits producteurs ayant accès au micro-crédit (intrants, BAB, AGR) X% des bénéficiaires/femmes disposent d'un revenu régulier issu de l'élevage Augmentation de X% de accès à des services d'élevage chez les groupes vulnérables	Rapports semestriels de S&E avec données quantitatives et qualitatives  Evaluation qualitative annuelle (externe)	Faible valorisation des investissements par les populations Risques d'épizooties/maladies et déprédateurs des cultures Disponibilité des aliments bétail à coûts raisonnables Insuffisance de priorisation et insuffisance de maîtrise d'ouvrage par les CT  Implication insuffisante des ST et des OP

<b>Contribution Organisation partenaire</b>	<b>Sous-Résultats</b>	<b>Groupes d'activités</b>
<b>Terre nouvelle (TN/BW) – HELVETAS (Appui productions végétales)</b>	<b>SR 1.2.a.1.</b> Les OSP améliorent leur niveau de gouvernance	Renforcement de capacités techniques et organisationnelles (OSP), y compris alphabétisation fonctionnelle Identification des filières et appui à la mise en place d'unités de transformations (filières porteuses) Renforcement de l'accès des groupes vulnérables aux AGR Appui à la mise en place et organisation des unités de transformation
	<b>SR 1.2.a.2.</b> Les OSP identifient et mettent en œuvre des AGR porteuses	
	<b>SR 1.2.a.3.</b> Les OSP utilisent les fonds générés par les AGR dans l'alimentation des familles/ ménages	Appui à la mise en place de stratégies commerciales Développement d'opérations de warrantage en liaison avec les banques de céréales
<b>VSF-B (Appui productions animales)</b>	<b>SR 1.2.b.1.</b> Les activités génératrices de revenus liées à l'élevage procurent plus de moyens financiers	Etudes sur les filières locales Renforcer structuration des groupes vulnérables/femmes Appui accès crédits AGR dans les filières porteuses élevage Renforcement capacités techniques et de gestion groupes cibles vulnérables
	<b>SR 1.2.b.2.</b> La meilleure valorisation des produits de l'élevage facilite l'accès aux marchés	Appui centres de transformation des produits de l'élevage (lait, viande) Promotion circuits écoulement Appui à la mise en place d'investissements structurants (marchés à bétail, aire d'abattage)
<b>WSM-KJ (Appui micro-crédit/AGR)</b>	<b>SR 1.2.c.1.</b> Les petits producteurs/éleveurs (H/F) ont été renforcés dans la gestion des AGR	Appui mise en place/gestion des unités de transformation Appui à la mise en place crédits adaptés Formation en techniques de gestion des AGR
	<b>SR 1.2.c.2.</b> Les petits producteurs/éleveurs (H/F) ont un meilleur accès aux sources de financement pour les AGR porteuses	Mise en place/suivi crédits AGR adaptés aux filières porteuses Mise en place opérations warrantage Alphabétisation fonctionnelle en gestion

<b>EFFET/OBJECTIFS SPECIFIQUES</b>	<b>Indicateur d'effet</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse/Risques</b>
<b>OS 2. Favoriser un accès durable à une alimentation équilibrée et saine et aux services et infrastructures de base pour les groupes vulnérables</b>	<p>Part des produits maraîchers dans l'alimentation des ménages</p> <p>Connaissance des mères en nutrition et alimentation des jeunes enfants</p> <p>Nombre de ménages et % de vulnérables ayant accès à l'eau potable et aux infrastructures/services de base (santé, éducation, etc.)</p>	<p>Etude de référence et évaluations mi-parcours et finale</p> <p>Rapports semestriels de S&amp;E</p> <p>Evaluation qualitative annuelle</p>	<p>Epidémies, comme choléra, méningites</p> <p>Insuffisance de recharge des nappes et surexploitation des points d'eau</p> <p>Insuffisance de prise en compte des différents usages de l'eau</p> <p>Insuffisance de lien entre eau potable, hygiène et nutrition</p>
<b>Résultat attendu/Produit</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse/Risques</b>
<b>R.2.1.</b> L'accès à une alimentation équilibrée et aux services socio-communautaires de base (autre que eau potable) est amélioré durablement pour tous	<p>Taux des femmes connaissant les PEF/AEN</p> <p>Diminution du nombre de MAS/MAM enregistrés</p> <p>Taux d'utilisation des centres de santé par groupes vulnérables (y compris via mutuelles de santé)</p>	<p>Rapports semestriels de S&amp;E avec données quantitatives et qualitatives</p> <p>Evaluation qualitative annuelle</p>	<p>Réduction des tabous alimentaires</p> <p>Performance des services de santé</p> <p>Accessibilité physique aux services de santé</p>
<b>Contributions Organisation partenaire</b>	<b>Sous-Résultats</b>	<b>Groupes d'activités</b>	
<b>CRB (Amélioration état nutritionnel)</b>	<b>SR 2.1.a.1.</b> Les communautés ciblées développent les comportements et habitudes démontrées efficaces dans la lutte contre la malnutrition	<p>Formation des CVS, leader, agents mutualistes, etc. en PFE/AEN</p> <p>Elaboration Plan de communication PFE/AEN</p> <p>Développement IEC/CCC niveau communautaire</p> <p>Promotion utilisation produits locaux</p> <p>Réhabilitation/construction points eau potable et latrines</p>	
	<b>SR 2.1.a.2.</b> Les connaissances et les pratiques des communautés sont renforcées dans le dépistage des MAS et MAM et leur prise en charge	<p>Formation en dépistage, référencement et PEC des malnutris</p> <p>Dotation équipements pour dépistage et PEC, etc.</p> <p>Formation femmes villageoises et organisation PEC des MAM niveau villages</p> <p>Réhabilitation et équipement des CSCOM et CESREF</p>	

<b>CRB (suite)</b>	<b>SR 2.1.a.3.</b> Un dispositif d'information, surveillance et d'alerte précoce de l'état nutritionnel des populations de la zone d'intervention est mis en place	Enquêtes HEA/profil socio-économique Appui au cadre de concertation en nutrition DRS Formation point focal nutrition dans chaque CVS (sentinelle de nutrition) Plaidoyer/réunions avec DRS et SAP pour prise en compte données nutritionnelles	
<b>WSM - UTM</b>	<b>SR 2.1.b.1.</b> La population des communes ciblées a une meilleure connaissance en nutrition et hygiène alimentaire	Prise en charge et suivi nutritionnel des MAM Education nutritionnelle, à la santé, hygiène nutritionnelle	
	<b>SR 2.1.b.2.</b> Des mécanismes alternatifs de protection sociale (mutuelles de santé) facilitent l'accès aux services de santé pour les groupes vulnérables	Renforcement capacités techniques des structures d'appui Appui à la mise en place/mise en réseau mutuelles de santé Appui AGR des mutuelles de santé et renforcement capacités contributives	
<b>Résultat attendu/Produit</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse/Risques</b>
<b>R.2.2.</b> L'accès à l'eau potable est assuré pour tous de manière durable	Nombre de ménages et % de vulnérables ayant accès à l'eau potable % ménages/vulnérables qui continue à utiliser eau de sources traditionnelles (marigots, puisards, mares, etc.)	Rapports semestriels de S&E  Evaluation qualitative annuelle	Insuffisance de prévisions d'investissement Insuffisance des comités d'usagers de l'eau  Non accès des groupes vulnérables aux points d'eau aménagés
<b>Contribution Organisation partenaire</b>	<b>Sous-Résultats</b>	<b>Groupes d'activités</b>	
<b>PROTOS (Eau potable)</b>	<b>SR 2.2.1.</b> L'approvisionnement à l'eau potable est amélioré dans les communes et villages d'intervention	Diagnostic actualisé/priorisation Formation des communes dans la maîtrise d'ouvrage pour réalisation travaux Réhabilitation des ouvrages et/ou construction nouveaux AEP Etude sur rôle des groupes sociaux dans utilisation/gestion de l'eau	
	<b>SR 2.2.2.</b> La gestion durable des infrastructures d'eau potable est assurée	Appuyer, former et outiller les communes à assumer la maîtrise d'ouvrage communale dans le secteur hydraulique Formation des ONG locales pour encadrement des associations d'usagers Renforcement technique pour gestion durable de la ressource et des forages Appui organisationnel associations d'usagers et leurs unions Formation artisans réparateurs	
	<b>SR 2.2.3.</b> La population a adopté un comportement plus hygiénique lié à l'eau	Formation enseignants, comités scolaires, relais de santé sur pratiques d'hygiène Promotion de la construction et utilisation infrastructures sanitaires améliorées	

	<b>SR 2.2.4.</b> Une gestion concertée des ressources en eau a diminué les risques environnementaux et les conflits sociaux dans les communes d'intervention	Sensibilisation gestion intégrée locales des ressources en eau Appui cadres de concertation Développer des conventions locales pour la gestion concerté des ressources en eau et suivre leur application Diffusion des expériences et leçons apprises aux acteurs locaux	
<b>EFFET/OBJECTIFS SPECIFIQUES</b>	<b>Indicateur d'effet</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse/Risques</b>
<b>OS 3. Renforcer les capacités des acteurs pour l'analyse, la planification, la mise en œuvre et la coordination de stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition aux niveaux national, local et du programme</b>	Capacités de planification/mise en œuvre, coordination et S&E des programmes de sécurité alimentaire aux différents niveaux  Gouvernance locale de la gestion de la SAN  Opérationnalisation des mécanismes de concertation et de suivi	Etude de référence et évaluations mi-parcours et finale  Evaluation qualitative annuelle	Instabilité et/ou faiblesse des institutions  Insuffisance de priorisation par les CT et de prise en compte des besoins des groupes vulnérables  Insuffisance de mobilisation autour des investissements structurants  Lenteur des procédures administratives
<b>Résultat attendu/Produit</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse/Risques</b>
<b>R.3.1.</b> Les capacités de planification, de prise en charge durable et de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par les CT et acteurs locaux sont renforcées durablement	Prise en charge de la SA&N (besoins des groupes vulnérables, investissements, renforcement des capacités) dans les PDESC Degré de priorisation/prise en charge des investissements structurants	Rapports semestriels de S&E avec données Evaluation qualitative annuelle	Partenariat effectif et concertation entre les organisations partenaires et avec les acteurs locaux
<b>Contribution Organisation partenaire</b>	<b>Sous-Résultats</b>	<b>Groupes d'activités</b>	
<b>FENU/UNCDF (Appui aux CT)</b>	<b>SR 3.1.1.</b> La sécurité alimentaire et nutritionnelle est un domaine prioritaire d'intervention des CT et apparaît comme tel dans les PDESC	Renforcement des capacités pour l'identification et priorisation des besoins des groupes vulnérables Actualisation des PDESC pour prise en charge de la SAN et prise en compte des changements climatiques et du genre	
	<b>SR 3.1.2.</b> Les CT ont accès à des ressources de financement internes et externes	Introduction outil SAFIC (diagnostic et plans de redressement des communes) Renforcement des acteurs dans la gestion financière des CT Renforcement de la maîtrise d'ouvrage Appui à la préparation des budgets communaux	

## **Annexe 4 : Questions demandées dans les TdR.**

### **I. Evaluer la performance du projet.**

A partir des constats et des informations disponibles, le consultant devra évaluer la performance du projet à partir des cinq critères préconisés par le CAD de l'OCDE : pertinence, efficacité, efficience, impact, viabilité. Pour chacun de ces critères, des pistes d'évaluation sont préconisées ci-dessous. Il reviendra au consultant de les préciser et de les compléter.

#### **Pertinence :**

Il s'agit de la mesure selon laquelle les objectifs du programme correspondent au mandat du FBSA, aux attentes des bénéficiaires ainsi qu'aux attentes des autorités nationales et locales du pays partenaire. L'évaluation de la pertinence doit prendre en compte les points suivants :

1. Le programme a-t-il répondu aux besoins, problèmes et priorités des bénéficiaires ? La stratégie du programme était-elle appropriée ?
2. Quelle est l'appréciation des populations bénéficiaires du programme ? Qu'est-ce que le programme a amené comme changement dans leur situation d'insécurité alimentaire ?
3. Le programme a-t-il été révisé en tenant compte des recommandations de l'évaluation à mi-parcours et des comités de pilotage ?
4. Les objectifs et résultats atteints ont-ils contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire ?
5. Les partenaires sélectionnés sont-ils appropriés pour la mise en œuvre du programme ?
6. Les activités et résultats atteints ont-ils contribué aux objectifs ?

#### **Efficacité :**

Il s'agit de la mesure du degré de réalisation des objectifs du programme. L'analyse consiste à vérifier si les résultats produits contribuent utilement à atteindre les objectifs qui avaient été fixés. Si un certain nombre d'objectif n'ont pas été atteints les raisons doivent être clairement explicitées dans le rapport. L'évaluation de l'efficacité doit prendre en compte les points suivants :

7. Dans quelle mesure les activités ont-elles contribué à l'atteinte des résultats ?
8. Dans quelle mesure les résultats ont-ils contribué à l'atteinte des objectifs ?
9. Quels ont été les principales raisons de la réalisation ou de la non-réalisation des objectifs/ résultats
10. La stratégie a-t-elle été adaptée pour atteindre les objectifs ?
11. Des effets indésirables ont-ils été traités ? Y a-t-il eu des effets positifs imprévus et quel a été leur impact sur les résultats de l'intervention ?

#### **Efficience :**

Mesure les résultats - quantitatifs ou qualitatifs - obtenus par rapport aux moyens mis en œuvre. Il s'agit d'un terme économique utilisé pour indiquer dans quelle mesure le programme a utilisé des ressources les moins coûteuses possibles pour produire les résultats escomptés. L'évaluation de l'efficience doit prendre en compte les points suivants :

12. Les moyens (ressources humaine et financières) ont-ils été utilisés de manière efficiente et optimale ? Y a-t-il des alternatives afin d'utiliser moins de moyens pour atteindre les mêmes résultats ?
13. Les objectifs ont-ils été atteints dans les délais prévus ?
14. Est-ce que les coûts de coordination ne sont pas trop élevés par rapport à la valeur ajoutée ?
15. Est-ce que la coordination a été efficace pour favoriser une meilleure synergie entre les composantes ? Avait-elle les moyens nécessaires pour ce faire ?
16. Les bénéficiaires ont-ils eu des difficultés pour avoir accès aux activités du programme ?

## **Impact :**

Il s'agit des effets positifs et négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non, induits par l'intervention. Les principaux impacts et effets résultant des activités seront analysés sur base des indicateurs sociaux, économiques, environnementaux et autres indicateurs de développement. L'évaluation devra analyser l'impact de l'intervention sur l'amélioration de la sécurité alimentaire (la disponibilité, l'accessibilité, la qualité et la stabilité) et la réduction de la pauvreté, notamment pour les groupes les plus vulnérables que ce soit d'une manière directe ou indirecte. L'évaluation de l'impact doit prendre en compte les points suivants :

17. Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à l'objectif général (4 piliers de la sécurité alimentaire) ?
18. Quelle est la taille du groupe cible atteint (spécifier en termes de genre) ? Quelle est la proportion de bénéficiaires vulnérables en comparaison du groupe cible total ?
19. Quelle est la plus-value d'un programme multi-acteurs en ce qui concerne l'impact (4 piliers de la sécurité alimentaire) ?
20. Y a-t-il eu des effets positifs/négatifs imprévus sur l'impact ?
21. Est-ce que des effets multiplicateurs ont été constatés ?

## **Durabilité :**

C'est l'analyse des possibilités que les effets positifs se poursuivent lorsque l'aide extérieure aura pris fin. L'évaluation de la durabilité doit prendre en compte les points suivants :

22. Dans quelle mesure les réalisations du programme seront-elles maintenues à l'issue du programme ? Quels sont les facteurs importants qui peuvent influencer cette durabilité ?
23. Y a-t-il suffisamment d'appui et de capacité (à différents niveaux, national, régional, locale, partenaires locaux et groupe cible) pour maintenir les acquis ?
24. Dans quelle mesure la stratégie mise en place par le programme permet l'appropriation par les communautés et par les acteurs nationaux et locaux ?
25. Une continuité sur le plan technique a-t-elle été prévue ?
26. Durabilité financière et économique : Y a-t-il une stratégie d'exit financière/économique ? Les partenaires locaux ont-ils les capacités financières pour maintenir les réalisations ? Les groupes cibles et partenaires locaux sont-ils aptes pour garantir la maintenance ou le remplacement de services/biens et infrastructures ?
27. Dans quelle mesure les acteurs impliqués (autorités, organisations partenaires, groupe cible) ou d'autres bailleurs sont intéressés à reproduire l'approche multi-acteurs ?
28. Quelles sont les actions qui ont été initiées et qui méritent d'être poursuivies pour en assurer la durabilité ?
29. Quels sont les changements constatés au niveau des différents acteurs (autorités, organisations partenaires, organisations de base) ?

## **II. Thèmes transversaux**

### **Genre :**

30. L'intégration du genre dans le planning et la stratégie du programme a-t-elle bénéficié d'une attention suffisante ?
31. Le genre a-t-il été intégré de manière effective dans la mise en œuvre du programme ? Est-ce qu'apparaît de manière visible dans les résultats ?
32. Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à l'amélioration de la position de la femme ?

33. Y a-t-il eu un renforcement de capacité garantissant la continuité de l'attention pour le genre à l'issue du programme ?
34. Quels sont les effets du programme sur les hommes/femmes en termes d'allègement des tâches, accès aux ressources, savoir, pouvoir ? : un changement de relation de genre vers plus d'équité, par exemple accès à la terre ?

### **Environnement :**

35. La thématique de l'environnement a-t-elle bénéficié de suffisamment d'attention dans le planning et la stratégie du programme ?
36. Est-ce que les « bonnes pratiques environnementales » ont été intégrées de manière effective dans la mise en œuvre du programme ? Est-ce que cela apparaît clairement dans les résultats ?
37. Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à l'amélioration de l'environnement ? Le programme a-t-il été menacé par le programme ? Quelles mesures ont été prises à cet effet ?
38. En quoi les stratégies développées par le programme ont permis de renforcer les capacités de résilience des groupes cibles face aux changements climatiques ? Y a-t-il eu des actions de renforcement garantissant la durabilité de ces actions après la fin du programme ?

### **Renforcement des capacités institutionnelles :**

39. Est-ce que le renforcement des capacités institutionnelles a bénéficié de suffisamment d'attention ? Cela apparaît-il clairement dans les résultats ?
40. Quelle est la stratégie d'exit des partenaires pour promouvoir le renforcement des capacités institutionnelles ?

### **III. Synergie et complémentarité :**

41. Y a-t-il des synergies et/ou complémentarités entre les différentes composantes d'une part et les autres intervenants d'autre part ?
42. Quelle a été l'efficacité de ses synergies dans l'atteinte des objectifs et des résultats du programme ?
43. Quelles leçons à tirer dans la pertinence d'une telle approche basée sur l'implication de plusieurs acteurs ?

### **IV. Risques :**

44. Les principaux risques survenus dans les zones du programme ont-ils impacté négativement sa mise en œuvre ?
45. Dans quelle mesure le programme a pu faire face aux risques ?

## **Annexe 5 : Proposition de modification du programme et de la méthodologie de l'évaluation finale du PLIAM.**

A la suite des échanges et discussions avec l'Ambassade de Belgique au Mali ce matin portant sur le contexte sécuritaire en général au Mali et surtout les deux cercles d'intervention du PLIAM Nioro et Nara concernés par l'évaluation finale du PLIAM nous proposons le programme suivant :

1. Sur recommandation de sources sécuritaires (MINUSMA), M. Aart van der HEIDE le consultant international n'effectuera plus le déplacement à Nioro du Sahel pour des raisons de sécurité (surtout le voyage par véhicule de Bamako à Nioro du Sahel) ;
2. M. Michel Diawara le consultant national ira seul à Nioro du Sahel avec le véhicule du CEPROCIDÉ selon ce qu'a été convenu entre lui et AFC ; Demande à l'AFC de confirmer par écrit ce qui a été convenu.
3. L'étape de Nara que M. Michel Diawara devait faire seul a été annulée aussi suite aux échanges téléphoniques entre l'ambassade de la Belgique et le chef militaire de la MINUSMA ;
4. Ainsi dans le nouveau planning, M. Michel Diawara partira le 12 de Mai 2017 par véhicule à Nioro du Sahel où il séjournera jusqu'à 20 de Mai 2017.
5. Il élaborera le programme de visites conjointement avec le coordinateur du PLIAM M. Fidèle Dara sur place ;
6. Le chef militaire de la MINUSMA avise l'équipe de se rendre à Nioro du Sahel seulement dans les communes proches du chef-lieu. L'équipe d'évaluation propose de faire l'évaluation dans au moins 3 communes des communes cibles du PLIAM. Le critère de sélection sera la proximité de ces communes du chef-lieu. La sélection des villages dans chacune des communes sera faite de manière aléatoire ;
7. Sur la base des données statistiques produites par la coordination M. Michel Diawara contrôlera d'abord auprès de la population la validité de ces chiffres d'une manière la plus objective ;
8. Ensuite M. Michel Diawara cherchera à avoir auprès de la population bénéficiaire leurs avis sur le programme (impacts, limites, les points d'amélioration) et la collaboration des différents partenaires ;
9. Il utilisera un questionnaire – structuré autour 45 questions sur les différentes thématiques formulées dans les TdR – comme guide de base ;
10. Il veillera aussi à contrôler surtout si le concept « approche ménage » a été respecté faisant partie des questions sur le genre et le développement ;

11. M. Aart van der HEIDE restera à Bamako où il se concentrera surtout sur les questions institutionnelles. Il rencontrera aussi un nombre des bailleurs de fond intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire entre autres : DUE, USAID, Coopération Suisse, Coopération Néerlandaise, CTB, ACDI (Coopération Canada) etc. et aussi des spécialistes en la matière comme a été proposée par le chef de poste d'organiser une rencontre avec le professeur SOW Directeur de l'Institut des Sciences Humaines du Mali;
12. M. Aart van der HEIDE travaillera également avec le chef de suivi et évaluation du PLIAM auprès du FAO M. Haidara pour la vérification des données statistiques disponibles ;
13. Il rencontrera encore le partenaire PROTOS et WSM\_Kondo.
14. Il participera également comme observateur à l'atelier Bilan du PLIAM le 17 m sur invitation de l'ambassade de la Belgique ;
15. On propose de ne pas changer le programme comme a été établi dans l'appel d'offre.

## Annexe 6 : Programme de mission et personnes rencontrées.

<b>Mission programme conjoint a Bamako TL et TM.</b>			
Jour et date	organisation	personnes	observation
Jeudi 4/5/17	1. Ambassade du Mali 2. Briefing DGD Brussel	1. Sekou Gaoussa CISSE - Ambassadeur 2. Luc RISCH Directeur aj. Dir. Geogr. Gülseher CINAL, gestionnaire dossier FBSA Kerstin HUCK AFC project officer	
Vendredi 5/5/17	Vol AF à Bamako		
Samedi 6/5/17	3. Briefing FAO	3. Jean Pierre RENSON – Adjoint Représentant Gabriel HATEGEKIMANA – point focal évaluation Modibo TOURE – assistant de la Représentante Fidèle DARA – coordinateur PLIAM à Nioro	Briefing et information
Lundi 8/5/17	4. Ambassade de la Belgique  5. DGCT	4. Myriam BACQUELAINE, Cheffe de Poste Frederic CEUPPENS, Premier Secrétaire Marie-Goretti NTAHOMBAYE, Attache Coopération 5. Abderrahmane CISSE – DG Marc DABOU, DGA Safiatou DIARRA CISSE – UNCDF-ACL Boubacar Sissoko SDFL Aly ISSA - SDFL	Briefing  information
Mardi 9/5.17	6. VSF-B/ICD  7. WSM-UTM 8. CSA	6. Gilles VIAS FRANCK – Directeur Moussa MALLE, ICD suivi et évaluation Brahima GOITA, ICD, chargé chaine de valeur 7. Issa SISSOUMA. Directeur 8. Oumar Ibrahim TOURE, Ministre Commissaire Yaya GUINDO, chargé du PLIAM	Information  Information information
Mercredi 10/5/17	9. Croix Rouge Belge  10. UNDSS 11. SOS Faim/CAEB  12. CNSC/SUN 13. Croix Rouge Suisse 14. Croix Rouge Mali	9. Felix de MARLIAVE - Représentant Eugene B. SOMBA – AT 10. Briefing sécuritaire 11. Safiatou MALET COULIBALY, Représentante Gahoussou TRAORE, SG CAEB 12. Boureima Allaye TOURE – président et Rep. SUN 13. Aly BARRY – représentant 14. Abdoulaye BORE, SAN	Information  Briefing Information  Information Information information
Jeudi 11/5/17	15. Ambassade de la Belgique	15. Marie-Goretti NTAHOMBAYE	modification
<b>Programme de mission TL Aart van der Heide à Bamako.</b>			
Vendredi 12/5/17	16. Départ MD à Nioro 17. FAO - suivi/évaluation 18. FAO – point focal	16. AvdHeide ne part plus pour des raisons de sécurité! 17. Abdel Kader HAIDARA 18. Gabriel HATEGEKIMANA	Travail information
Samedi 13/5/17	home		
Lundi 15/5/17	19. FAO point focal 20. FAO – suivi/évaluation	19. Gabriel HATEGEKIMANA 20. 19. Abdel Kader HAIDARA	Information travail
Mardi 16/5/17	21. WSM/Kondo  22. PROTOS	21. Mahamadou SINAYOKO – DG Niélékoro DIAKITE KONATE – directrice Operations Almamy COULIBALY – coordinateur de terrain Nioro 22. Fabrizio de GEORGIO FERRARI TRECARDE – Représentant Adama DIALLO – coordinateur à Nioro	Information  information
Mercredi 17/5/17	23. Atelier PLIAM	23. CSA, partenaires et représentants etc.	observateur
Jeudi 18/5/17	24. Institut Sciences Humaines	24. Prof. Moussa SOW, Directeur Général et de Recherche	information
Vendredi 19/5/17	25. Coopération Technique Belge 26. OMAES/SUN	25. Bart UYTENDAELE, Représentant Résident CTB 26. Boreima Allaye TOURE	Information information
Samedi 20/5/17	27. Plateforme Nutrition	27. Claude CHIGANGU	information
Dimanche 21/5/17	28. VSF-B	28. Giles VIAS FRANCK	information

Programme de mission TM Michel Diawara à Nioro du Sahel.			
Jour et Dates	Organisation	Personnes Rencontrées	Observations
Vendredi 12/5/17	29. Départ à Nioro 30. Fidèle DARAI	29. Michel DIAWARA Annulation voyage Aart van de Heide plus pour des raisons de sécurité! 30. Séance de travail avec Fidèle DARA	Travail Information Planning visite
Samedi 13/5/17	31. Rencontre avec les partenaires locaux	31. Cheick Sidiya KOUYATE Coordinateur CAEB/SOS FAIM, Adama DIALLO Coordinateur PROTOS, Abdoulaye Aziz MARIKO Chef Projet UTM/WSM, Almamy COULIBALY Chef projet Kondo/WSM, Bacary COULIBALY Animateur ICD/VSEB, Oumar Ousmane BAH Comptable CRM/CRB, Mme MAIGA Haouat COULIBALY	Travail Information
Lundi 15/5/17	32. Visite de courtoisie Préfecture 33. Visite de Courtoisie Mairie 34. Visite de courtoisie Conseil de Cercle 35. Syndicat des Collectivités Territoriales Nationales (SYCOTEN) Nioro, 36. CAFO Nioro,	32. Sékou Amadou DENON Préfet de Nioro, Soumaïla KONE Adjoint au Préfet de Nioro, 33. Ibrahima MACALOU Secrétaire Général de la Mairie de Nioro 34. Moussa CAMARA, Président du Conseil de Cercle 35. Kalilou DIAKITE, Ancien Maire commune urbaine de Nioro 36. Mme Hiry MAGUIRAGA, Présidente Locale CAFO Nioro	Information Information Information Interview Interview
Mardi 16/5/17	37. Chambre Locale Agriculture Nioro. 38. Service Local des Producteurs et des Industries Animales (SLPIA) de Nioro, 39. Hydraulique Nioro, 40. Conseil National Société Civil Nioro	37. Amadou MAGUIRAGA, Président Délégation Locale de la Chambre d'Agriculture Nioro 38. Kalifa DANSOKO, Chef SLPIA Nioro Abdoulaye DIALLO, Chef UAPIA Nioro Nianzé BENGALY, Agent SLP 39. Boucary COULIBALY, Chef service local de l'hydraulique Nioro 40. Bouna BATHILY, Président Conseil National de la société Civile Nioro	Interview Interview Interview Interview
Mercredi 17/5/17	41. Visite village Madonga 42. Visite Nioro Urbain 43. Commune Nioro Tougouné Rangabé	41. Réalisations PROTOS : Château d'eau MADONGA 42. Marché à bétail Nioro UNDCF 43. Aliou TOURE, Maire, Hamath DIOP 1 <sup>er</sup> Adjoint Maire, Sara GUEYE, Conseillère, Alpha DIALLO, Conseiller, Moussa FOFANGA, Secrétaire Général Mairie	Observation Information, Séance de travail
Jeudi 18/5/17	44. Commune de Yérééré 45. Organisation Périmètre Maraicher (OPM) SABOUCIRE de Yérééré 46. Visite site du PM SABOUCIRE	44. Moussa DEMBELE 1 <sup>er</sup> Adjoint Maire, Django DIALLO 2 <sup>ème</sup> Adjointe Maire, Kouméra BAYA 3 <sup>ème</sup> Adjoint Maire 45. Mama DIAWARA, Présidente ; Django DIALLO Vice présidente, Koudjey DANSIRA Secrétaire administrative 46. Jardin clôturé nom : SABOUCIRE	Information Séance de travail Information, séance de travail avec bénéficiaires Observation
Vendredi 19/5/17	47. Commune Nioro Tougouné Rangabé	47. Visite OPM village de Tintiba, site du jardin	Information Focus group avec groupement de femmes bénéficiaires
Samedi 20/5/17	48. Commune urbaine Nioro	48. Village Madonga, comité de gestion château : Mamadou dit Baboye SOW, Président, <b>Aïssata SOW, Vice présidente, Mariam SALL</b> , Amadou N'DONGO, Moussa	Information Focus Group avec le comité

	49. Commune de Yérééré	DIALLO, <b>Hawoli DIALLO</b> , Hamed Lamine DIALLO, Ali SOW <b>Kadiatou BAH</b> , Aliou BAH, <b>Kadiatou N'DIAYE</b> 49. Visite Village Nomo, rencontre comité des bénéficiaires Chèvres : Modibo DIAWARA, Organisateur, Babodi KAMISSOKO bénéficiaire, Malado DIAWARA, bénéficiaire, Ramata DIAWARA, bénéficiaire, Kadiatou COULIBALY, bénéficiaire	de gestion  Information, séance de travail
Dimanche 21/5/17	50. Mairie urbaine Nioro 51. Expert Génie Civile/rurale UNCDF/ACL/Nioro Retour à BAMAKO	50. Ibrahima MACALOU Secrétaire Général de la Mairie 51. Gaoussou DEMBELE	Interview Interview Fin Mission de terrain
<b>Mission programme TL et TM à Bamako.</b>			
Lundi 22/5/17	51. CSA  52. FAO	51. Mme. DICKO Bassa DIANE, Commissaire adjointe Kassim SIDIBE, ancien fonctionnaire CSA 52. Jean Pierre RENSON, représentant adjoint ; Modibo TOURE, assistant du représentant ;	information
Mardi 23/5/17	53. Agence Malien de Bio Carburant	52. Hamata Ag Hantafaye, directeur Yafong BERTHE, projet jatropa PNUD	information
Mercredi 24/5/17	53. CSA 54. FAO	53. Kassim Sidibe, ancien fonctionnaire du CSA 54. Abdel Kader HAIDARA, chargé suivi et évaluation PLIAM. Modibo TOURE, assistant du représentant.	information
Jeudi 25/5/17	55. Journée d'Afrique	56. Fidele DARA, coordinateur PLIAM FAO Fatouma Djama SEID, Représentante FAO au Mali	information
Vendredi 26/5/17	57. Ambassade de Belgique	57. restitution CSA, partenaires, ambassade de Belgique	
Samedi 27/5/17	58. Départ Aart van der Heide	58.	
Mercredi 8/6/17	59. Restitution DGD Brussel	59. DGD, partenaires Belges etc.	

## **Annexe 7 : Rapport Restitution de Briefing Ambassade de Belgique au Mali (26 de May 2017).**

Le 26/5/2017 s'est tenu dans la salle de réunion de l'Ambassade de Belgique au Mali une réunion qui a regroupé les différents acteurs du programme de lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali (PLIAM).

L'objet de cette réunion est de donner l'occasion aux évaluateurs de faire une restitution de leur mission dans le cadre de l'évaluation finale du PLIAM. A titre de rappel, une mission d'évaluation conduite par Mr Aart van de Heide assisté de Mr Michel DIAWARA s'est déroulée du 6 mai au mai à Bamako et à Nioro.

Après le mot de bienvenu de Dr Myriam BACQUELAINE, Cheffe de Poste de l'Ambassade, le briefing a commencé par une présentation brève présentation des différents participants (cf. liste de présence des participants).

Cette présentation a été suivi par l'intervention du consultant international qui dans un premier temps à présenter l'équipe d'évaluation et à ensuite donner des informations sur le déroulement de la mission. Initialement répartie entre trois semaines dont la première à Bamako et les deux autres entre les deux cercles zone d'intervention du programme, cette mission a connu une modification. Il a informé les participant que suite aux récentes menaces qui prévalent dans ces deux cercles, la visité au briefing de sécurité UN et surtout les échanges avec le bureau de la MINUSMA une modification du programme a été adoptée d'un commun accord avec l'Ambassade. C'est ainsi que le voyage du consultant sur le terrain a été annulé. Le consultant national a été autorisé à se rendre uniquement dans le cercle de Nioro précisément dans la commune urbaine de Nioro et les communes proches de Nioro. L'étape de Nara a été annulée.

Le briefing structuré en deux phase s'est poursuivi dans un premier temps par un exposée liminaire fait par Mr Aart, le consultant international. Il s'est surtout servi de l'aide mémoire produit par les consultants la veille dont copie a été mis à la disposition de tous les participants. A la fin de son exposé il a mis l'accent sur deux questions fondamentales à savoir les impacts du programme et surtout son caractère innovant.

Dans l'ensemble il augure que les impacts du programme son globalement positifs même s'il admet qu'il existe quelques observations.

L'opportunité a également été donné au consultant national d'apporté ses contributions suite à la mission qu'il a effectué dans le cercle de Nioro. Dans son intervention, le consultant national s'est dit être séduit par les réalisations des partenaires sur le terrain. Il a surtout été impressionné par l'engouement et l'engagement des bénéficiaires à traves les femmes qui sous le soleil ardent travaillent dans les périmètres maraîchers. L'organisation faite autour de la gestion des réalisations à travers les comités de gestion mis en place par les différentes composantes.

Il n'a pas manqué de parler des efforts accomplis par les différents acteurs locaux reconnus par les bénéficiaires, c'est dans ce cadre qu'il a adressé un remerciement aux différents participants parties prenantes de cet satisfecit du PLIAM.

Cependant, il a attiré l'attention des uns et autres sur quelques aspects qui peuvent être considérés comme des points d'insatisfaction des bénéficiaires entre autre la réalisation de jardin sans point

d'eau uniquement entouré de grillage et surtout la non réalisation du micro-barrage du village de Yérééré chef lieu de la commune de Yérééré. Sur ce dernier point des explications ont été données surtout relatives aux coûts très élevés de l'ouvrage ce qui a nécessité la réorientation des fonds dudit projet vers l'école et la construction d'un CSCOM.

Après ces deux interventions la parole a été donnée aux participants pour recueillir leurs réactions. Dans cette phase il y a eu plutôt des contributions à par quelques questions de clarification entre autre :

Le caractère pilote du programme de lutte contre l'insécurité alimentaire, il a été demandé au consultant international de recadré cet aspect dans le rapport d'évaluation et se référer à la note de cadrage et s'en tenir au contenu pilote du PLIAM.

La gouvernance évoquée par les consultants dans l'aide mémoire a attirée l'attention de certains participants qui ont demandé des éclaircissements à cet effet.

Le souhait des participants a été de tenir compte des thèmes transversaux : genre, environnement et aussi la synergie que le PLIAM a développée entre les différents intervenants sur le programme.

Compte tenu du facteur temps, Mr Frédéric CEUPPENS, Premier Secrétaire de l'Ambassade a demandé aux différents participants de faire parvenir leurs contributions après de Marie afin qu'elles les mettent à la disposition des consultants.

26/05/17

NOM & PRENOMS	LISTE DE PRESENCE:	RESTITUTION AMBASSADE DE BELGIQUE	
	STRUCTURE	CONTACTS	EMARQUEMENT
Eugène SOMDA	CR Belgique	66405429	
Félix de MARLIAE	CR de Belgique	77.64.06.88	
Moussa MAUE	ICD	66737208	
Nahamadou Thelipity	CAEB.	76435794	
DE GEORGIO FERRARI TROIANE, FABRIZI	PROFOS	20293035	
DIALLO Amadou Modou	JCO-VSF/B	76015208	
Gille VITOZ ILIYNCK	VSF-B	70.21.3083	
DARA Fidele	ESA-FAO.	76010510,	
Brakima Goita	VSF-B	71332134	
CEUPPENS Fidèle	Ambassade BE		
Ousmane BATTI	ONU femmes	75389474/66791648	
Mani-Gorette NTAHOMBAYE	Ambass. Belgique	78798721	
Madibo Toure	FAO	66937676	
yaya GUINDO	CSA	76020500	
Ipa SiBeruine	UTN/WSM	66751650	
Abdoulaye Aziz Daniko	UTN/WSM	66785230	
Mme Baiga Hassenatiana Coulibaly	ACL/UNCDF	66336236	
TATA Maman Laminou	CTB	93079496	
SINAYOKO MAHAMADOU	Komda Jipima/WSM	66.82.00.27	
BARQUELAINE MYRIAM	AMB. BELGIQUE		

## Annexe 8 : Indicateurs

1. Niveau de malnutrition Chronique chez les enfants de - 5 ans au sein de la communauté
2. Niveau de malnutrition chez les enfants de - 5 ans et aigue au sein de la communauté est réduit
3. Insuffisance pondérale
4. Score de consommation alimentaire
5. Score de diversité alimentaire
6. Niveau d'insécurité alimentaire au sein des ménages
7. Rendement des champs des agro volontaires (150 personnes) travaillant avec de la fumure organique – Sorgho
8. Rendement agricole (kg/ha) des producteurs encadrés (Mil)
9. % des sessions de formation/sensibilisation auxquelles les ST ont participé
10. Nombre de services techniques impliqués dans la réalisation des activités (agriculture, eaux et forêts, protection des végétaux, développement social)
11. Nombre d'OP ayant recours aux services techniques
12. % de produits sevrés par an et par femelle reproductrice
13. % vulnérables capables de prendre totalement en charge les services à la production (santé animale, alimentation, formation, crédit, ...)
14. % éleveurs qui traitent le lait en saison sèche sans affaiblir les animaux traités
15. % CVPP ouverts, tenus par un vétérinaire privé mandataire, rendant des services aux éleveurs dont Recettes> Dépenses
16. % BAB ayant augmenté et ou disposant en permanence des fonds de roulement initiaux octroyés qu'elles gèrent de façon autonome
17. Pourcentage de femmes maintenant un noyau reproducteur minimum supérieur ou égal au noyau reçu grâce aux appuis mis en place (santé, production, AGR)
18. Taux d'exploitation (consommation, vente, sortie volontaire hors mortalité naturelle...) des PR élevés par les bénéficiaires
19. Pourcentage de bénéficiaires ayant adopté des innovations initiées dans le cadre du projet (construction d'habitat amélioré, application de plans de prophylaxie, alimentation, la gestion du cheptel)
20. Nombre de cadres de concertation se réunissant régulièrement et assurant de façon autonome la prévention et la gestion non violente des conflits liés à l'exploitation de l'espace pastoral
21. Pourcentage d'espaces pastoraux restaurés et/ou sécurisés exploités sans conflits ni contestation (arrachage des balises, non-respect des mises en défens...)
22. Pourcentage des espaces restaurés dont l'état est jugé satisfaisant et stable
23. % de petits producteurs (h/f) bénéficiaires de micro crédit pour intrants (semences améliorées, produits phytosanitaires et vétérinaires, fumure)
24. % de petits producteurs (h/f) qui utilisent les semences améliorées
25. Nombre de groupements d'approvisionnement en intrants/ banques d'aliments d'élevage fonctionnels
26. % de femmes dans les organes de gestion des structures d'approvisionnement en intrants/ banques d'aliments d'élevage
27. Nombre de banques de céréales appuyées fonctionnelles (organes, outils de gestion, plan d'affaires) et nombre de bénéficiaires (h/f)
28. Degré de participation de femmes dans les organes de gestion des banques de céréales

29. Degré d'organisation et structuration (mise en réseau) des Banques de céréales dans chaque Commune
30. Nombre OP fonctionnelles
31. % de femmes à des postes clés (présidence, trésorier, vice-présidence) au sein des OPC
32. Nombre OPM disposant d'un titre de propriété
33. Nombre de filières porteuses identifiées et soutenues
34. Taux de remboursement des prêts avec maintien ou augmentation du fonds de garantie initial
35. Cadres de concertation tenus par les acteurs des filières appuyée par le projet
36. Pourcentage d'unités dont les recettes couvrent les charges
37. Pourcentage de centres de transformation dont les quantités transformées augmente régulièrement
38. % d'organisations de petits producteurs appuyées (dont au moins 60% de femmes) ayant développé de stratégies commerciales fonctionnelles et outils de gestion (plan de développement, plan d'affaires)
39. Nombre d'unités de transformation agricole fonctionnelles
40. Nombre de bénéficiaires (% h/f) de Tout Petit crédits
41. Taux de remboursement
42. Evolution de la part de l'épargne dans le volume de micro crédits
43. % d'enfants de 6 à 24 mois qui reçoivent une alimentation complémentaire équilibrée
44. % de mères pratiquant l'AME jusqu'à 6 mois
45. % de femmes enceintes effectuant la CPN durant la grossesse
46. % d'enfants de moins de 5 ans qui dorment sous moustiquaires imprégnées dans la zone d'intervention
47. % de mères qui pratiquent correctement les consignes de lavage des mains, dans la zone d'intervention
48. % de mères qui pratiquent la thérapie de réhydratation orale (SRO) et l'alimentation continue en cas de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans
49. Taux des MAS pris en charge dans les CSCOM qui ont été détectés et référés par le réseau communautaire
50. Taux de guérison par an pour les MAM pris en charge (CsCOM)
51. Taux d'abandon par an pour les MAM pris en charge CSCOM
52. Taux de décès pour les MAM pris en charge CSCOM
53. 0% de CVS fonctionnels dans la zone de couverture du programme
54. % des enquêtes SAP qui auront intégré les indicateurs nutritionnels
55. Nombre de personnes impactées par les séances d'éducation sur l'hygiène, la santé et l'éducation nutritionnelle
56. Nombre de mutuelles de santé fonctionnelles (organes fonctionnels, offre de services, prises en charge)
57. Nombre d'adhérents/bénéficiaires (h/f) aux mutuelles de santé fonctionnelles
58. Nombre de personnes par point d'eau moderne (PEM) fonctionnel pour les villages et les communes d'intervention
59. Taux d'organes de gestion qui recouvrent les fonds stipulés et payent les couts récurrents
60. Taux d'organes de gestion qui recouvrent les fonds stipulés et payent les couts récurrents
61. Durée moyenne avant qu'une PEM en panne est réparée

62. Nombre des communes qui ont une commission Eau et Assainissement fonctionnelle dont les frais de fonctionnement sont inscrits dans le budget communal
63. Taux des élèves qui se lavent les mains à la sortie des latrines à l'école
64. "Taux de ménages/vulnérables qui continuent à utiliser l'eau des sources non-potables
65. Taux de ménages ayant un dispositif d'assainissement améliorés (puisard, latrine)
66. Nombre des communes qui appliquent les concepts et outils développés et testés
67. Nombre de conventions locales de gestion signés et respectés
68. Nombre de documents de capitalisation publiés et diffusés
69. Nombre d'expériences et leçons présentées dans les fora et ateliers au niveau régional/national
70. Nombre de CT incorporant les techniques agro-écologiques dans les PDSEC
71. Nombre de points focaux en agro écologie opérationnels
72. Un dispositif institutionnel et un mécanisme de renforcement des capacités des ressources humaines des CTs dédiés à la SA&N sont opérationnels
73. Un PDESC intégrant et priorisant des interventions spécifiques à la SA&N est adopté, mis en œuvre et suivi par le biais des dispositifs institutionnels préalablement mis en place dans chaque commune
74. La moyenne du taux de recouvrement des ressources propres de chacune des 27 communes supportées augmente d'un minimum de 10%
75. La moyenne du taux d'augmentation des ressources de financement externe mobilisés pour chacune des 27 communes supportées est au minimum doublée. (sans la subvention du FSA)
76. La moyenne des délais des transferts financiers dans chacune des 27 communes supportées ne dépasse pas 3 mois
77. La moyenne des délais de réalisation des investissements dans chacune des 27 communes supportées ne dépasse pas 6 mois
78. Aucun investissement structurant contribuant directement à l'amélioration de la SA&N, dans les 4 piliers, sont validés, mis en œuvre et suivis dans la zone d'intervention
79. Aucune personne vulnérable bénéficiant directement des investissements structurants validés, mis en œuvre et suivi dans la zone d'intervention
80. Aucun dispositif de capitalisation et partage codifiant les connaissances
81. Aucune bonne pratique en matière de prise en charge de la SA&N au niveau local capitalisée

Annexe 9 : Cadre des résultats PLIAM

Impact : La sécurité alimentaire et nutritionnelle de populations vulnérables du Mali est améliorée				
Indicateurs	Baseline 2012	Objectif global	Niveau de réalisation (2016-2017)	Source d'information/méthode de collecte
Niveau de malnutrition Chronique chez les enfants de moins de 5 ans au sein de la communauté	Nara : 33,30% Nioro : 34,30%	< 20%	Nara : 30,3% Nioro : 18,7%	- Enquête couplée SMART-CAP (Connaissances Aptitudes et Pratiques) dans 07 communes des cercles de Nioro du sahel et de Nara- Mars 2017 - Questionnaire Anthropométrique (enfants de moins de 5 ans) - Questionnaire femmes - Questionnaire sur l'allaitement maternel et alimentation de complément chez les enfants de 0 à 23 mois <i>Croix Rouge de Belgique</i>
Niveau de malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans au sein de la communauté est réduit	Nara : 18% Nioro : 17,40%	< 8%	Nara : 16,6% Nioro : 9%	- Enquête couplée SMART-CAP (Connaissances Aptitudes et Pratiques) dans 07 communes des cercles de Nioro du sahel et de Nara-Mars 2017 - Questionnaire Anthropométrique (enfants de moins de 5 ans) - Questionnaire femmes - Questionnaire sur l'allaitement maternel et alimentation de complément chez les enfants de 0 à 23 mois <i>Croix Rouge de Belgique</i>
Insuffisance pondérale	Nara : 31,6% Nioro : 32,3%	Insuffisance pondérale < 15%	Nara : 29,9% Nioro : 13,3%	- Enquête couplée SMART-CAP (Connaissances Aptitudes et Pratiques) dans 07 communes des cercles de Nioro du sahel et de Nara-Mars 2017 - Questionnaire Anthropométrique (enfants de moins de 5 ans) - Questionnaire femmes - Questionnaire sur l'allaitement maternel et alimentation de complément chez les enfants de 0 à 23 mois <i>Croix Rouge de Belgique</i>

Résultat 1.1. : Les capacités de production et de stockage (productions végétales et animales traditionnelles) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement

Indicateurs	Baseline (2012)	Objectif global	Niveau de réalisation (2016-2017)	Source d'information/méthode de collecte
Rendement des champs des agro volontaires travaillant avec de la fumure organique (Sorgho)	750 kg/ha	825 kg/ha	Nara : 734 Kg/ha Nioro : 1117 kg/ha	Rapports activités <i>CAEB</i>
Rendement agricole des producteurs encadrés (Mil)	720 kg/ha	900 kg/ha	Nara : 850 kg/ha Nioro :-	Rapports activités <i>CAEB</i>
% de produits sevrés par an et par femelle reproductrice	71%	100%	Nara : 70% Nioro : 80%	Suivi zootechnique - Carnet de l'éleveur - Echantillon 30% des BD <i>ICD</i>
% vulnérables capables de prendre totalement en charge les services à la production (santé animale, alimentation, formation, crédit, ...)	13%	80%	Nara : 61% Nioro : 75%	Enquêtes individuelles - Fiche d'enquête - 100% des vulnérables ciblés <i>ICD</i>
% éleveurs qui traitent le lait en saison sèche sans affaiblir les animaux traitent	6%	20%	Nara : 51% Nioro : 57%	- Suivi zootechnique rapproché participatif réalisé auprès d'un échantillon de 30% des BD - Fiche de collecte de données au niveau des élevages suivis <i>ICD</i>
% CVPP ouverts, tenus par un vétérinaire privé mandataire, rendant des services aux éleveurs dont Recettes> Dépenses	0	80%	Nara : 100% Nioro : 100%	Suivi CVPP - Compte de résultat
% BAB ayant augmenté et ou disposant en permanence des fonds de roulement initiaux octroyés qu'elles gèrent de façon autonome	0	70%	Nara : 100% Nioro : 100%	- Suivi rapproché participatif des BAB <i>ICD</i>
Pourcentage de femmes maintenant un noyau reproducteur minimum supérieur ou égal au noyau reçu grâce aux appuis mis en place (santé, production, AGR)	0	70%	Nara : 89% Nioro : 87%	Recensement du cheptel de 100% des bénéficiaires <i>ICD</i>
Taux d'exploitation (consommation, vente, sortie volontaire hors mortalité naturelle...) des PR élevés par les bénéficiaires	3	16%	Nara : 9% Nioro : 18%	Suivi zootechnique rapproché participatif réalisé auprès de 30% bénéficiaires <i>ICD</i>
Pourcentage de bénéficiaires ayant adopté des innovations initiées dans le cadre du projet (construction d'habitat amélioré, application de plans de prophylaxie, alimentation, la gestion du cheptel)	0	80%	Nara : 58% Nioro : 65%	Fiche d'enquête individuelle 30% bénéficiaires <i>ICD</i>

**Résultat 1.1. : Les capacités de production et de stockage (productions végétales et animales traditionnelles) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement**

Indicateurs	Baseline (2012)	Objectif global	Niveau de réalisation (2016-2017)	Source d'information/méthode de collecte
Nombre de cadres de concertation se réunissant régulièrement et assurant de façon autonome la prévention et la gestion non violente des conflits liés à l'exploitation de l'espace pastoral	0	2	Nara : 1 Nioro : 3	Liste des participants - PV de réunion  <i>ICD</i>
Pourcentage d'espaces pastoraux restaurés et/ou sécurisés exploités sans conflits ni contestation (arrachage des balises, non-respect des mises en défens...)	0	80%	Nara : 100% Nioro : 100%	PV de réunion Cadres de concertation  <i>ICD</i>
Pourcentage des espaces restaurés dont l'état est jugé satisfaisant et stable	0	80%	Nara : - Nioro : 47,2%	- Avis d'expert - Suivi des espaces restaurés  <i>ICD</i>
% de petits producteurs (h/f) bénéficiaires de micro crédit pour intrants (semences améliorées, produits phytosanitaires et vétérinaires, fumure)	<13,7% à Nioro et 86,1% à Nara)	> 17% à Nara > 91% à Nioro	Nara : 13,5% Nioro : 33,7%	- Rapports et outils de suivi <i>Kondo Jigima</i>
% de petits producteurs (h/f) qui utilisent les semences améliorées	9,5% à Nioro et 75,7% à Nara	100% à Nara 100% à Nioro	Nara : 100% Nioro : 100%	- Rapports et outils de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Nombre de groupements d'approvisionnement en intrants/ banques d'aliments d'élevage fonctionnels	0	10	Nara : 4 Nioro : 5	- Rapports et outils de suivi <i>Kondo Jigima</i>
% de femmes dans les organes de gestion des structures d'approvisionnement en intrants/ banques d'aliments d'élevage	0%	10%	Nara : 10% Nioro : 12%	- Rapports et outils de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Nombre de banques de céréales appuyées fonctionnelles (organes, outils de gestion, plan d'affaires) et nombre de bénéficiaires (h/f)	Nara : 4 Nioro : 4	ND	Nara : 55 Nioro : 21	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Degré de participation de femmes dans les organes de gestion des banques de céréales	Nara : 1% Nioro : 1%	15	Nara : 2,22% Nioro : 5%	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Degré d'organisation et structuration (mise en réseau) des Banques de céréales dans chaque Commune	1 fédération et 1 Union à (Nara)	Nara : 1 Fédération et 9 Unions des BC Nioro : 5 Unions des BC à Nioro	Nara : 10 Nioro : 5	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>

Résultat 1.2. : Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré (productions végétales et animales)				
Indicateurs	Baseline (2012)	Objectif global	Niveau de réalisation (2016-2017)	Source d'information/méthode de collecte
Nombre OP fonctionnelles	Nara : 23 Nioro : 60	204	Nara : 70 Nioro : 58	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
% de femmes à des postes clés (présidence, trésorier, vice-présidence) au sein des OPC	Nara : 13,46% Nioro : 8,75%	15%	Nara : 12,73% Nioro : 14,63%	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Nombre OPM disposant d'un titre de propriété	0	10	Nara : 07 Nioro : 10	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Nombre de filières porteuses identifiées et soutenues	ND	3	Nara : 3 Nioro : 3	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Taux de remboursement des prêts avec maintien ou augmentation du fonds de garantie initial	0	95%	Nara : - Nioro : 100%	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Cadres de concertation tenus par les acteurs des filières appuyée par le projet	0	2	Nara : - Nioro : 1	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Pourcentage d'unités dont les recettes couvrent les charges	0	80%	Nara : - Nioro : 100%	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Pourcentage de centres de transformation dont les quantités transformées augmente régulièrement	0	50%	Nara : - Nioro : 100%	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
% d'organisations de petits producteurs appuyées (dont au moins 60% de femmes) ayant développé de stratégies commerciales fonctionnelles et outils de gestion (plan de développement, plan d'affaires)	< 10%	20%	Nara : 17% Nioro : 32%	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Nombre d'unités de transformation agricole fonctionnelles	0	4	Nara : 01 Nioro : 07	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Nombre de bénéficiaires (% h/f) de Tout Petit crédits	Nara : 2,5% des ménages Nioro : 11,9% des ménages	12000	Nara : 1 145 Nioro : 4049	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Taux de remboursement	95%	100%	Nara : 100% Nioro : 100%	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>
Evolution de la part de l'épargne dans le volume de micro crédits	< 2%	10%	Nara : 12% Nioro : 18%	Rapports de suivi <i>Kondo Jigima</i>

Résultat 2.1. L'accès à une alimentation équilibrée et aux services sociocommunautaires de base (autre que l'eau potable) est amélioré durablement pour tous				
Indicateurs	Baseline (2012)	Objectif global	Niveau de réalisation (2016-2017)	Source d'information/méthode de collecte
% d'enfants de 6 à 24 mois qui reçoivent une alimentation complémentaire équilibrée	9%	12%	Nara : 50% Nioro : 38,5%	Enquêtes SMART/ enquêtes CAP <i>Croix rouge de Belgique</i>
% de mères pratiquant l'AME jusqu'à 6 mois	31,7%	50,0%	Nara : 36,5% Nioro : 42,3%	Enquêtes SMART/ enquêtes CAP
% de femmes enceintes effectuant la CPN durant la grossesse	26,80%	60%	Nara : 69% Nioro : 86%	Collecte périodique de routine sur la base du carnet, échantillon aléatoire des femmes enceintes au cours des séances de sensibilisation <i>Croix rouge de Belgique</i>
% d'enfants de moins de 5 ans qui dorment sous moustiquaires imprégnées dans la zone d'intervention	94,85%	Nara : 54,4% Nioro : 52,3%	Nara : 83,7% Nioro : 66,2%	Enquêtes SMART/ enquêtes CAP <i>Croix rouge de Belgique</i>
% de mères qui pratiquent correctement les consignes de lavage des mains, dans la zone d'intervention	17,50%	50%	Nara : 75% Nioro : 80%	Observation , VAD et questionnaire <i>Croix rouge de Belgique</i>
% de mères qui pratiquent la thérapie de réhydratation orale (SRO) et l'alimentation continue en cas de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	4,50%	40%	Nara : 80,5% Nioro : 88,4%	Questionnaire des mamans d'enfants de moins de 5 ans parmi les femmes qui participent aux séances de sensibilisation <i>Croix rouge de Belgique</i>
Taux des MAS pris en charge dans les CSCOM qui ont été détectés et référés par le réseau communautaire	0%	≥60%	Nara : - Nioro : 87,04%	Collecte de routine <i>Croix rouge de Belgique</i>
Taux de guérison par an pour les MAM pris en charge (CsCOM)	<50%	>70%	Nara : - Nioro : 97,01%	Collecte de routine <i>Croix rouge de Belgique</i>
Taux d'abandon par an pour les MAM pris en charge CSCOM	>15%	≤ 5%	Nara : - Nioro : 2,99%	Collecte de routine <i>Croix rouge de Belgique</i>
Taux de décès pour les MAM pris en charge CSCOM	>5%	<2%	Nara : 0% Nioro : 0%	Collecte de routine <i>Croix rouge de Belgique</i>
0% de CVS fonctionnels dans la zone de couverture du programme	0%	70%	Nara : 100% Nioro : 100%	Évaluation annuelle <i>Croix rouge de Belgique</i>
% des enquêtes SAP qui auront intégré les indicateurs nutritionnels	0%	50%	Nara : 100% Nioro : 100%	Enquête sentinelle <i>Croix rouge de Belgique</i>
Nombre de personnes impactées par les séances d'éducation sur l'hygiène, la santé et l'éducation nutritionnelle	0	Nara : 7000 Nioro : 7000	Nara : 1 680 Nioro : 558	- Supports de suivi - Rapport d'enquête spécifique (nutrition, ...) <i>Croix rouge de Belgique</i>
Nombre de mutuelles de santé fonctionnelles (organes	0	Nara : 3	Nara : 3	Rapports annuels des mutuelles

fonctionnels, offre de services, prises en charge		Nioro : 4	Nioro : 4	- Documents de gestion - Statistiques des structures sanitaires conventionnées <i>UTM</i>
Nombre d'adhérents/bénéficiaires (h/f) aux mutuelles de santé fonctionnelles	0	Nara : 2 349 Nioro : 9 396 Adhérent : 2 800 (36% de femmes) Bénéficiaire (personnes couverte) : 11 200 (52% de femmes)	Nara : 930 / 2590 Nioro : 1 371 / 4 435 Adhérent : 114% (avec 28% de femmes) Bénéficiaire (personnes couverte) : 112% (avec 56% de femmes)	- Cahier de membres des mutuelles de santé - Rapports de suivi UTM - rapports d'enquête - Statistiques des structures sanitaires conventionnées <i>UTM</i>

Résultat 2.2. L'accès à l'eau potable est assuré pour tous de manière durable				
Indicateurs	Baseline (2012)	Objectif global	Niveau de réalisation (2016-2017)	Source d'information/méthode de collecte
Nombre de personnes par point d'eau moderne (PEM) fonctionnel pour les villages et les communes d'intervention	Nara : 867 pers/PEM Nioro : 530 pers/PEM	Nara : 700 pers/PEM Nioro : 430 pers/PEM	Nara : 359 Nioro : 405	Base de données SIGMA de DRH/DNH et de PROSEA/CDMT Rapports de suivi des communes et services techniques Etudes et rapports du programme <i>PROTOS</i>
Taux d'organes de gestion qui recouvrent les fonds stipulés et payent les couts récurrents	Nara : 24% Nioro : 84%	Nara : 50% Nioro : 95%	Nara : 66% Nioro : 91%	Contrats et conventions Relevés IMF PV organes de gestion Rapport annuel communes <i>PROTOS</i>
Taux d'organes de gestion qui recouvrent les fonds stipulés et payent les couts récurrents	Nara : 48% Nioro : 42%	Nara : 75% Nioro : 75%	Nara : 93% Nioro : 59%	Contrats et conventions Relevés IMF PV organes de gestion Rapport annuel communes <i>PROTOS</i>
Durée moyenne avant qu'une PEM en panne est réparée	Nara : > 30 jours Nioro : > 30 jours	Nara : < 10 jours Nioro : < 10 jours	Nara : < 4 jours Nioro : < 9 jours	Cahiers des organes de gestion, des réparateurs <i>PROTOS</i>
Nombre des communes qui ont une commission Eau et Assainissement	Nara : 0 Nioro : 4	Nara : 11	Nara : 5 Nioro : 6	Rapports et budgets des communes Rapports d'activités du programme

fonctionnelle dont les frais de fonctionnement sont inscrits dans le budget communal		Nioro : 16		Conventions <i>PROTOS</i>
Taux des élèves qui se lavent les mains à la sortie des latrines à l'école	Nara : 2% Nioro : 0%	Nara : 30% Nioro : 30%	Nara : 53% Nioro : 64%	Etude CAP Rapports d'observation des comités des élèves dans les écoles d'intervention <i>PROTOS</i>
Taux de ménages/vulnérables qui continuent à utiliser l'eau des sources non-potables	Nara : 43% Nioro : 52%	Nara : 30% Nioro : 35%	Nara : 20% Nioro : 23%	Etude CAP Rapports d'observation des comités des élèves dans les écoles d'intervention <i>PROTOS</i>
Taux de ménages ayant un dispositif d'assainissement améliorés (puisard, latrine)	Nara : 43% Nioro : 22%	Nara : 50% Nioro : 30%	Nara : 43% Nioro : 25%	Etude CAP Rapports d'observation des comités des élèves dans les écoles d'intervention <i>PROTOS</i>
Nombre des communes qui appliquent les concepts et outils développés et testés	Nara : 0 Nioro : 0	Nara : 7 Nioro : 10	Nara : 4 Nioro : 6	Rapports et budgets des communes Rapports d'activités du programme <i>PROTOS</i>
Nombre de conventions locales de gestion signés et respectés	Nara : 0 Nioro : 0	Nara : 11 Nioro : 32	Nara : 14 Nioro : 4	Conventions <i>PROTOS</i>
Nombre de documents de capitalisation publiés et diffusés	Nara : 0 Nioro : 0	Nara : 3 Nioro : 3	Nara : 0 Nioro : 0	Publications/PROTOS <i>PROTOS</i>
Nombre d'expériences et leçons présentées dans les fora et ateliers au niveau régional/national	Nara : 0 Nioro : 0	Nara : 3 Nioro : 3	Nara : 0 Nioro : 0	Publications/PROTOS <i>PROTOS</i>
<b>Résultat 3.1. Les capacités de planification, de prise en charge durable et de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par les CT et acteurs locaux sont renforcées durablement</b>				
<b>Indicateurs</b>	<b>Baseline (2012)</b>	<b>Objectif global</b>	<b>Niveau de réalisation (2016-2017)</b>	<b>Source d'information/méthode de collecte</b>
Nombre de CT incorporant les techniques agro-écologiques dans les PDSEC	Nara : 0 Nioro : 0	Nara : 3 Nioro : 3	Nara : 3 Nioro : 5	Rapport activités <i>ACL</i>
Nombre de points focaux en agro écologie opérationnels	Nara : 0 Nioro : 0	8	Nara : 3 Nioro : 5	Rapport activités <i>ACL</i>

Un dispositif institutionnel et un mécanisme de renforcement des capacités des ressources humaines des CTs dédiés à la SA&N sont opérationnels	0	2	Nara : 1 Nioro : 1	Rapport d'évaluations mi-parcours et finale, Support de suivi et de capitalisation des dispositifs <i>ACL</i>
Un PDESC intégrant et priorisant des interventions spécifiques à la SA&N est adopté, mis en œuvre et suivi par le biais des dispositifs institutionnels préalablement mis en place dans chaque commune	0	27	Nara : 4 Nioro : 6	PDESC, Rapport d'évaluations mi-parcours et finale, Support de suivi et de capitalisation des dispositifs <i>ACL</i>
La moyenne du taux de recouvrement des ressources propres de chacune des 27 communes supportées augmente d'un minimum de 10%	29,87%	32,87%	32,87%	Comptes administratifs et de gestion <i>ACL</i>
La moyenne du taux d'augmentation des ressources de financement externe mobilisés pour chacune des 27 communes supportées est au minimum doublée. (sans la subvention du FSA)	2,58%	3,83%	Nara : 3,14% Nioro : 6,97%	Budgets communaux, comptes administratifs et de gestion <i>ACL</i>
La moyenne des délais des transferts financiers dans chacune des 27 communes supportées ne dépasse pas 3 mois	12 mois	3 mois	Nara : 6 Nioro : 6	Rapports semestriels de S&E avec données Bordereaux de transmission et de dépôt <i>ACL</i>
La moyenne des délais de réalisation des investissements dans chacune des 27 communes supportées ne dépasse pas 6 mois	15 mois	6 mois	Nara : 6 Nioro : 6	Bordereau, rapports de suivi et PV de chantier <i>ACL</i>
Investissement structurant contribuant directement à l'amélioration de la SA&N, dans les 4 piliers, sont validés, mis en œuvre et suivis dans la zone d'intervention	0	42	Nara : 12 Nioro : 25	Rapports semestriels de S&E avec données Rapports communaux PV de réception <i>ACL</i>
Personne vulnérable bénéficiant directement des investissements structurants validés, mis en œuvre et suivi dans la zone d'intervention	0	3000	Nara : 12 357 Nioro : 70 414	Rapports semestriels de S&E avec données Rapports communaux PV de réception <i>ACL</i>
Dispositif de capitalisation et partage codifiant les connaissances	0	1	Nara : 1 Nioro : 1	PV du dispositif
Bonne pratique en matière de prise en charge de la SA&N au niveau local capitalisée	0	5	Nara : 2 Nioro : 2	Rapports etudes Publications <i>ACL</i>

Résultat 3.2 : Les capacités du CSA pour la coordination globale du programme multisectoriel et multi-acteurs sont renforcées				
Indicateurs	Baseline (2012)	Objectif global	Niveau de réalisation (2016-2017)	Source d'information/méthode de collecte
Système de planning et de rapportage mis en place et opérationnel	0	1	National : 1	Rapport activités <i>FAO</i>
Cadres de concertation locaux sur la SAN opérationnels	0	4	Nara : 2 Nioro : 2	Rapports CCOCSAD/CLOCSAD <i>FAO</i>
Nombre de structures fonctionnelles	0	ND	Nara : 2 Nioro : 2	Rapport activités <i>FAO</i>



COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

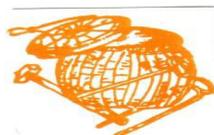


ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

# PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION DANS LES CERCLES DE NARA ET NIORO DU SAHEL

## Atelier bilan & perspectives *Bamako, 17 mai 2017*

CROIX-ROUGE de Belgique



	<b>ORDRE DU JOUR</b>	<b>Responsables</b>
<b>8h30-9h00</b>	<b>Arrivée et installation des participants</b>	<b>Organisateurs</b>
<b>9h00-9h30</b>	<b>Cérémonie d’ouverture</b> - Mots de bienvenue du Gouverneur du District de Bamako ; - Allocution du Représentant de la FAO - Allocution du Représentant du Royaume de Belgique - Discours d’ouverture du Ministre Commissaire	<b>Modérateur</b>
<b>9h30-9h45</b>	<b>Présentation du programme et des objectifs de l’atelier</b>	<b>CSA/Coordination</b>
<b>9h45 –10h00</b>	<b>Pause-café</b>	
<b>10h00 – 10h45</b>	<b>Présentation des résultats du Programme</b>	<b>Coordination</b>
<b>10h45-11h15</b>	<b>Questions/réponses</b>	<b>Participants</b>
<b>11h15-11h45</b>	<b>Présentation du rapport de capitalisation des expériences</b>	<b>Coordination</b>
<b>11h45 – 12h15</b>	<b>Questions/réponses</b>	<b>Participants</b>
<b>12h15-14h00</b>	<b>Pause-déjeuner</b>	
<b>14h00-14h15</b>	<b>Présentation du mini reportage</b>	<b>Coordination</b>
<b>14h15-14h45</b>	<b>Conclusions générales</b>	<b>CSA/Coordination</b>
<b>14h45-15h00</b>	<b>Clôture</b> <b>CSA</b> <b>Bailleur</b>	

# Plan de Présentation

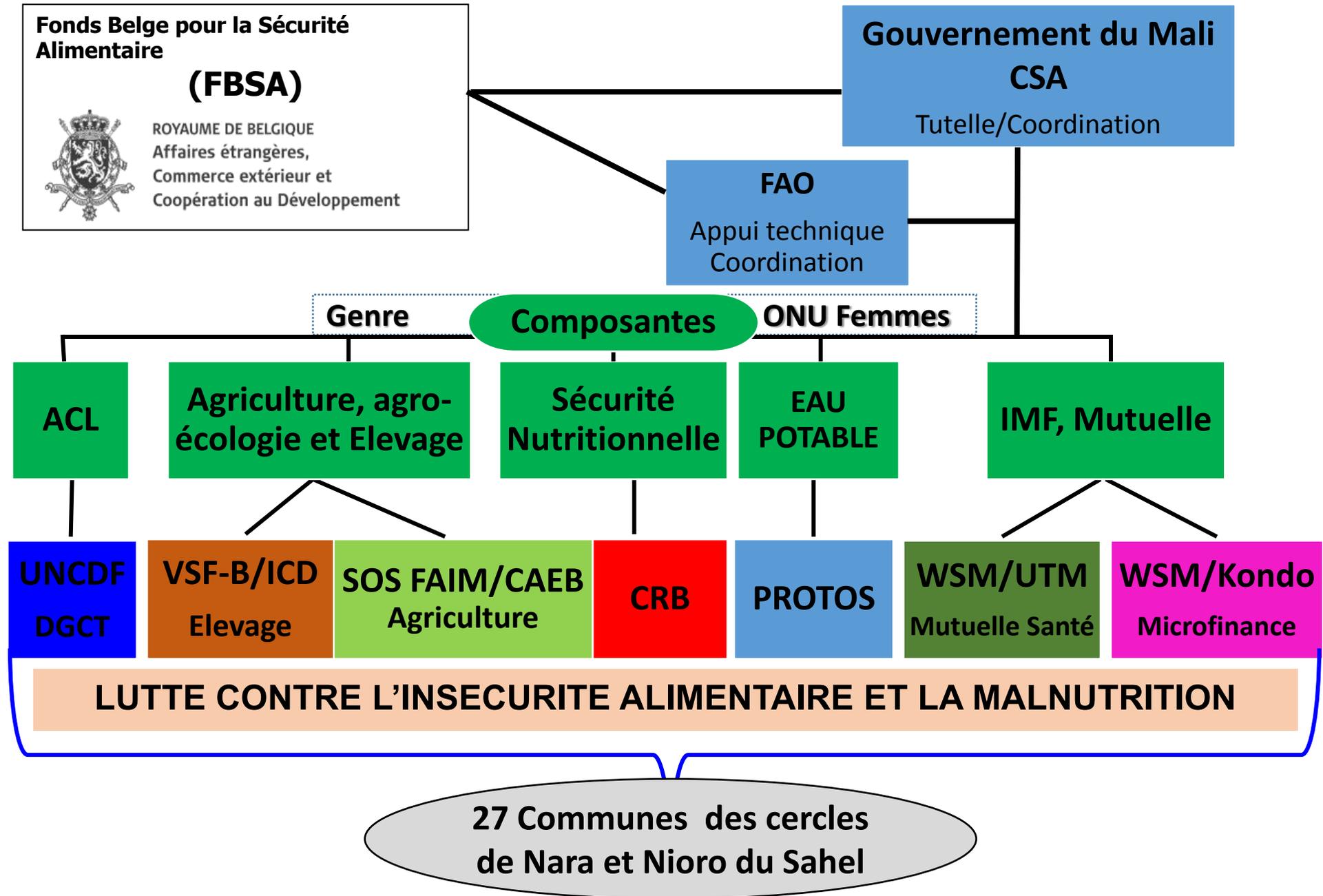
1. Résumé
2. Résultats
3. Thèmes transversaux
4. Partenariats développés et synergies
5. Exécution budgétaire par composante (en Euros)
6. Processus de capitalisation des expériences et acquis du Programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les cercles de Nara et Nioro du Sahel (PLIAM)

# Résumé

Ce rapport bilan fait ressortir les résultats saillants de la période d'intervention du Programme de 2012 à 2017. Le Programme a intervenu au niveau des cercles de Nara et Nioro du Sahel dans les régions de Koulikoro et Kayes dans 10 communes du cercle de Nioro(6) et Nara(4) . Les cibles bénéficiaires du Programme sont : les groupements féminins, les communautés d'agro-pasteurs, les Comités de gestion des ressources naturelles, les ONG locales, les groupements de mutuelles, les services techniques de l'Etat, les mandataires, les relais communautaires, les comités locaux d'hygiène, les collectivités territoriales pour la maîtrise d'ouvrage local, les écoles, les institutions de micro crédit, les groupements féminins.

- 237 324 bénéficiaires directs ont été concernés par les interventions du Programme, soit 75 077 personnes pour le cercle de Nara et 162 247 personnes pour le cercle de Nioro;
- 37 investissements structurants ont été réalisés pour un montant total de près de 2 milliards ;
- 12552 mutualistes dont 56% des femmes des 7 mutuelles bénéficient de soins de santé à travers 17 centres conventionnés au niveau des deux cercles dont les 2 CS Réf ;
- 86 % des femmes enceintes ont effectué des Consultations Périnatales au cours de leur grossesse ;
- 92 % des enfants de moins de 5 ans dorment désormais sous moustiquaire imprégnées ;
- 14 Unions de Banques de céréales et une fédération de 9 900 membres disposent d'une opportunité de ravitaillement pendant la soudure ;
- 17 Banques d'Aliment Bétail ont augmenté et / ou disposent de fonds de développement ;
- 600 ménages vulnérables ont amélioré leur capacité de résilience face aux chocs et 185 organisations de Producteurs qui ont eu accès aux services des Structures Techniques ;
- 103 ouvrages hydrauliques réalisés ou réhabilités ont permis de desservir 44 000 Bénéficiaires avec un

# LE PROGRAMME CONJOINT FBSA?



Impact

Améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables au niveau des cercles de Nara et Nioro du Sahel, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies et marchés et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local



OS1

Améliorer les revenus et l'accès aux marchés pour les petits producteurs et groupes vulnérables

**Résultat 1.1.** Les capacités de production et de stockage (productions végétales et animales traditionnelles) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement



**Résultat 1.2.** Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré (productions végétales et animales)

OS2

Favoriser un accès durable à une alimentation équilibrée et saine et aux services et infrastructures de base pour les groupes vulnérables

**Résultat 2.1.** L'accès à une alimentation équilibrée et aux services sociocommunautaires de base (autres qu'eau potable) est amélioré durablement pour tous



**Résultat 2.2.** L'accès à l'eau potable est assuré pour tous de manière durable

OS3

Renforcer les capacités des acteurs pour l'analyse, la planification, la mise en œuvre et la coordination de stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition au niveau national, local et du programme

**Résultat 3.1.** Les capacités de planification, de prise en charge durable et de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par les CT et acteurs locaux sont renforcées durablement



**Résultat 3.2.** Les capacités du CSA pour la coordination globale de programmes multisectoriels et multi-acteurs sont renforcées

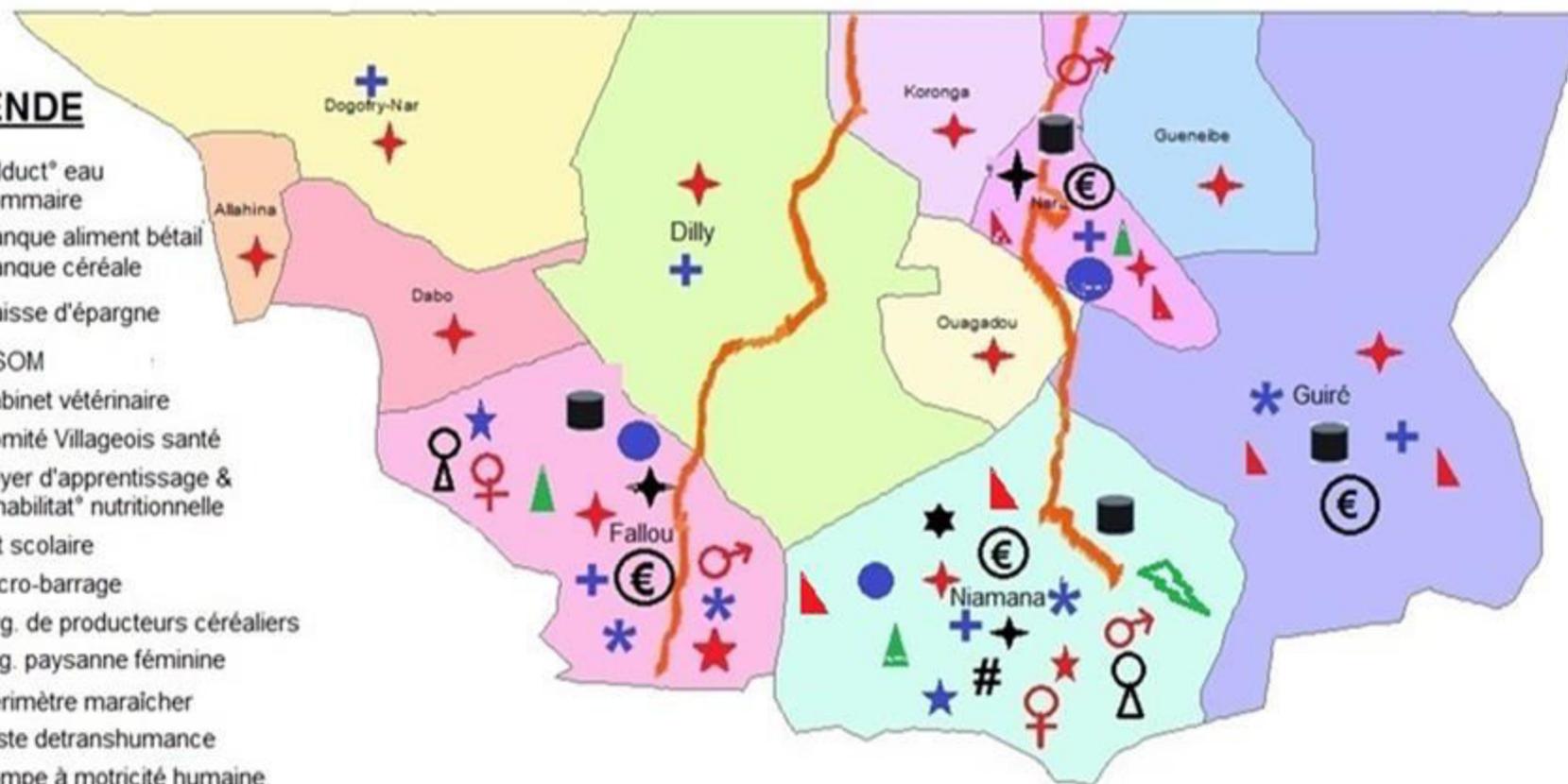
# PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION DANS LES CERCLES DE NARA ET NIORO DU SAHEL

## MAPPING DES REALISATIONS DANS LE CERCLE DE NARA



### LEGENDE

- Adduct° eau sommaire
- Banque aliment bétail
- Banque céréale
- Caisse d'épargne
- CSOM
- Cabinet vétérinaire
- Comité Villageois santé
- Foyer d'apprentissage & réhabilitat° nutritionnelle
- Kit scolaire
- Micro-barrage
- Org. de producteurs céréaliers
- Org. paysanne féminine
- Périmètre maraîcher
- Piste detranshumance
- Pompe à motricité humaine
- Mutuelle santé
- Vulnérables
- Vaccinateur villageois de volailles
- Unité de production de biopesticides



## Mapping de synergie - Commune de Fallou

CAEB/SOS-Faim

ICD/VSF-B

CRM/CRB

Protos

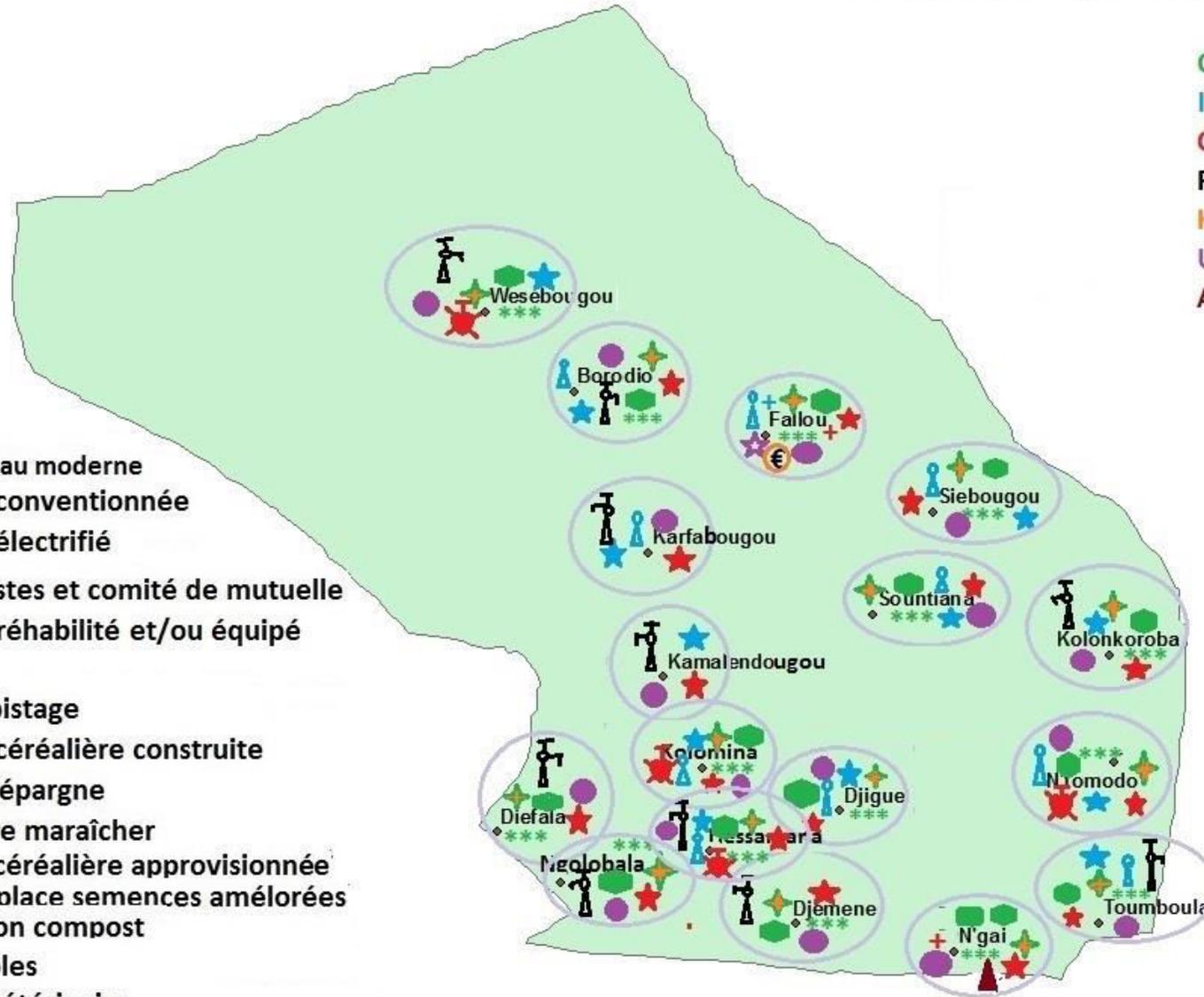
Kondo jigima/WSM

UTM/WSM

ACL

### Légende :

-  Point d'eau moderne
-  CSCOM conventionnée
-  CSCOM électrifié
-  Mutualistes et comité de mutuelle
-  CSCOM réhabilité et/ou équipé
-  FARN
-  CVS/Dépistage
-  Banque céréalière construite
-  Caisse d'épargne
-  Périmètre maraîcher
-  Banque céréalière approvisionnée
-  Mise en place semences améliorées
-  Production compost
-  Vulnérables
-  Cabinet vétérinaire
-  Vaccinateurs de volailles villageoises
-  CSCOM construit



## Mapping de synergie-Commune de Niamana

Légende :

-  Production compost
-  Périmètre maraîcher
-  Mise en place semences améliorées
-  Banque céréalière approvisionnée
-  Vulnérables
-  Vaccinateurs de volailles villageoises
-  CVPP
-  FARN
-  CVS/Dépistage
-  Moyen roulant
-  Mutualiste
-  CSCOM Conventionné
-  Micro-barrage
-  Point d'eau moderne

CAEB/SOS-Faim

ICD/VSF-B

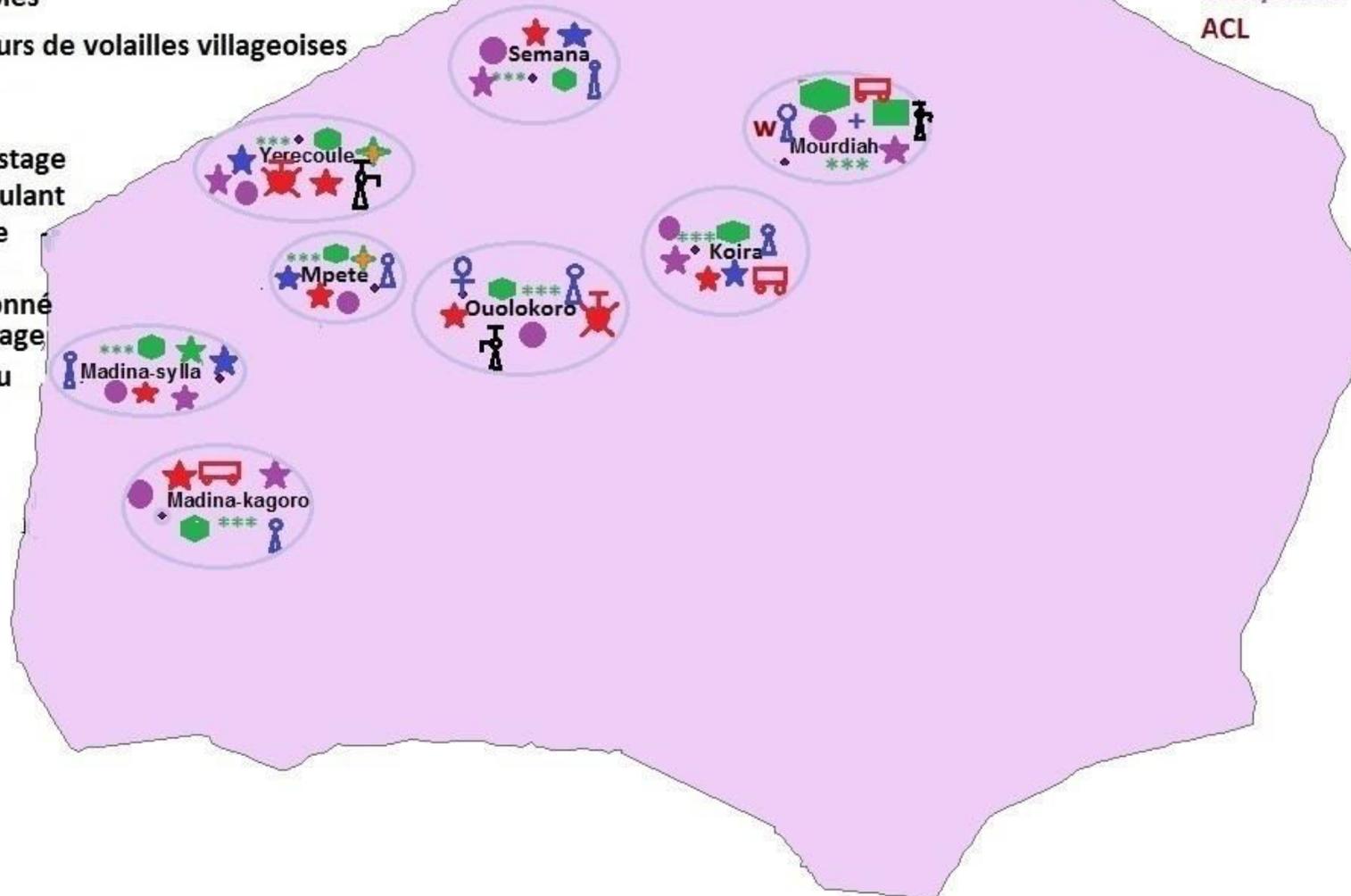
CRM/CRB

Protos

Kondo jigima/WSM

UTM/WSM

ACL



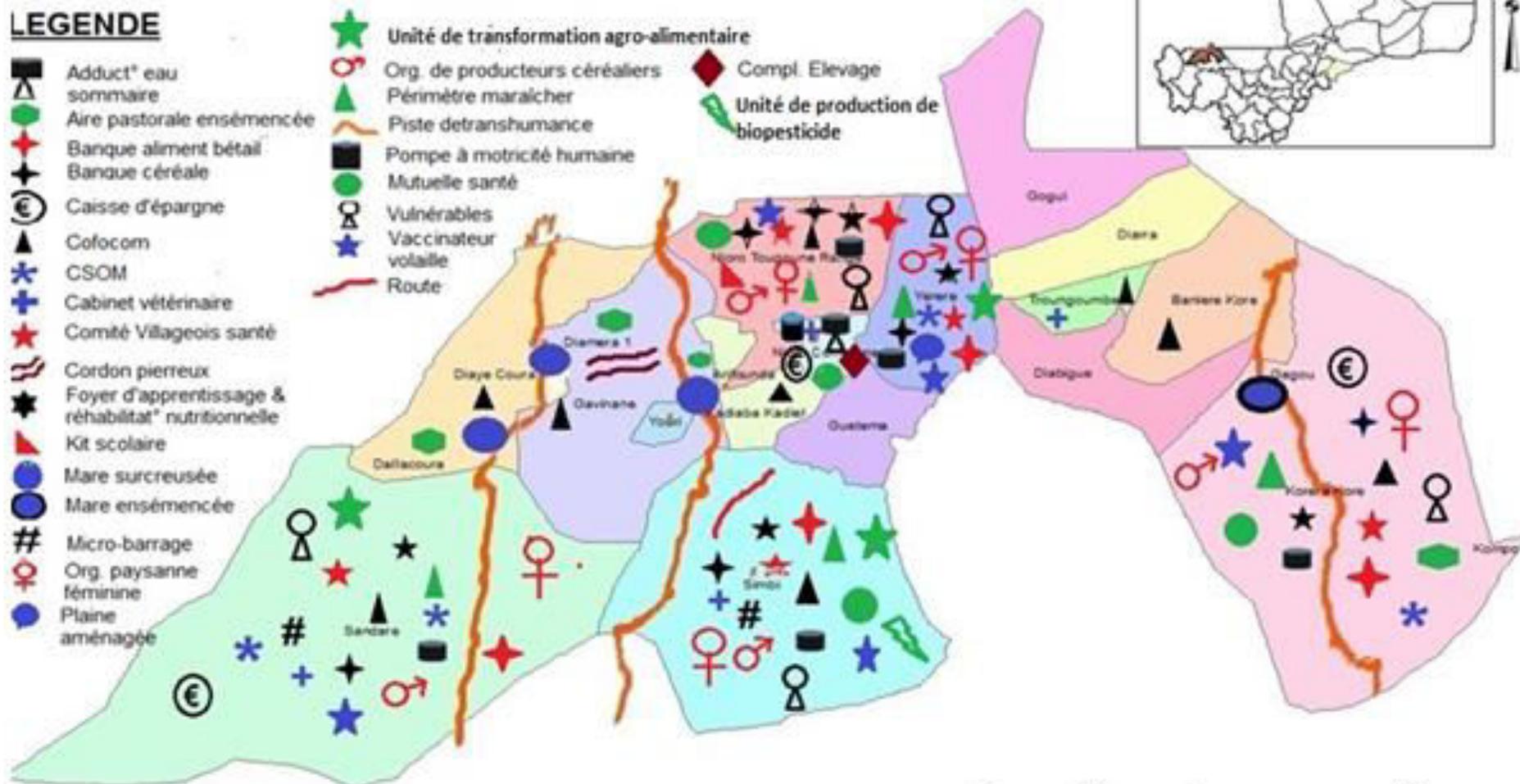
# PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION DANS LES CERCLES DE NARA ET NIORO DU SAHEL

## MAPPING DES REALISATIONS DANS LE CERCLE DE NIORO DU SAHEL

### LEGENDE

-  Adduct\* eau sommaire
-  Aire pastorale ensèmençée
-  Banque aliment bétail
-  Banque céréale
-  Caisse d'épargne
-  Cofocom
-  CSOM
-  Cabinet vétérinaire
-  Comité Villageois santé
-  Cordon pierreux
-  Foyer d'apprentissage & réhabilitat\* nutritionnelle
-  Kit scolaire
-  Mare surcreusée
-  Mare ensèmençée
-  Micro-barrage
-  Org. paysanne féminine
-  Plaine aménagée

-  Unité de transformation agro-alimentaire
-  Org. de producteurs céréaliers
-  Périmètre maraîcher
-  Piste detranshumance
-  Pompe à motricité humaine
-  Mutuelle santé
-  Vulnérables
-  Vaccinateur volaille
-  Route
-  Compl. Elevage
-  Unité de production de biopesticide

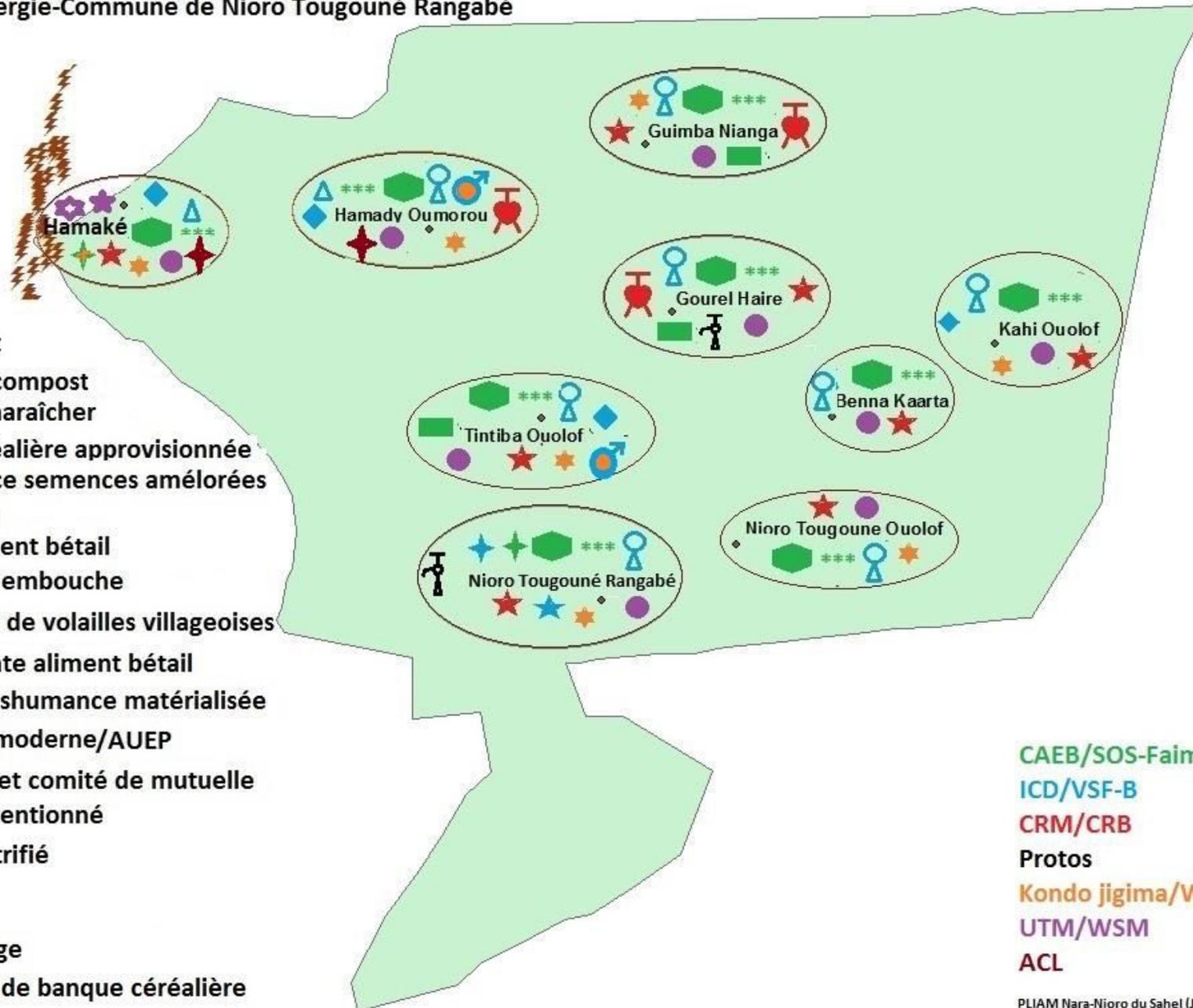


0 15 30 60 Kilometers

## Mapping de synergie-Commune de Nioro Tougoné Rangabé

### Légende :

-  Micro-crédit
-  Production compost
-  Périmètre maraîcher
-  Banque céréalière approvisionnée
-  Mise en place semences améliorées
-  Vulnérables
-  Banque aliment bétail
-  Opération d'embouche
-  Vaccinateurs de volailles villageoises
-  Point de vente aliment bétail
-  Piste de transhumance matérialisée
-  Point d'eau moderne/AUEP
-  Mutualistes et comité de mutuelle
-  CSCOM conventionné
-  CSCOM électrifié
-  FARN
-  CVS/Dépistage
-  Construction de banque céréalière



CAEB/SOS-Faim

ICD/VSF-B

CRM/CRB

Protos

Kondo jigima/WSM

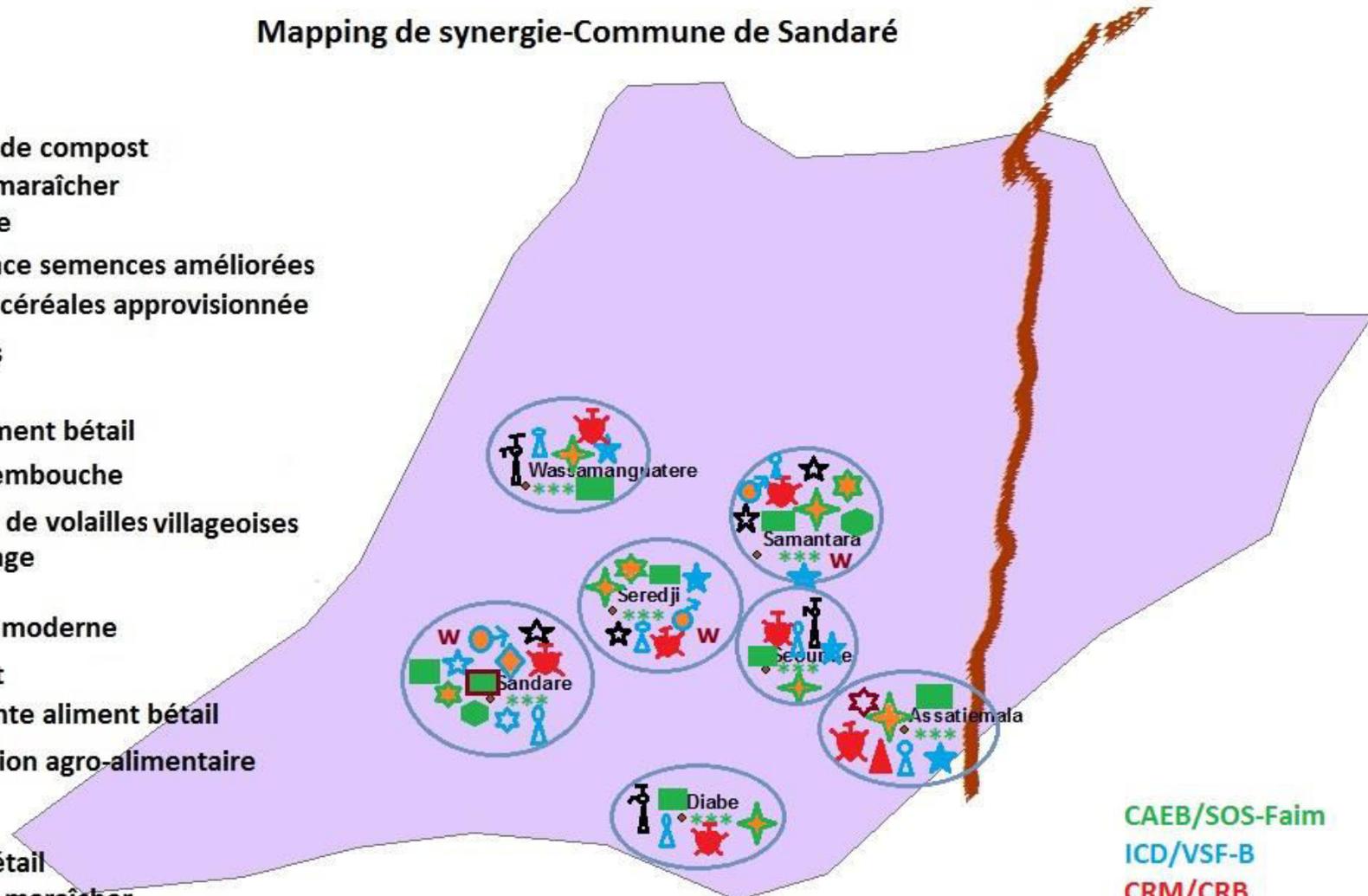
UTM/WSM

ACL

## Mapping de synergie-Commune de Sandaré

### Légende

- Production de compost
- Périmètre maraîcher
- ☆ Biopesticide
- \*\*\* Mise en place semences améliorées
- ★ Banque de céréales approvisionnée
- ⦿ Vulnérables
- + CVPP
- ◇ Banque aliment bétail
- ♂ Opération embouche
- ★ Vaccinateur de volailles villageoises
- ★ CVS/déostage
- ♂ FARN
- ⦿ Point d'eau moderne
- ★ Micro-crédit
- ▲ Point de vente aliment bétail
- ★ Transformation agro-alimentaire
- ★ Gire
- ★ Marché à bétail
- Equipement maraîcher
- ▲ Equipement CSCOM
- ★ Construction de CSCOM
- W Réhabilitation de barrage
- ▬ Piste de transhumance matérialisée

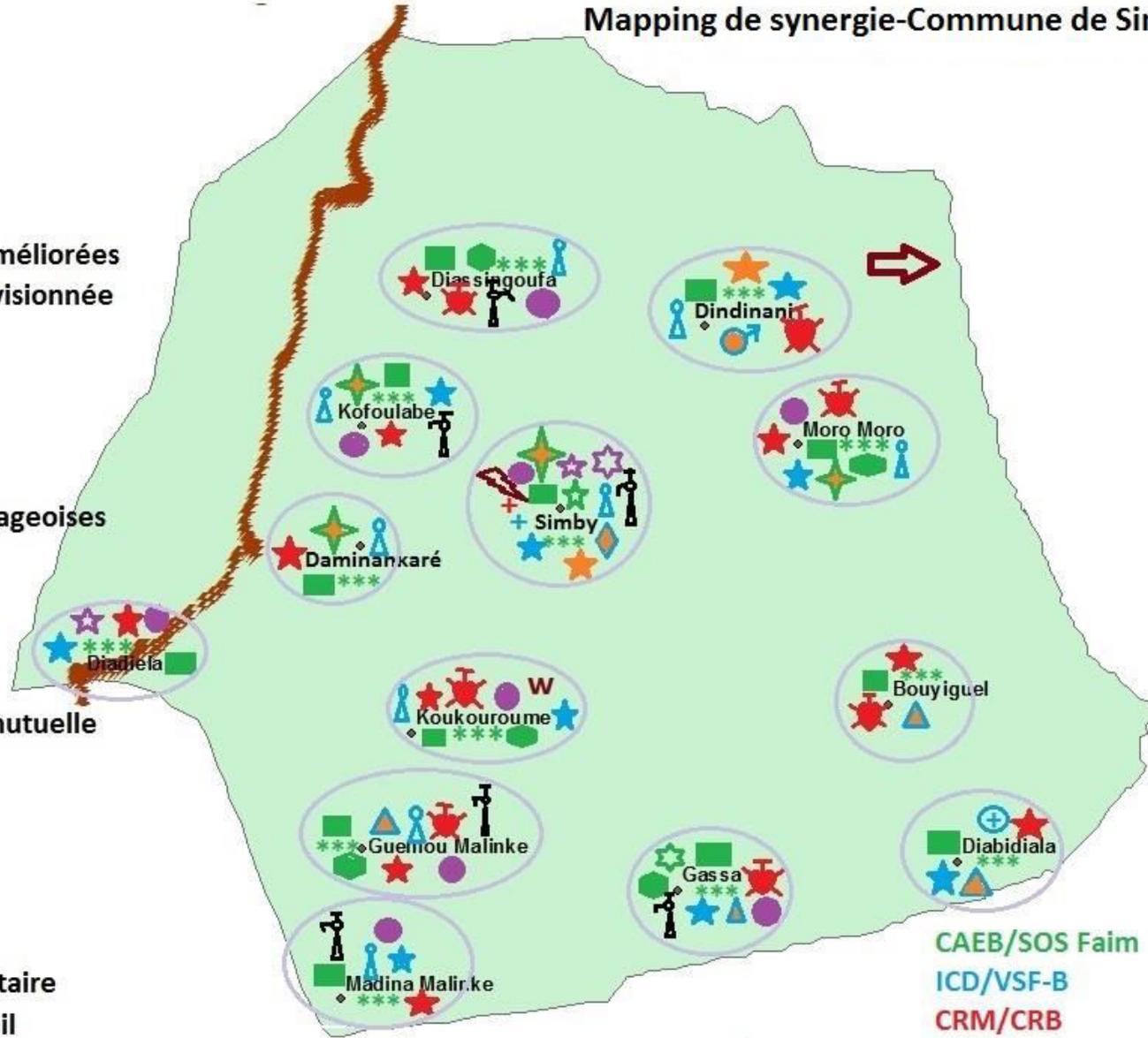


CAEB/SOS-Faim  
 ICD/VSF-B  
 CRM/CRB  
 Protos  
 Kondo jigima/WSM  
 UTM/WSM  
 ACL

# Mapping de synergie-Commune de Simby

## Légende

- Production de composte
- Périmètre maraîcher
- ☆ Biopesticide
- \*\*\* Mise en place semences améliorées
- ★ Banque de céréales approvisionnée
- ⦿ Vulnérables
- + CVPP
- ◇ Banque aliment bétail
- ⦿ Opération embouche
- ★ Vaccinateur de volailles villageoises
- ⊕ Extension CVPP
- ★ CVS/déostage
- 🐛 FARN
- ⚡ Point d'eau moderne
- Mutualistes et comité de mutuelle
- ☆ CSCOM conventionné
- ☆ CSCOM électrifié
- ★ Micro-crédit
- ⚡ Electification mairie
- ↔ Route digue
- ★ Transformation agro-alimentaire
- △ Point de vente aliment bétail



CAEB/SOS Faim  
 ICD/VSF-B  
 CRM/CRB  
 Protos  
 UTM/WSM  
 Kondo jigima/WSM ACL

## Mapping de synergie-Commune de Yérééré

### Légende

-  Production de compost
-  Périmètre maraîcher
-  Mise en place de semences améliorées
-  Approvisionnement de banque céréalière
-  Transformation agro-alimentaire
-  Vulnérable
-  Banque aliment bétail
-  Vaccinateur de volailles villageoises
-  Point de vente aliment bétail
-  Réhabilitation de CSCOM
-  Dépistage/CVS
-  FARN
-  Point d'eau moderne
-  GIRE
-  Micro-crédit
-  Protection de berge
-  Aménagement de plaine
-  Mutuelle de santé

CAEB/SOS-Faim

ICD/VSF-B

CRM/CRB

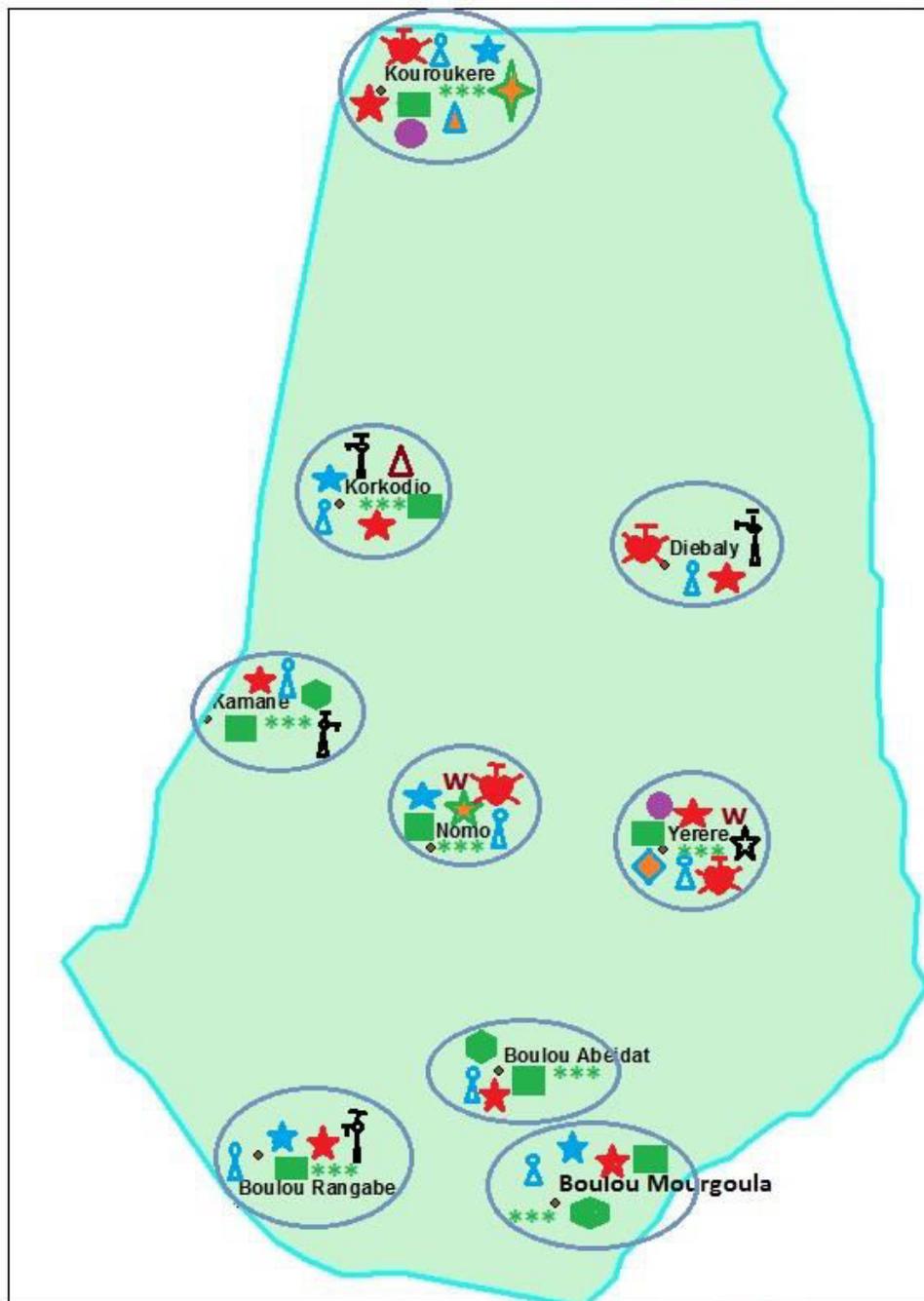
Protos

Kondo jigima/WSM

UTM/WSM

ACL

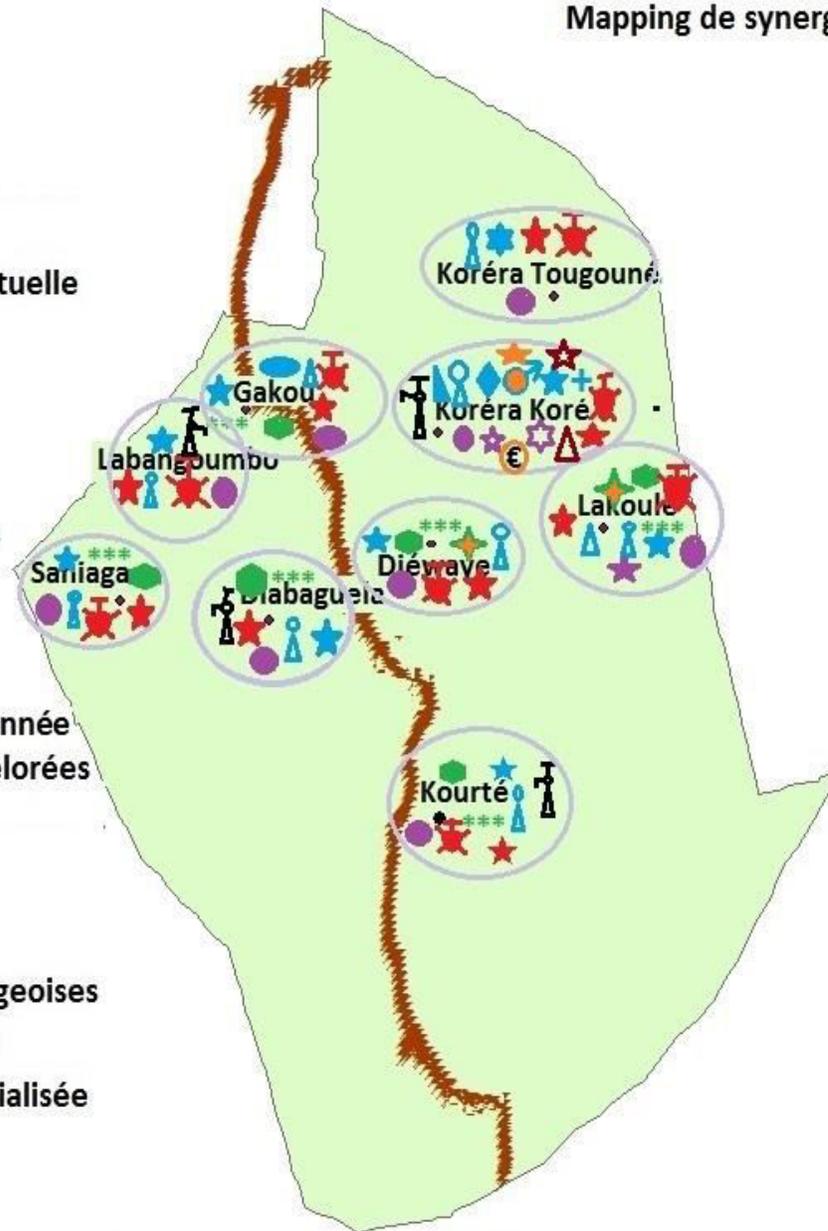
PLIAM Nara-Nioro du Sahel (juin 2016)



## Mapping de synergie - Commune de Koréra Koré

### Légende :

-  Point d'eau moderne
-  Mutualistes et comité de mutuelle
-  CSCOM conventionnée
-  CSCOM électrifié
-  FARN
-  CVS/Dépistage
-  Banque céréalière construite
-  Micro-crédit
-  Caisse d'épargne
-  Périmètre maraîcher
-  Banque céréalière approvisionnée
-  Mise en place semences améliorées
-  Production compost
-  Vulnérables
-  Banque aliment bétail
-  Opération d'embouche
-  Vaccinateurs de volailles villageoises
-  Point de vente aliment bétail
-  Piste de transhumance matérialisée
-  Cabinet vétérinaire
-  Mare ensémenée
-  Aire d'abattage
-  Construction de banque céréalière
-  Construction de CSCOM
-  Construction d'école



- CAEB/SOS-Faim
- ICD/VSF-B
- CRM/CRB
- Protos
- Kondo jigima/WSM
- UTM/WSM
- ACL

# Bénéficiaires assistés par le Programme

**Cercle de  
Nioro du Sahel**

• **162 247 personnes**

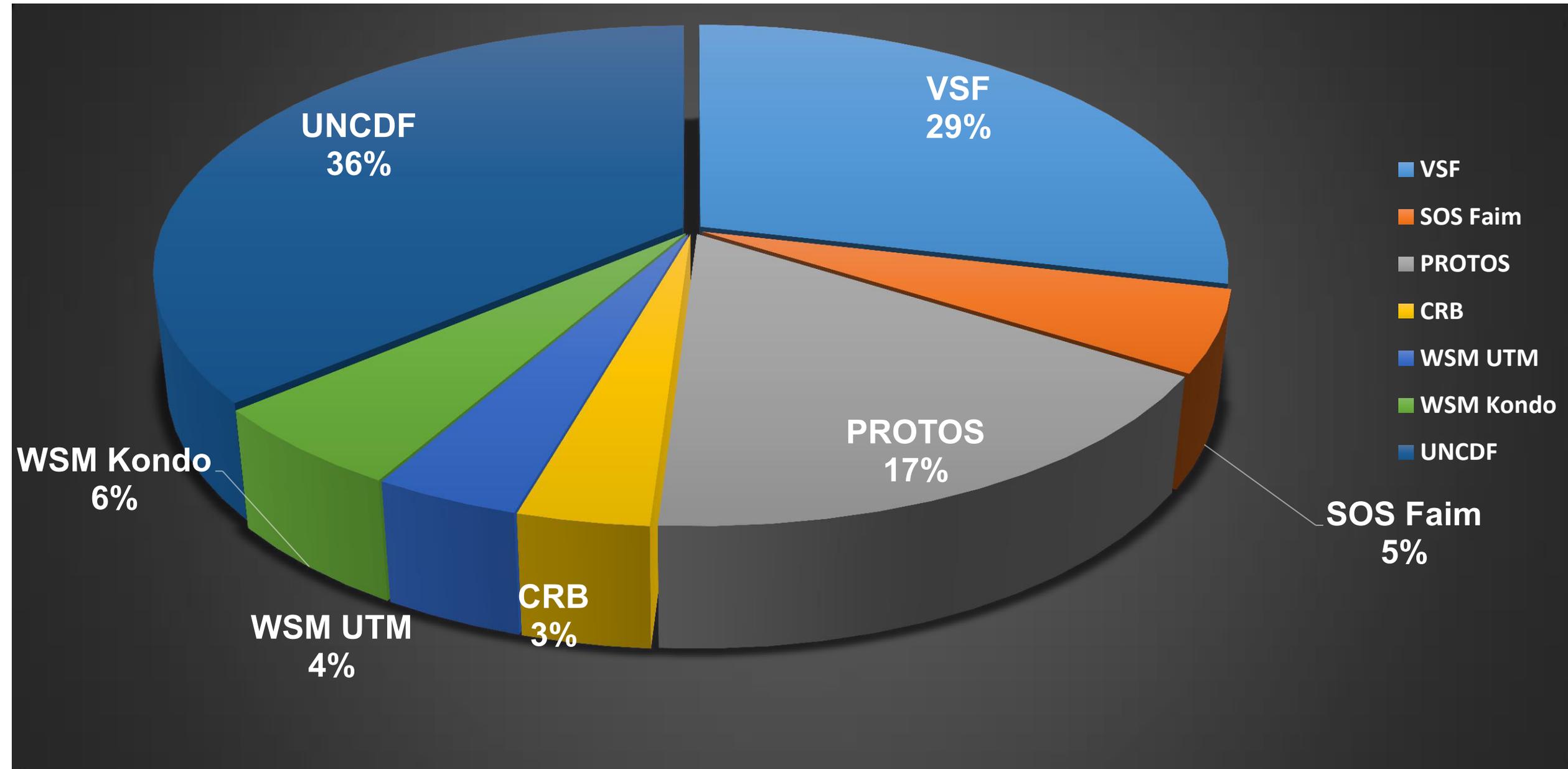
**Cercle de Nara**

• **75 077 personnes**

**TOTAL**

• **237 324 personnes**

# Bénéficiaires couverts par Composante

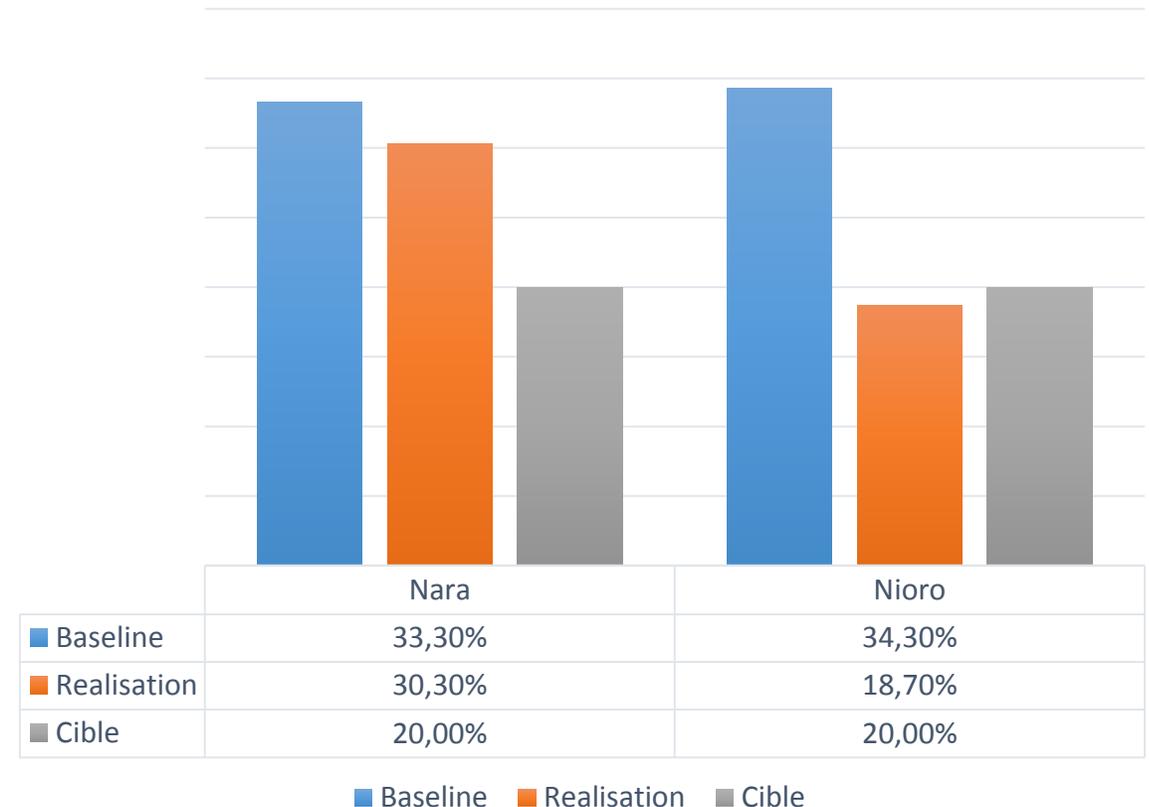


Niveau d'atteinte des cibles du Programme

Objectif : Améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables au niveau des cercles de Nara et Nioro du Sahel, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies et marchés et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local

- Le Programme a contribué d'une manière générale à diminuer les niveaux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans même si les objectifs de moins de 20%, ne sont pas atteints dans les deux cercles.
- Les taux atteints sont de 30,3% à Nara et 18,7% à Nioro contre 33,30% (Nara) 34,30% (Nioro) en données de base

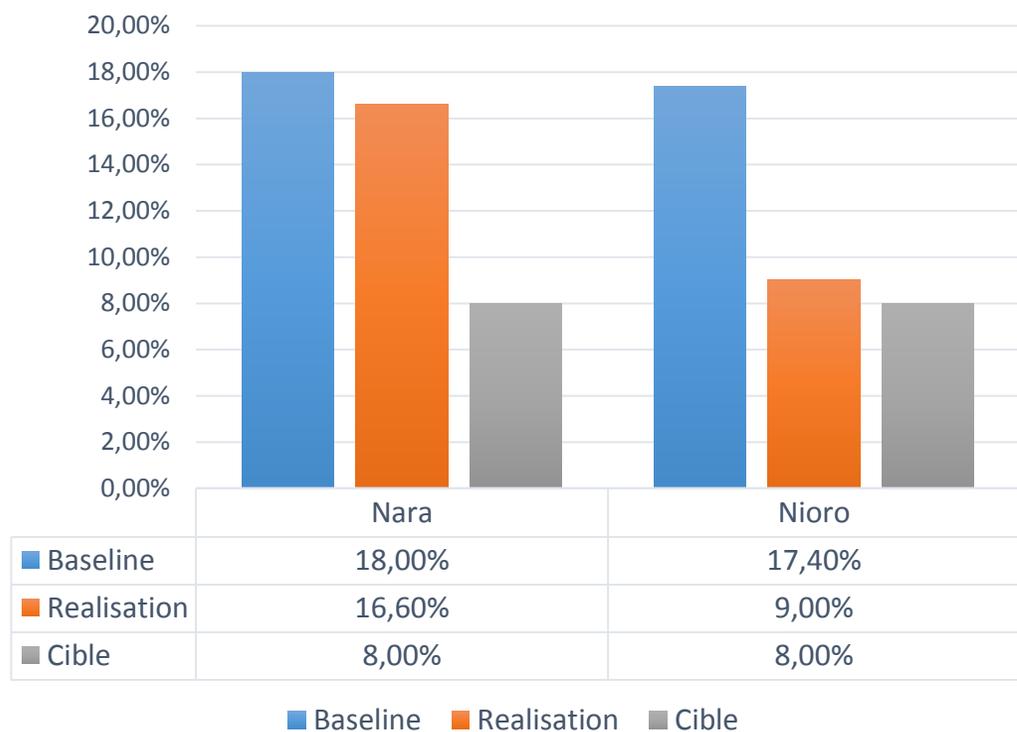
**Indicateur** : Niveau de malnutrition Chronique chez les enfants de moins de 5 ans au sein de la communauté



Objectif : Améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables au niveau des cercles de Nara et Nioro du Sahel, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies et marchés et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local

Le taux de malnutrition aigüe a fortement diminué à Nioro (de 17,40% à 9%) comparativement à Nara (18% à 16%) pour un objectif de moins de 8% non encore atteint au niveau des deux cercles.

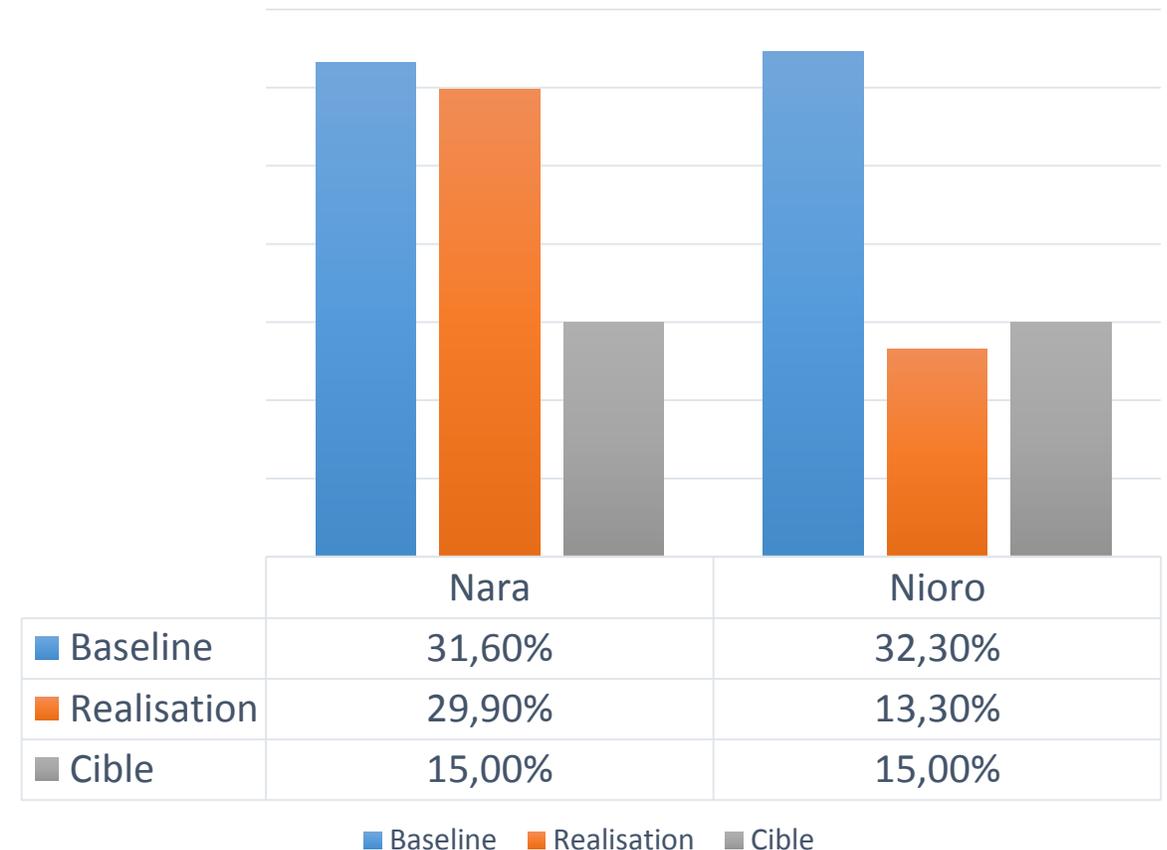
**Indicateur** : Niveau de malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans au sein de la communauté



Objectif : Améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables au niveau des cercles de Nara et Nioro du Sahel, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies et marchés et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local

Le niveau d'insuffisance pondérale a fortement diminué à Nioro (de 32,3% à 13%) comparativement à Nara (31,6% à 29,9%) pour un objectif de moins de 15%, ce taux est atteint à Nioro,

**Indicateur** : Insuffisance pondérale



Objectif : Améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables au niveau des cercles de Nara et Nioro du Sahel, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies et marchés et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local

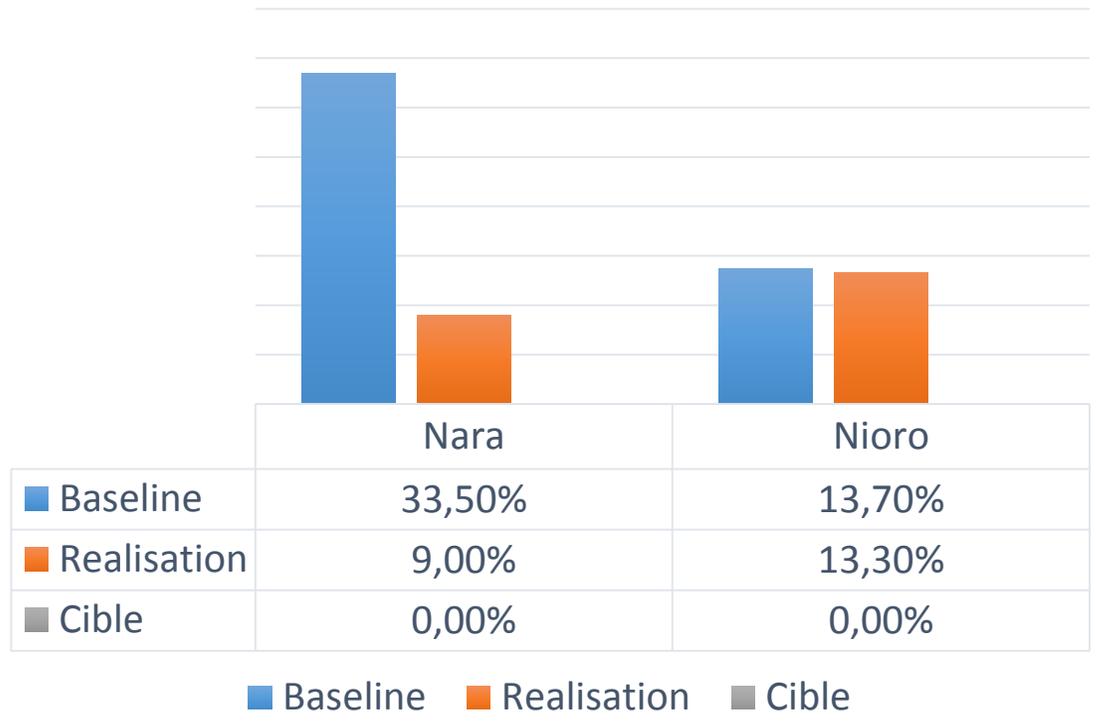
A Nara : 33,50% des enfants âgés de 6 à 23 mois avaient un score de diversité alimentaire faible.

A Nioro : 13,70% des enfants âgés de 6 à 23 mois avaient un score de diversité alimentaire faible.

Ce taux s'est nettement amélioré à Nara où il est de 9%. Il reste pratiquement stationnaire à Nioro.

*N.B Aucune cible n'est déterminée pour le SDA*

**Indicateur** : Score de diversité alimentaire des enfants âgés de 6 à 23 mois



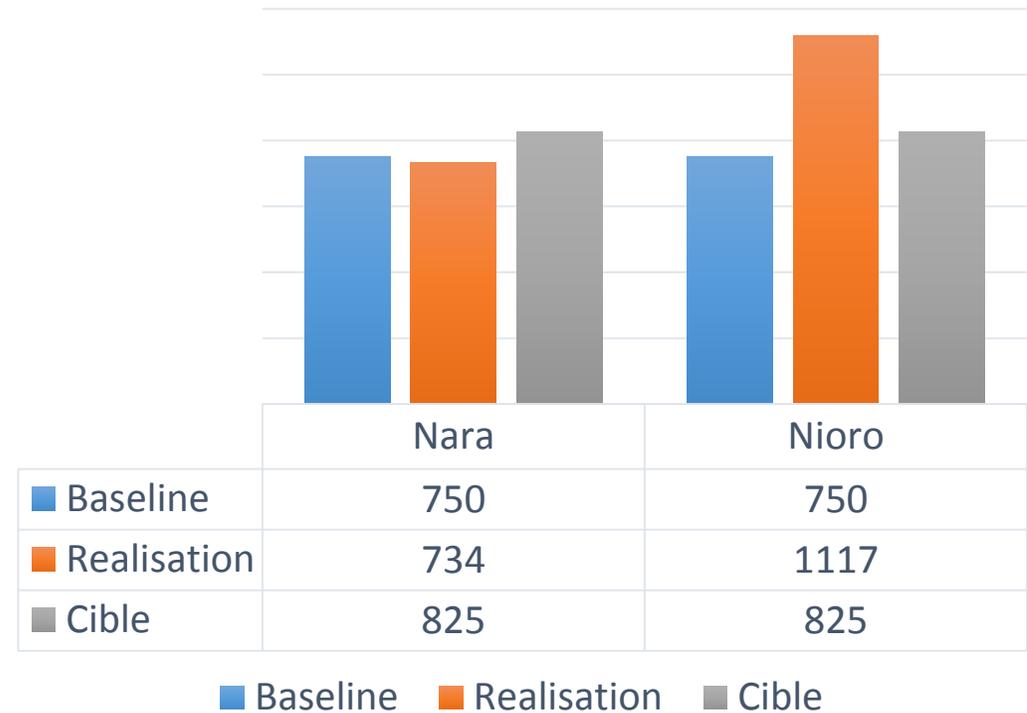
## Résultat.1.1 Les capacités de production et de stockage (productions végétales et animales traditionnelles) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement

Les rendements agricoles du sorgho obtenus chez les agro volontaires sont supérieurs aux données de référence : 1117 kg/ha contre 750kg/ha pour le sorgho à Nioro.

Par contre à Nara ils ne sont pas atteints.

L'objectif visé est de 825 kg/ha

**Indicateur** : Rendement des champs des agro volontaires travaillant avec de la fumure organique (Sorgho)

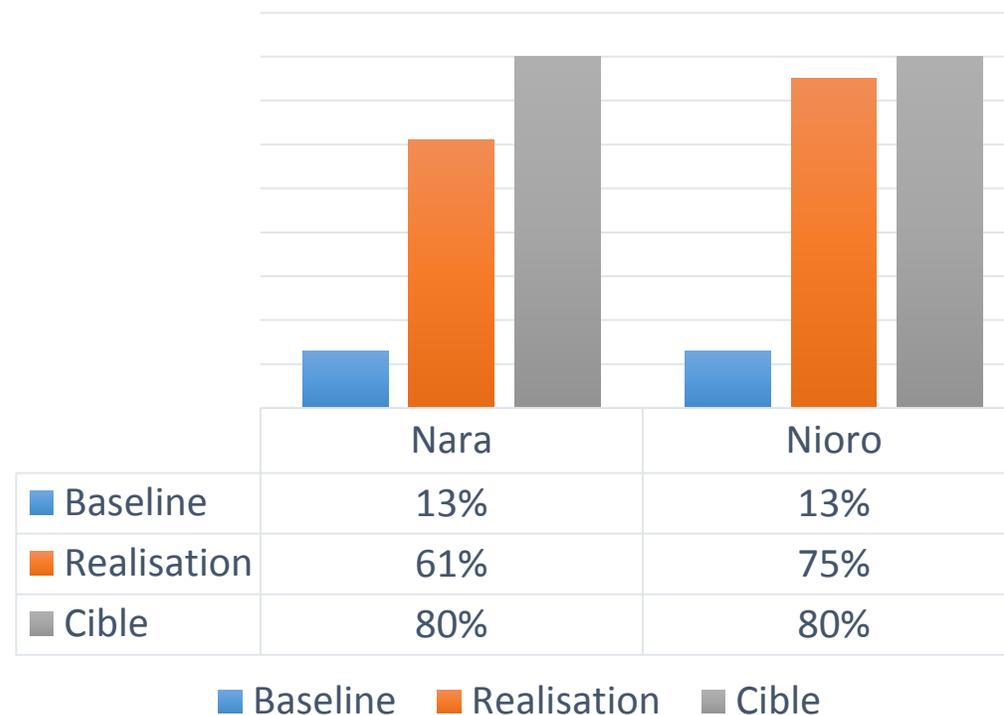


## Résultat.1.1 Les capacités de production et de stockage (productions végétales et animales traditionnelles) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement

- Nara : 61% des vulnérables sont capables de prendre totalement en charge les services à la production (santé animale, alimentation, formation, crédit, ...)
- Nioro: 75% des vulnérables sont capables de prendre totalement en charge les services à la production (santé animale, alimentation, formation, crédit, ...)

On note une nette amélioration comparativement à la situation de départ du programme où ce taux était de 13%.

**Indicateur** : Pourcentage de vulnérables capables de prendre totalement en charge les services à la production (santé animale, alimentation, formation, crédit, ...)



## Résultat.1.1 Les capacités de production et de stockage (productions végétales et animales traditionnelles) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement

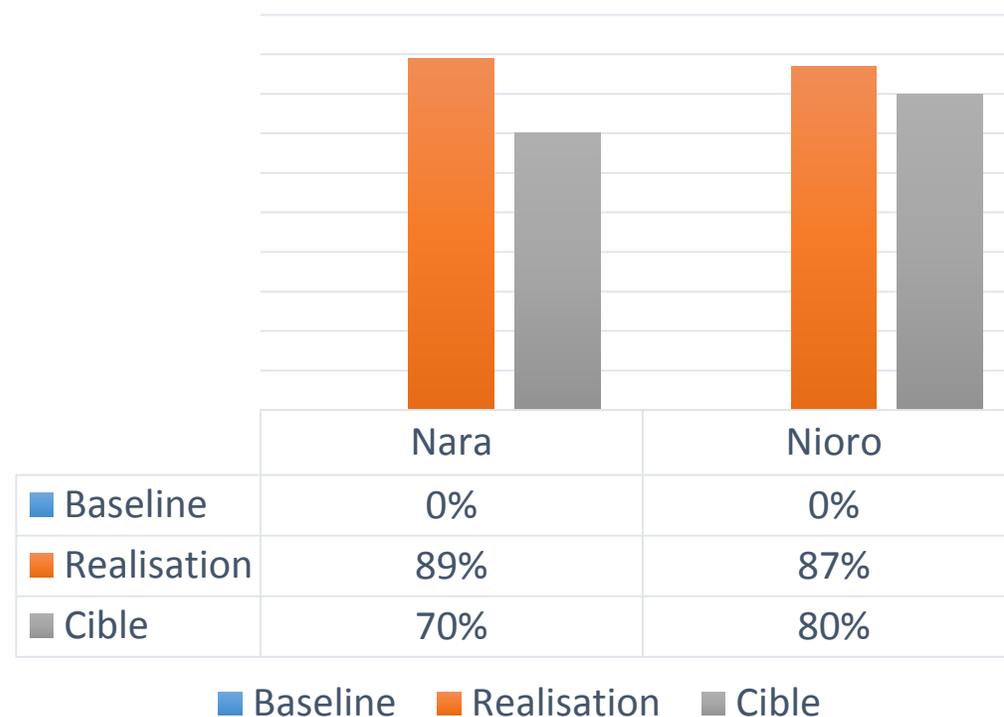
- Nara : 89% des femmes bénéficiaires de noyaux de caprins maintiennent un effectif supérieur ou égal au nombre de têtes reçu.
- Nioro: 87% des femmes bénéficiaires de noyaux de caprins maintiennent un effectif supérieur ou égal au nombre de têtes reçu.

Ces taux dépassent les objectifs visés au niveau des deux cercles

(70%, respectivement 80%).

Ceci dénote de l'adoption progressive des innovations et de l'efficacité des mesures d'accompagnement mis en place. Les dépenses alimentaires liées à la vente de lait représentent 1% et 23% pour les petits ruminants. On note une amélioration du capital physique : 35% des femmes ont une parcelle agricole de plus de 1 ha et plus de 6 caprins.

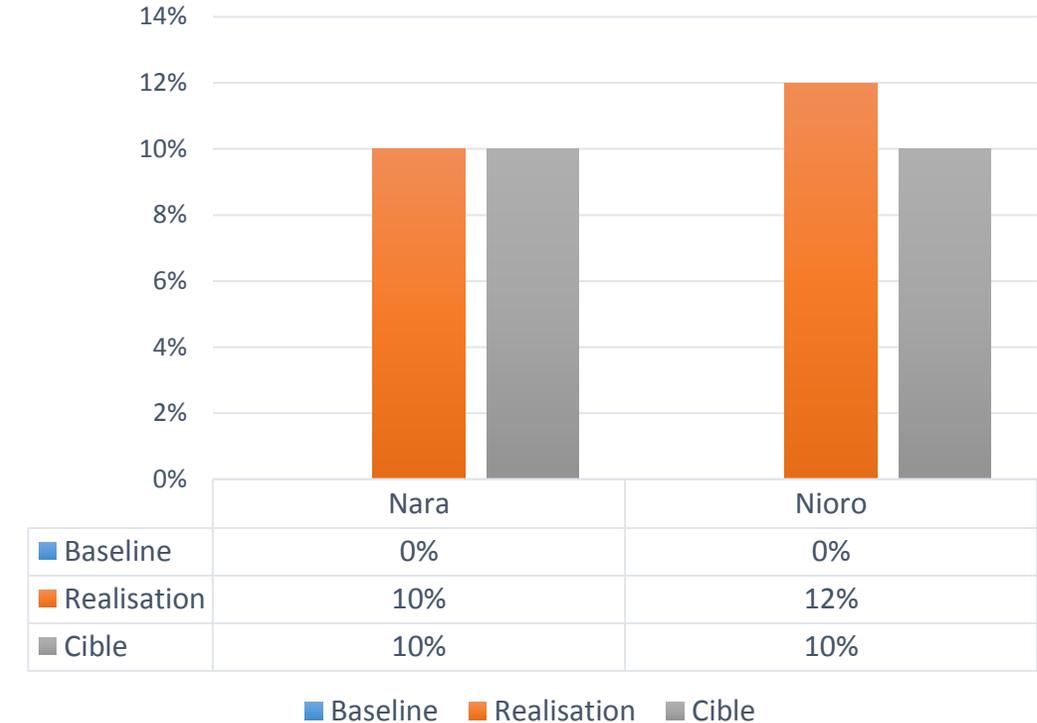
**Indicateur** : Pourcentage de femmes maintenant un noyau reproducteur minimum supérieur ou égal au noyau reçu grâce aux appuis mis en place (santé, production, AGR)



## Résultat.1.1 Les capacités de production et de stockage (productions végétales et animales traditionnelles) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement

- Les organes de gestion des structures d'approvisionnement en intrants/ banques d'aliments d'élevage sont représentés par 10 et 12 % de femmes, respectivement à Nara et Nioro où au départ aucune femme ne participait aux organes de gestion.

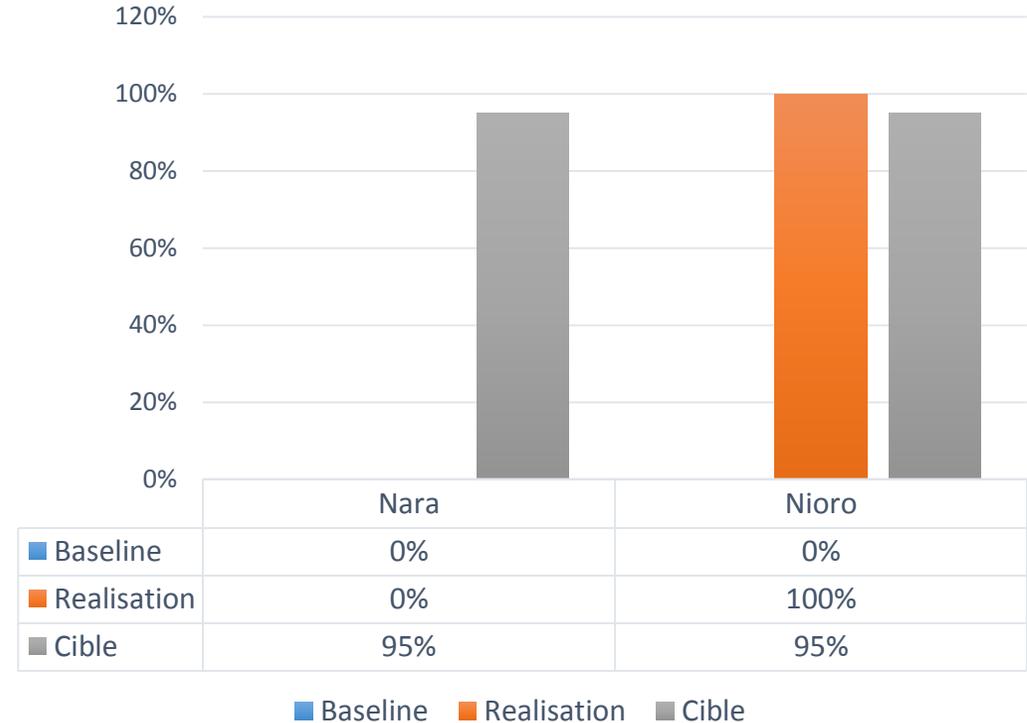
**Indicateur** : Pourcentage de femmes dans les organes de gestion des structures d'approvisionnement en intrants/ banques d'aliments d'élevage



## Résultat 1.2. : Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré (productions végétales et animales)

- Le taux de remboursement des prêts avec maintien ou augmentation du fonds de garantie initial est de 100% à Nioro.
- Cette bonne performance est attribuée au dynamisme de cette filière et aux mesures d'accompagnement mise en place par les Composante Elevage et Microfinance du programme PLIAM. Cette performance s'explique aussi par la maîtrise de la technique d'embouche par les femmes.
- A Nara, les pesanteurs socio-culturelles ne favorisent pas l'accès au crédit. Les analyses menées ont permis de comprendre que des pratiques d'épargne et de crédits solidaires sont en cours au sein de certaines OPF.

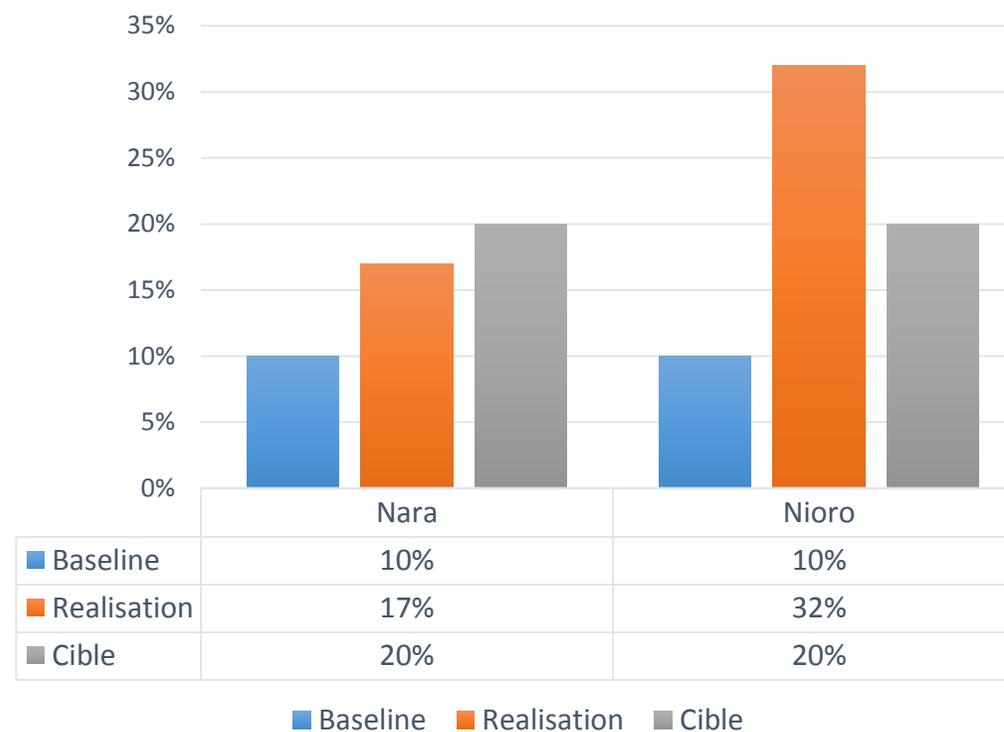
**Indicateur** : Taux de remboursement des prêts avec maintien ou augmentation du fonds de garantie initial



## Résultat 1.2. : Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré (productions végétales et animales)

- 17% et 32% d'organisations de petits producteurs, respectivement des cercles de Nara et Nioro du Sahel, ont développé des stratégies fonctionnelles de commercialisation (comités d'achat et de vente, développement de points de vente, participation aux foires) sur un objectif de 20%.
- En donnée de base, moins de 10% des organisations n'avaient pas de stratégies commerciales.

**Indicateur** : Pourcentage d'organisations de petits producteurs appuyées (dont au moins 60% de femmes) ayant développé de stratégies commerciales fonctionnelles et outils de gestion (plan de développement, plan d'affaires)

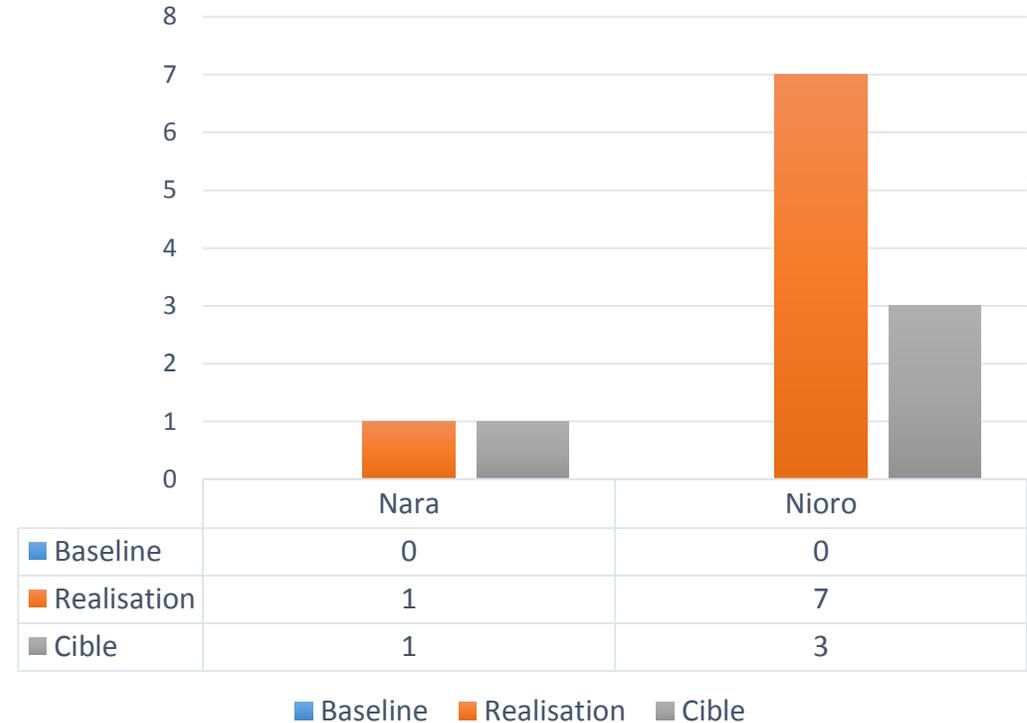


Résultat 1.2. : Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré (productions végétales et animales)

01 unité de production de bio pesticide à base de neem regroupant 24 membres (23 femmes et 1 homme) à Nioro du Sahel a une capacité de production de 40 litres d'huile, 100 kg de tourteaux, 20 litres de solution de feuilles et 100 kg de poudre de feuilles.

03 unités agro-alimentaire appuyées en petits équipements et renforcement de capacités.

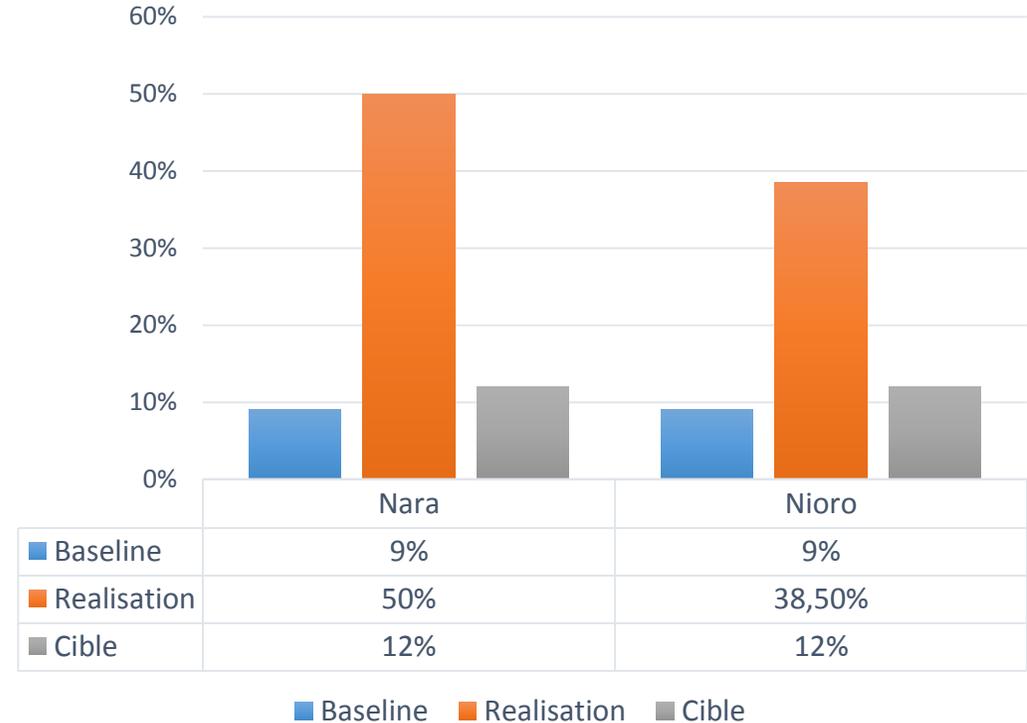
**Indicateur** : Nombre d'unités de transformation agricole fonctionnelles



## Résultat 2.1. L'accès à une alimentation équilibrée et aux services sociocommunautaires de base (autre que l'eau potable) est amélioré durablement pour tous

- 50% et respectivement 38,5% des enfants de 6 à 24 mois, des cercles de Nara et Nioro du Sahel ont bénéficié d'une alimentation de complément adéquate et équilibrée.
- L'objectif de 12% a été largement dépassé. Cet écart positif s'explique en grande partie par l'accroissement des activités de sensibilisation au niveau communautaire avec un paquet complet d'activités intégré aux Foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle (FARN).

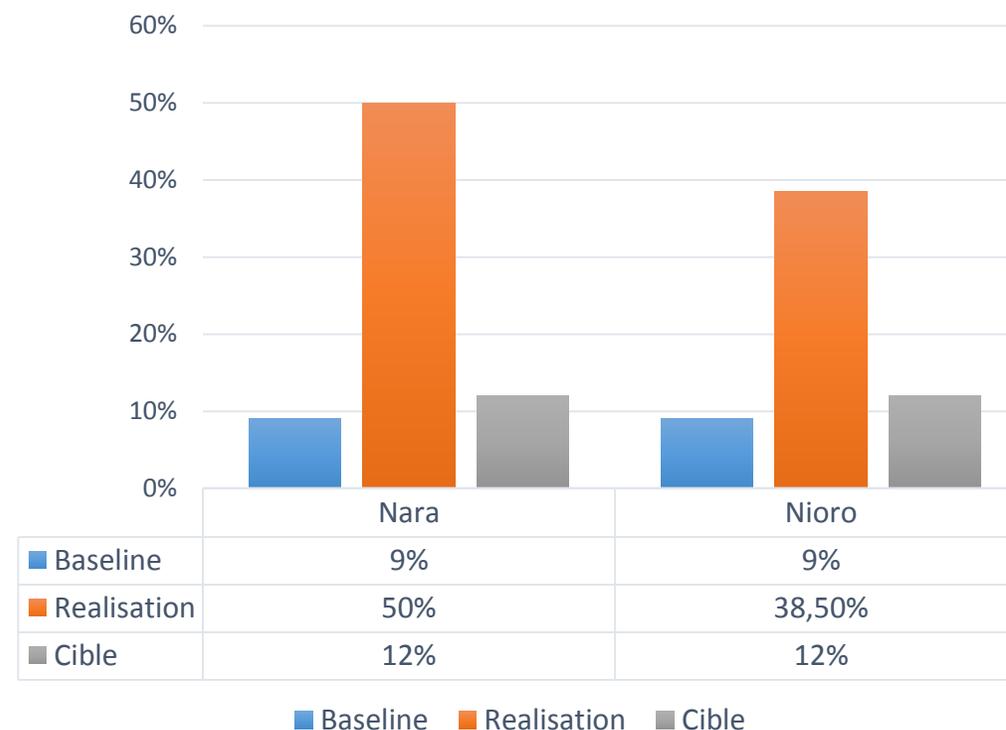
**Indicateur** : Pourcentage d'enfants de 6 à 24 mois qui reçoivent une alimentation complémentaire équilibrée



## Résultat 2.1. L'accès à une alimentation équilibrée et aux services sociocommunautaires de base (autre que l'eau potable) est amélioré durablement pour tous

- On note une nette augmentation du pourcentage des mères qui pratiquent correctement les consignes de lavage des mains dont le pourcentage en année de référence était de 9% au niveau des deux cercles.
- ce taux est de 75% et 80% respectivement à Nara et Nioro du Sahel pour un objectif de 50%.

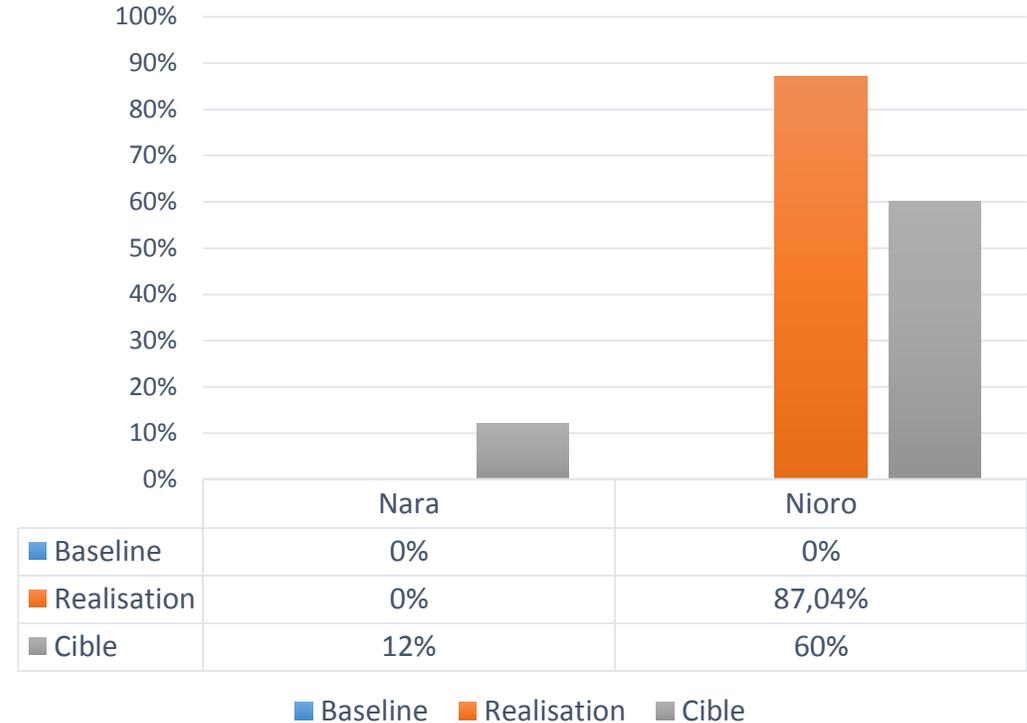
**Indicateur** : Pourcentage de mères qui pratiquent correctement les consignes de lavage des mains, dans la zone d'intervention



## Résultat 2.1. L'accès à une alimentation équilibrée et aux services sociocommunautaires de base (autre que l'eau potable) est amélioré durablement pour tous

- 87,04 % des enfants MAS ont été pris en charge dans les CSCOM et référés par le réseau communautaire. Ce taux est de Simby (64,7%), à Tintiba (77,7%) et à Kouroukéré (80,4%).
- Sur les 1 263 cas référés par les communautés, on compte 606 cas de sexe masculin (48%) et 657 de sexe féminin (52%).
- Le niveau atteint de 87,04%, est largement supérieur à l'objectif de 60% et dénote de la forte part contributive du réseau communautaire dans la couverture du programme de nutrition.
- Il n'y a pas de prise en charge des MAS dans le cercle de Nara

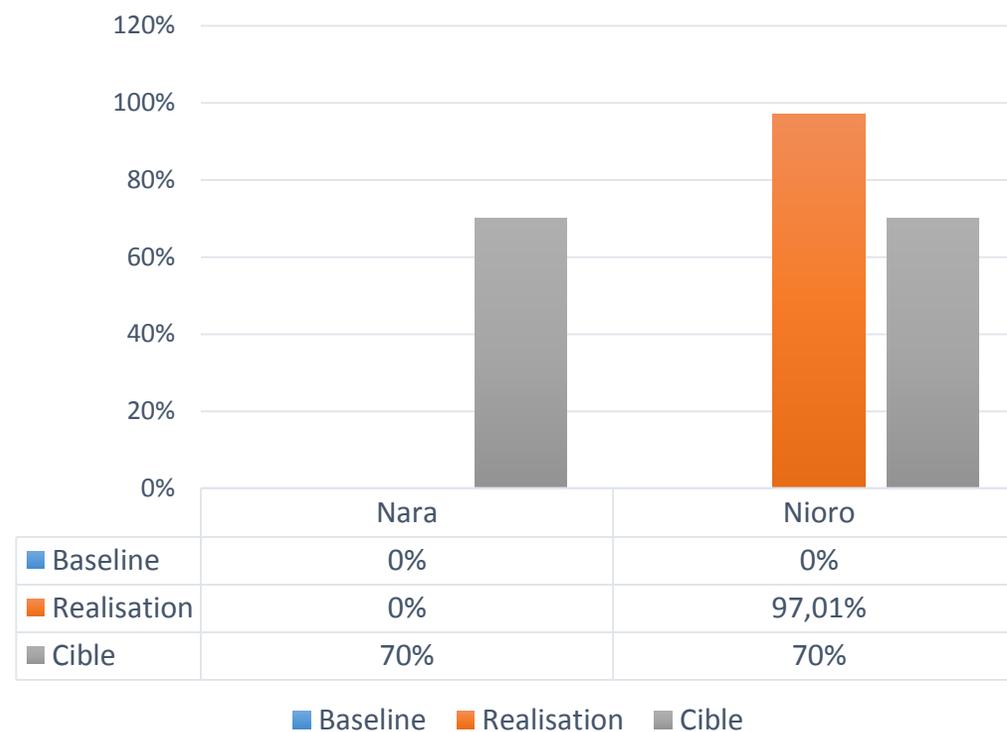
**Indicateur** : Taux des MAS pris en charge dans les CSCOM qui ont été détectés et référés par le réseau communautaire



## Résultat 2.1. L'accès à une alimentation équilibrée et aux services sociocommunautaires de base (autre que l'eau potable) est amélioré durablement pour tous

Le taux de Guérison MAM dans les CSC om est de 97,01% (1200 guéris sur 1237 sortis). Cet indicateur est satisfaisant car il est supérieur à l'objectif de 70% et s'est amélioré comparativement au niveau de l'année de référence où il était inférieur à 50%.

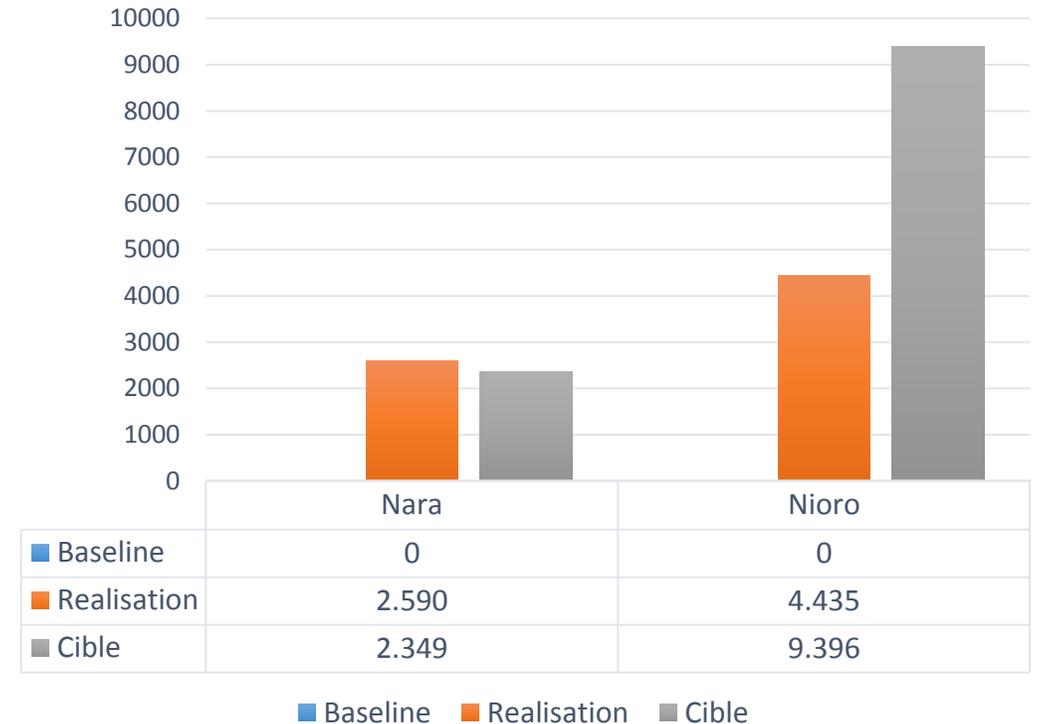
**Indicateur** : Taux de guérison par an pour les MAM pris en charge (CsCOM)



## Résultat 2.1. L'accès à une alimentation équilibrée et aux services sociocommunautaires de base (autre que l'eau potable) est amélioré durablement pour tous

- Les 7 mutuelles mises en place (3 à Nara et 4 à Nioro du Sahel) regroupant 12552 bénéficiaires (56% de femmes) offrent des services via les centres de santé communautaires signataires de convention tarifaire avec les mutuelles.
- La couverture par cercle est de : 2 857 personnes dont 1 2552 femmes à Nara et 9 695 personnes dont 5 832 femmes à Nioro du Sahel.
- La moyenne du taux de recouvrement des 7 mutuelles de santé des deux cercles est de 46% (soit 3260 bénéficiaires à jour de cotisation dont 1875 femmes).
- Les mutuelles de santé ont contribué à la prise en charge de 3981 cas dont 2354 femmes (59% de femmes) pour un montant total de plus de 18 358 000 F CFA soit un coût moyen de prise en charge (part mutuelle 70% des frais) de 4 610 CFA.
- Le taux de fréquentation des centres de santé par les mutualistes est de 49%. Ce taux est supérieur à la moyenne nationale qui est de 35 %, ce qui signifie que la mutualité contribue à une amélioration de la fréquentation des centres de santé

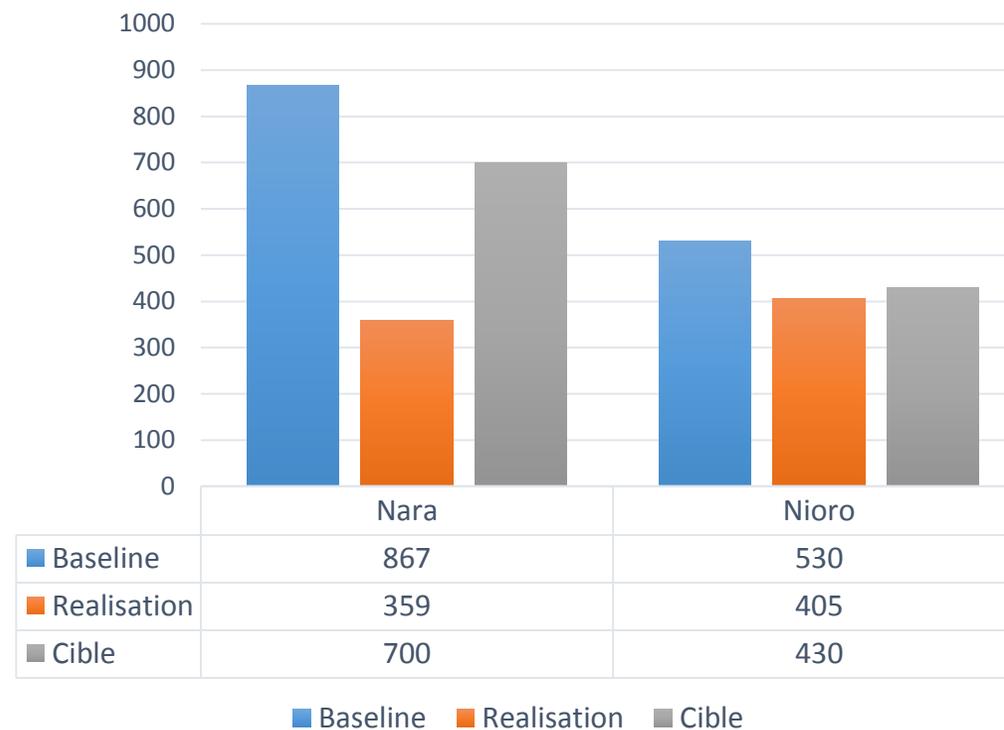
**Indicateur** : Nombre d'adhérents/bénéficiaires (h/f) aux mutuelles de santé fonctionnelles)



## Résultat 2.2. L'accès à l'eau potable est assuré pour tous de manière durable

- Les infrastructures d'eau réalisées desservent au moins 44 000 bénéficiaires dans les deux cercles et ont permis d'améliorer le ratio par PEM qui est de 359 personnes/PEM pour le cercle de Nara et 405 pour le cercle de Nioro.
- La durée moyenne avant qu'une PEM tombée en panne ne soit réparée était supérieure à 30 jours au niveau des cercles, il est présentement inférieur à 10 jours

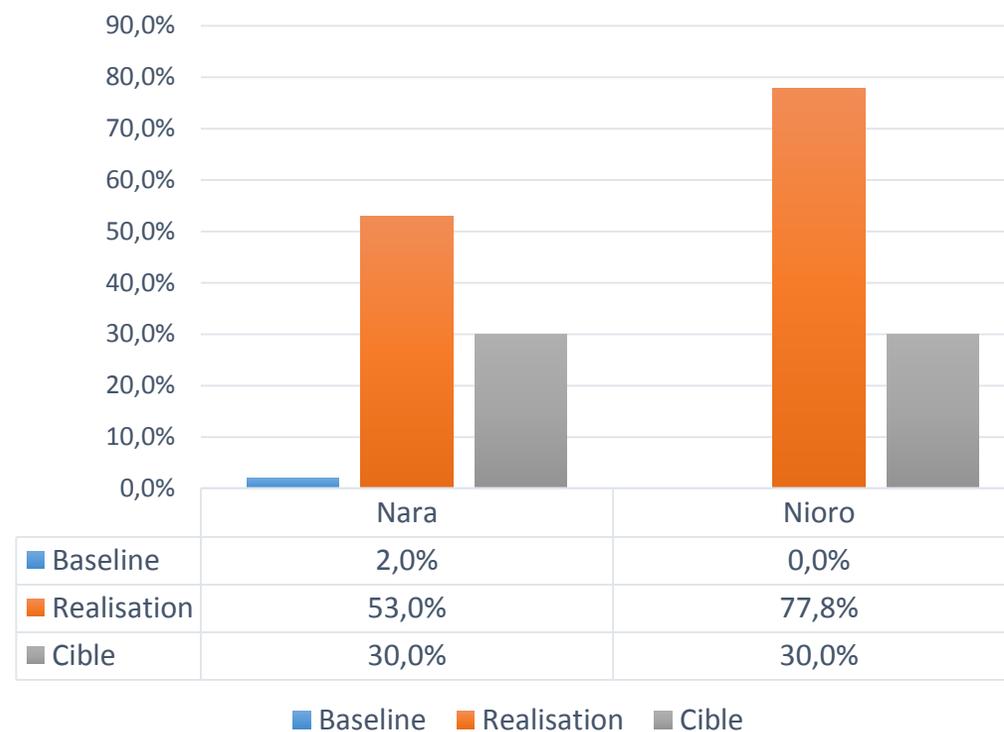
**Indicateur** : Nombre de personnes par point d'eau moderne (PEM) fonctionnel pour les villages et les communes d'intervention



## Résultat 2.2. L'accès à l'eau potable est assuré pour tous de manière durable

- 53%, respectivement 64% des enfants de Nara et Nioro se lavent les mains à la sortie des latrines pour un objectif de 30%. En donnée de base, ces taux étaient de 2 et 0% au niveau des deux cercles
- Le taux de ménages/vulnérables qui continue à utiliser l'eau des sources non-potables a connu une baisse. Il est de 20% et 23% respectivement pour les cercles de Nara et Nioro du Sahel.

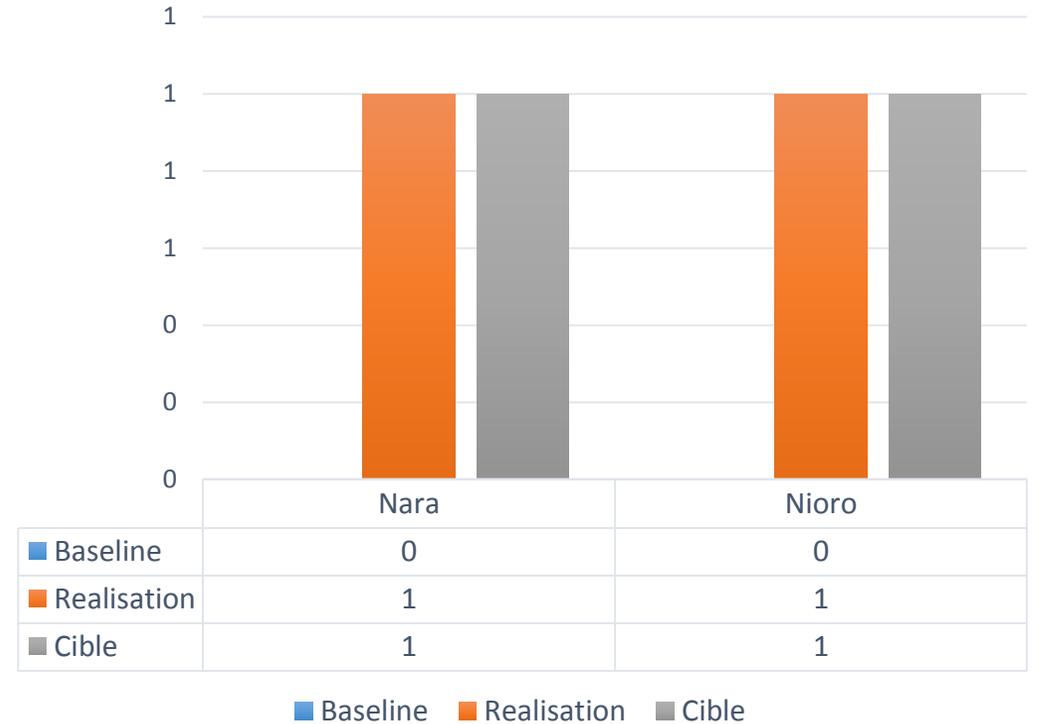
**Indicateur** : Taux des élèves qui se lavent les mains à la sortie des latrines à l'école



### Résultat 3.1. Les capacités de planification, de prise en charge durable et de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par les CT et acteurs locaux sont renforcées durablement

Un dispositif institutionnel et un mécanisme de renforcement des capacités des ressources humaines des CT dédiés à la SAN sont opérationnels au niveau de chacun des cercles d'où un taux de réalisation de 100%.

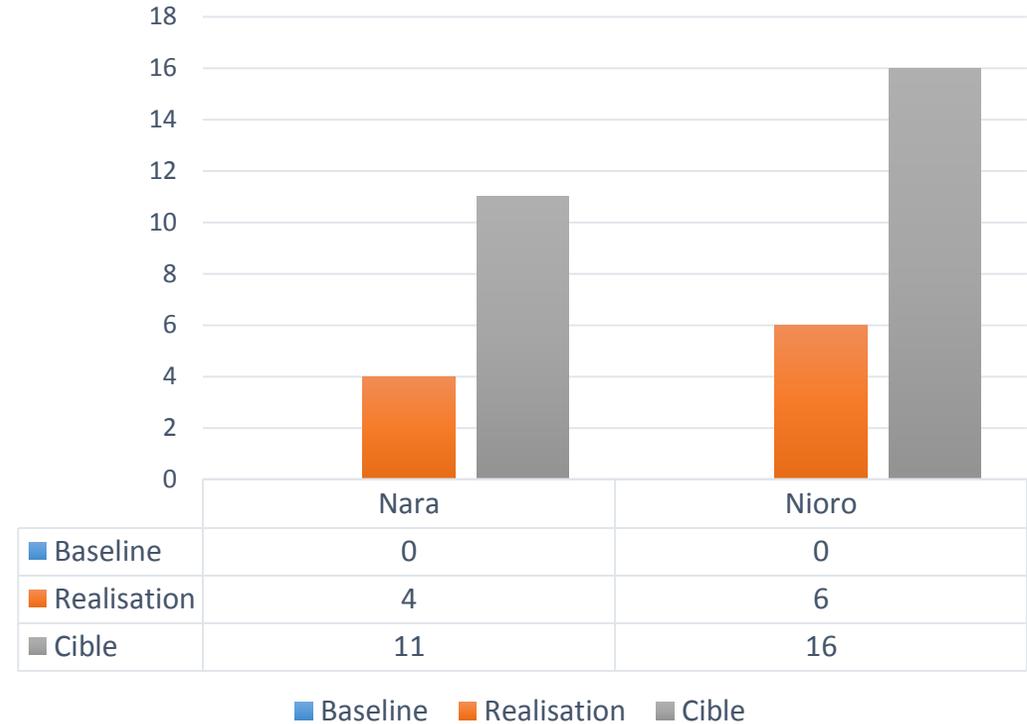
**Indicateur :** Un dispositif institutionnel et un mécanisme de renforcement des capacités des ressources humaines des CT dédiés à la SA&N sont opérationnels



### Résultat 3.1. Les capacités de planification, de prise en charge durable et de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par les CT et acteurs locaux sont renforcées durablement

- 4 communes du cercle de Nara et 6 du cercle de Nioro du Sahel, ont intégré dans leurs PDESC les interventions spécifiques à la SAN.
- L'objectif de les intégrer au niveau des 27 communes des deux cercles n'a pas pu être atteint.

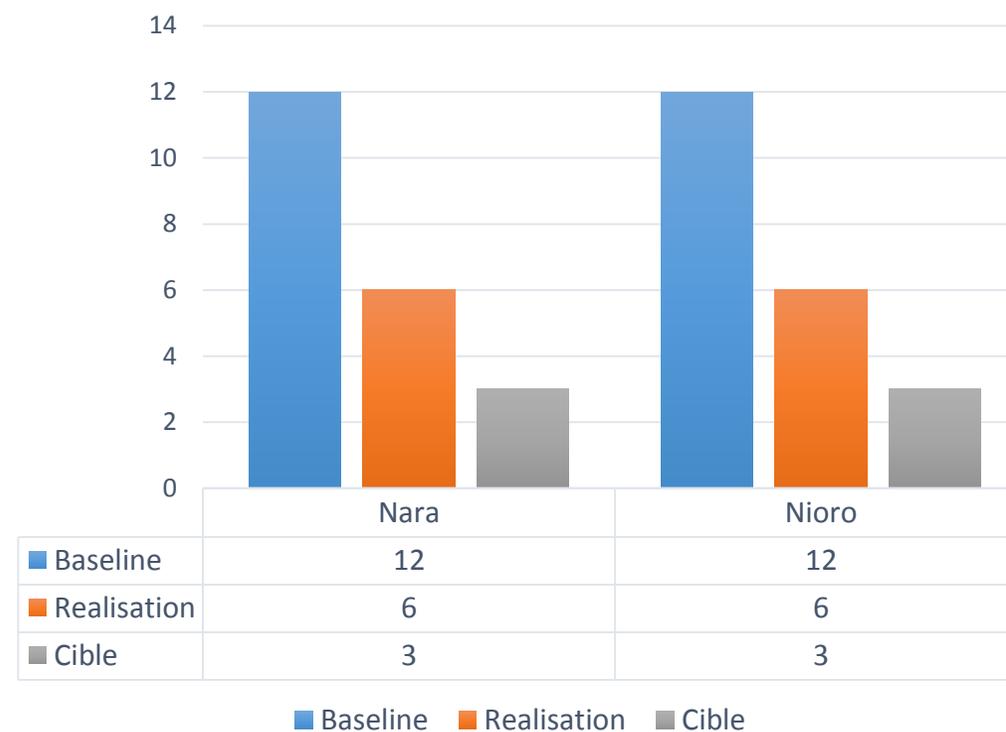
**Indicateur** : Un PDESC intégrant et priorisant des interventions spécifiques à la SA&N est adopté, mis en œuvre et suivi par le biais des dispositifs institutionnels préalablement mis en place dans chaque commune



### Résultat 3.1. Les capacités de planification, de prise en charge durable et de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par les CT et acteurs locaux sont renforcées durablement

- La moyenne des délais des transferts financiers dans chacune des 27 communes s'est beaucoup améliorée sans pour autant atteindre l'objectif visé de 3 mois. Elle est de 6 mois au niveau de chacun des deux cercles comparativement à la valeur de référence qui était de 12 mois.
- La moyenne des délais de réalisation des investissements dans chacune des 27 communes est de 6 mois comparativement à la valeur de référence de 12 mois. L'objectif visé est de 6 mois.

**Indicateur :** La moyenne des délais des transferts financiers dans chacune des 27 communes supportées ne dépasse pas 3 mois



# Thèmes transversaux

## Genre

### Meilleures pratiques

- Le couplage Microcrédit et Mutuelle de santé a permis d'améliorer les revenus des hommes et des femmes facilitant ainsi leurs adhésion et fidélisation aux mutuelles de santé ;
- Pratique de la bonne gouvernance au sein des groupements par les hommes et les femmes (présentation de bilans de gestion, maîtrise des outils de gestion,...) ;
- Couverture des périodes de soudure par les BC en faveur des femmes et personnes vulnérables ;
- L'utilisation des outils/connaissances sur le concept genre pour le renforcement des capacités des bénéficiaires ;
- La synergie entre les partenaires a facilité la prise en charge de MAM au niveau communautaire par les CVS et Mamans Lumières ;
- L'implication des hommes dans les activités de nutrition a contribué à l'allègement des charges des femmes à la réduction de taux d'abandon ;
- Les clubs d'hygiène mis en place dans les établissements scolaires (élèves filles et garçons) de la 3<sup>ème</sup> à la 6<sup>ème</sup> année sont devenus des vecteurs de transmission des messages (séance d'IEC pour un changement de comportement des pratiques d'hygiènes et d'assainissement).

### Leçons apprises

- L'implication des services déconcentrés de l'Etat a favorisé le suivi et l'encadrement en vue de la pérennisation des actions du PLIAM ;
- L'appui et accompagnement de ONU-Femmes à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'action genre a été une belle initiative qui a permis de renforcer les capacités des équipes opérationnelles sur les aspects genre ;
- L'implication de femmes dans le volet eau : dans toutes les activités de formation sur la gestion des points d'eau, le programme a encouragé la participation des femmes, ce qui a favorisé l'acceptation et reconnaissance des rôles et responsabilités des femmes par les communautés dans les structures de gestion. Cette innovation qui a permis d'impliquer les femmes dans l'entretien, la réparation et la gestion des points d'eau rentre dans le cadre de la Recherche/action.

# Thèmes transversaux

## Environnement

- Diffusion de thèmes à travers les radios locales sur : (i) la mise en défens et la restauration des sols dénudés ou dégradés y compris les avantages liés à l'agro écologie, et (ii) la mise en place des techniques de CES/DRS dans les espaces communaux ;
- Travaux de surcreusement de mares et réalisation de cordons pierreux, restauration des espaces pastoraux dégradés ;
- Prise en compte du volet environnemental dans la définition des caractéristiques des ouvrages d'eau potable et les conventions de gestion des ressources naturelles ;
- Elaboration/révision de 4 projets de convention de gestions de ressources naturelles à Nara, Toutes les mutuelles ont inscrit dans leur plan de développement des actions de reboisement dans leur commune.
- Obtention des lettres pour les investissements réalisés au compte du PLIAM à Nioro sous le leadership de UNCDF



**Partenariats développés et synergies**





- Renforcement des capacités niveau commune avec les agents de terrain des composantes du PLIAM;
- Processus mise en œuvre du premier cycle des investissements structurants avec l'accompagnement des services déconcentrés de l'Etat ;
- Synergie bilatérale en cours avec la composante Production Végétale et Agro Ecologique pour le fonctionnement des banques de céréales et des ouvrages hydro agricoles;
- Développement de synergie avec la composante Nutrition à travers les CSCOM en construction.

- Le projet LoCAL en partenariat avec l'AEDD est greffé à la composante ACL/P2N.

# PROTOS

## Interne

- Synergie Protos/CTB dans l'appui à la maîtrise d'ouvrage communale à Nara et la synergie Protos/CRB-CRM dans le volet soft du programme.
- Synergie avec SOS FAIM/CAEB, VSF8B/ICD, ACL, CRB sur la GIRE

## Externe

- PNE ; Partenariat National de l'eau pour étude GIRE et délégation de la gestion des infrastructures d'eau potable.
- Partenariat avec les ONG d'intermédiation sociale pour la mise en œuvre des activités de soft (renforcement de capacités) : CEPAP et A\_KARED

# KONDO

```
graph TD; K[KONDO] --> I[Interne]; K --> E[Externe];
```

## Interne

- Accompagne toutes les composantes dans la mise en œuvre des activités soit par un co-financement ou un appui de renforcement de capacité.
  - VSF\_ICD : co-financement OPF, appui CVPP, renforcement de capacité de gestion des BAB ;
  - SOS FAIM/CAEB : co-financement des banques de céréales et renforcement des capacités en gestion ; mutualisation des fonds pour les activités de warrantage et de transformation
  - WSM\_UTM : financement des AGR au profit des groupements mutualistes de UTM ;
- PROTOS : gestion des fonds des AUPEP

## Externe

Partenariat sur le projet Energie solaire avec WSM

Interne

SOS-FAIM/CAEB

Externe

### **WSM/Kondo Jigima**

- Mise en place de crédits d'approvisionnement des banques de céréales
- Mise en place de crédit warrantage
- Mise en œuvre d'activités d'alphabétisation
- Renforcement institutionnel, technique et organisation des banques de céréales

### **UNCDF**

- Renforcements organisationnel et approvisionnement des BC construites à l'UNCDF
- Mobilisation sociale des communautés autour des infrastructures réalisées par l'UNCDF

### **WSM/UTM**

- Sensibilisation effectuée pour la pleine adhésion des productrices agricoles aux mutuelles de santé.

**VSF/ICD** Mise en place de formation en alphabétisations. Des sessions d'alphabétisation conjointe ont été menées

- Organisation des formations relatives à l'organisation et au renforcement des groupements sur les thèmes relatifs à la vie associative, la gestion des AGR, les rôles et responsabilités des organes de gestion

Partenariat avec les ONG IRC, Stop Sahel, GAS Sahel à Nara pour les actions agricoles (appui aux périmètres maraîchers, équipements, renforcement des capacités semences améliorées, banques de céréales)

CRB

Interne

Externe

- Au niveau global : un travail de mapping des cas malnutritions par village a été entrepris par la CRB/CRM pour être mis à disposition des autres composantes. Les activités de dépistage et le suivi des admissions des cas de malnutrition sont toujours considérées comme « porte d'entrée » pour le ciblage des bénéficiaires du programme FBSA.
- Avec VSF\_ICD pour la mise en place de mesure d'appui aux ménages identifiés comme les plus vulnérables suite aux dépistages Croix-Rouge. Cet appui a permis à 403 vulnérables (300 à Nioro et 103 à Nara) de bénéficier de caprins, des kits pour activité génératrice de revenue.
- Différents échanges ont été initiés avec la composante Appui aux Collectivités Locales portée par l'UNCDF pour l'identification des sites prioritaires de construction des structures sanitaires et leurs équipements.
- Volet WASH, la collaboration avec PROTOS en lien avec les services déconcentrés de l'Etat à Nioro a permis de faciliter l'élaboration des cahiers des charges techniques de la réhabilitation de l'adduction d'eau du CsREF de Nioro, intégrant la construction d'un château d'eau. De même, un travail conjoint avec le chargé d'Hygiène et d'assainissement de Nioro et PROTOS permet d'envisager la mise en place de formation pour le renforcement de la résilience des communautés grâce aux thématiques d'hygiène et d'assainissement.
- L'intervention sur des zones conjointes avec l'UTM permet, grâce au développement de l'adhésion des mutuelles, de rehausser le niveau de couverture et la fréquentation des centres de santé.

En dehors des partenaires FBSA, nous collaborons avec d'autres organisations : Ainsi, IRC, (ONG intervenant dans l'appui à la prise en charge de la malnutrition dans 10 CSCOM de Nara et à l'URENI) a intégré dans son suivi les CsCOM réhabilités et démarré la PECIMA dans le district de Nara.

En année 4 nous envisageons accompagner les dépistages exhaustifs financés par IRC dans la zone de Nara en assurant le travail de sensibilisation et le suivi des cas à domicile.

Partenariat avec UNICEF sur les FARN ; Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle à Nioro

VSF\_ICD

Interne

Externe

- Cofinancement et renforcement des capacités techniques avec WSM-Kondo Jigima aux OPF, CVPP, BAB ;
- Conduite de la session d'alphabétisation avec SOSFAIM\_CAEB, WSM Kondo Jigima
- Participation sur la GIRE avec SOSFAIM/CAEB, PROTOS, ACL et la CRB
- Partenariat avec CEPAP sur la gestion concertée de l'espace pastoral

- Partenariat avec PRODEZEM à Nara sur la mise en œuvre des activités
- Partenariat avec le BRACED sur le pastoralisme et le pastoralisme sous régionale

Interne

WSM\_UTM

Externe

- Appui au financement d'AGR de 100 mutualistes dont 70 femmes dans la commune de Nioro Tougouné Rangabé et Simby avec WSM Kondo Jigima
- Facilitation de la mise en relation des mutualistes et des mutuelles avec Kondo (UTM)
- Transmission à la croix rouge des enfants dépistés MAS (UTM)
- Appui de la Croix Rouge lors des ateliers de formation des animatrices et animateurs endogènes mutualistes en nutrition (CRM) le réseau communautaire de la Croix rouge en notion de mutuelles de santé
- Affiliation des groupes vulnérables encadrés par VSF/ICD à la mutuelle (UTM)
- Appui technique des micro projets des mutualistes sur l'élevage d'animaux à cycle court (VSF/ ICD)
- Implication des animatrices/animateurs endogènes de UTM à la sensibilisation sur le WASH (des animatrices/eurs endogènes ont été dotés en boîte à image sur le WSH et ils profitent de leurs activités ordinaires pour passer des messages en lien avec cette thématique dont l'utilisation des latrines, la conservation de l'eau de consommation...) avec PROTOS
- Appui technique aux micro projets des mutuelles de santé (pour la culture d'arachide et de haricot pour une superficie totale de 10 hectares)
- Mutualisation des membres des groupements encadrés par CAEB/ SOS Faim (BC, PM) à la mutuelle ( UTM)
- Renforcement de capacités de l'équipe UTM sur les thèmes : changement climatique ; la sécurité alimentaire ( UNCDF
- Renforcement de capacités des animateurs (rices) des composantes basées dans les communes d'intervention à Nara sur les thèmes :
  - Notion de base d'une mutuelle de santé
  - Gestion administrative et financière d'une mutuelle de santé
  - élaboration de plan de développement d'une mutuelle de santé
  - Mise en œuvre du PA genre avec ONUFemmes

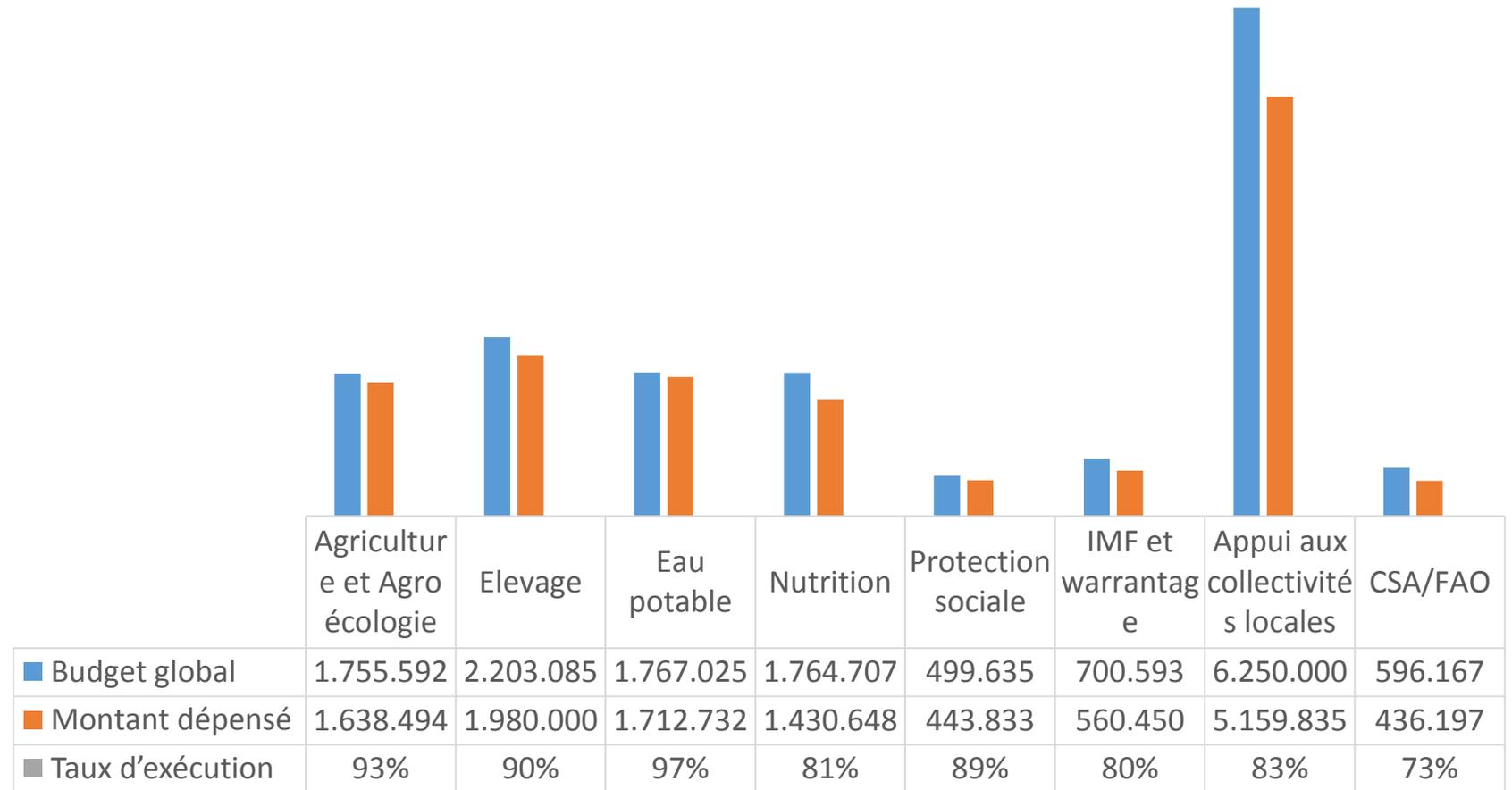
Partenariat sur le projet  
Energie solaire avec WSM

# Exécution budgétaire par composante (en Euros)

**Budget global du Programme :**

- **15 536 803 Euros**

- **Taux d'exécution : 86%**



■ Budget global    ■ Montant dépensé    ■ Taux d'exécution

# Capitalisation des expériences et acquis du PLIAM dans les cercles de Nara et Nioro du Sahel

# Résumé analytique

Le PLIAM, pour mettre en œuvre ses activités, s'est appuyé sur une approche participative et inclusive dans le souci de renforcer la synergie entre les acteurs afin d'optimiser les conditions de réalisation de ses objectifs.

Les résultats obtenus constituent un patrimoine technique assez riche et varié qui mérite d'être conservé et valorisé. Ceci nécessite un important travail de collecte, d'analyse et de synthèse des informations relatives au processus de mise en œuvre des activités. Il est évident que les acteurs possèdent des savoir-faire (connaissances acquises par l'expérience), d'où l'importance d'enregistrer ces données

- La coordination du PLIAM a initié ce processus de capitalisation des acquis et expériences obtenues à travers l'exécution des activités et partagé les outils devant être utilisés pour la mise en œuvre du processus.
- Le processus de collecte des informations a été conduit au sein des focus group tout en s'appuyant sur des grilles d'identification d'expériences qui ont été élaborées en tenant compte la diversité des intervenants. Au cours de cette phase, 6 focus group ont été constitués au niveau de chaque cercle (Nara et Nioro du Sahel).

Les thématiques majeures qui se dégagent à la suite des ateliers se rapportent principalement aux domaines spécifiques suivants :

***Composante Agriculture,  
agro-écologie et Elevage***

***Composante Sécurité  
nutritionnelle***

***Composante Eau potable***

***Composante IMF,  
Mutuelles***

***Composante ACL***

Les thématiques majeures qui se dégagent à la suite des ateliers se rapportent principalement aux domaines spécifiques suivants :

***Composante Agriculture,  
agro-écologie et Elevage***

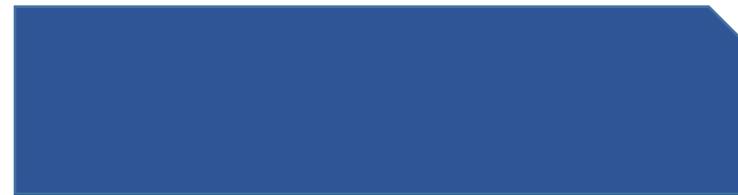


- Diversification de sources de revenus des OPF à travers l'application des innovations technologiques, cas de l'embouche ovine ;
- Passation autonome de marchés pour le financement des banques de céréales ;
- Production et utilisation de la fumure organique pour l'augmentation de la production maraichère ;
- Valorisation des produits locaux pour lutter contre les ennemis

Les thématiques majeures qui se dégagent à la suite des ateliers se rapportent principalement aux domaines spécifiques suivants :



***Composante Sécurité  
nutritionnelle***



- Prévention de la malnutrition par la communauté
- Prise en charge de la malnutrition aigüe modérée par la communauté
- Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (FARN)

Les thématiques majeures qui se dégagent à la suite des ateliers se rapportent principalement aux domaines spécifiques suivants :



***Composante Eau potable***



- Gestion rationnelle des infrastructures d'eau potable
- Promotion de l'hygiène et d'assainissement
- Gestion efficace PMH : cas de Sirable - commune de Fallou
- Hygiène et assainissement en milieu scolaire : cas de l'école de Nara 1er cycle et Dilly
- Charte de gestion des ressources naturelles et des points d'eau d'utilisation mixte : cas de Keibane Soninké

Les thématiques majeures qui se dégagent à la suite des ateliers se rapportent principalement aux domaines spécifiques suivants :

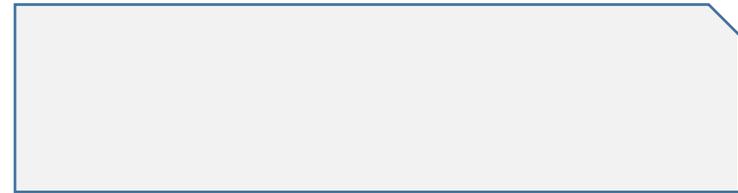


***Composante IMF,  
Mutuelles***



- Développement des mutuelles par le financement des AGR
- Amélioration du membership des mutuelles de santé par des actions promotionnelles
- Approche participative pour la mise en place et l'accompagnement des mutuelles de santé
- Développement des mutuelles de santé par les actions promotionnelles (Nutrition, caravane de sensibilisation, renforcement des plateaux techniques des CSCOM)

Les thématiques majeures qui se dégagent à la suite des ateliers se rapportent principalement aux domaines spécifiques suivants :



- Approche territoriale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Mobilisation des ressources internes des collectivités

## *Huit expériences identifiées à Nara*

- La diffusion du fourneau Jakèlè dans la lutte contre la désertification (libellé à approfondir)
- La production de bio pesticide à base de neem (libellé à approfondir)
- Les Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnel(FARN)
- L'approche participative utilisée pour la mise en place et l'accompagnement des mutuelles de santé
- Le développement des mutuelles de santé par les actions promotionnelles (Nutrition, caravane de sensibilisation, renforcement des plateaux techniques des CSCOM)
- La gestion efficace des PMH : Cas de Sirablé – Commune de Fallou
- L'hygiène et assainissement en milieu scolaire : cas de l'école de Nara 1er cycle D et Dilly
- La charte de gestion des ressources naturelles et des points d'eau d'utilisation mixte- Cas de Keibane Soninké (libellé à approfondir)

## Douze expériences identifiées à Nioro du Sahel

- L'approche territoriale de la sécurité alimentaire.
- La mobilisation des ressources internes des collectivités
- La prévention de la malnutrition par la communauté
- La prise en charge de la malnutrition aigüe modérée
- L'amélioration du revenu des OPF à travers l'embouche (ovine)
- La gestion rationnelle des infrastructures d'eau potable
- La promotion de l'hygiène et de l'assainissement
- La production et l'utilisation de la fumure organique pour l'augmentation de la production maraichère
- La passation autonome de marchés pour le financement des banques de céréales
- La valorisation des produits locaux pour lutter contre les ennemis des cultures
- Le développement des mutuelles par le financement des AGR
- L'amélioration du membership des mutuelles de santé par des actions promotionnelles

# Synthèse des résultats de la mise en œuvre du processus de capitalisation

Type d'entretien	Composition des focus group	Procédés techniques/organisationnels
	Bénéficiaires de caprins (2), Organisation Professionnelle Féminines' (2), gestionnaires de Banques Aliments Bétail (2), Comité de gestion du marché à bétail (2) des infrastructures de parc de vaccination (vaccination (2), gestionnaires de Cabinets vétérinaires Privés de Proximité (2), membres de Commissions foncières pour la gestion concertée (2)	Implication dans l'identification des animaux et le suivi zootechnique, implication dans le ciblage des vulnérables, implication dans la mise en œuvre et le suivi des travaux de construction des chèvreries, accessibilité de l'appui-conseil, renforcement des capacités techniques
	Volontaires agro écologie pour la production de fumure organique (2), membres des Banques de Céréales (2), Organisation de Producteurs Céréalière (2), Organisation de Périmètre Maraîcher (2), gestionnaire de l'Unité bio pesticide (2)	Implication dans le choix des agro volontaires, identification et formation des relais agricoles, IEC, assemblées générales, identification des gestionnaires des banques, renforcement des capacités techniques et organisationnelles
Focus groupes	Directeurs d'Ecoles pour HAMS (2), Comités de gestion des PMH (2), Artisans réparateurs (2), Chargés des questions d'hygiène et d'assainissement communales (2)	Implication dans la mise en place des comités de gestion des femmes et des jeunes dans la prise de décision autour de la gestion des points d'eau, priorisation des sites des points d'eau lors des CCOCSAD et CLOCSAD, prise en charge de la réparation des pompes, implication et participation des acteurs (élus, enseignants, élèves, CGS, AME, communautés, CAP, agents de santé...)
	Membres des CVS (2), Mamans Lumières (2) des FARN, bénéficiaires de prise en charge URENAS (2), URENAM (2) et URENI (2), volontaires de la croix rouge (2), Directeurs techniques des centres (2)	Implication dans le ciblage des villages, assemblées générales, choix des mamans lumières, renforcement des capacités des CVS et des mamans lumières, IEC, visites à domicile, démonstrations culinaires, causeries éducatives, démonstrations nutritionnelles
	Gestionnaires des infrastructures barrages (2), CSCom (2), Kits scolaires (2), Infrastructures routières (2), bénéficiaires outils SAFIC, approche territoriale sécurité et appui élaboration des PDCSEC sensibles à la SAN, maires (2), Secrétaires généraux des communes (2)	Identification des investissements à réaliser par les communes, priorisation des actions (CCOCSAD, CLOCSAD), mise en place et formation des comités de gestion des ouvrages, implication de l'administration et des services techniques déconcentrés de l'Etat
	Administrateurs de Mutuelles (8), bénéficiaires de maman ayant bénéficié de prise en charge des MAM (1), bénéficiaires de crédits mutualistes pour AGR (1)	Organisation des mutualistes en associations, mise en relation des groupements avec l'institution de micro finance Kondo Jigima, renforcement des capacités des mutualistes

# Présentation des expériences et acquis capitalisables (suivant les composantes)

## Composante Elevage

**Titre de l'expérience:** Amélioration des conditions de vie des vulnérables

**Localisation (cercle/commune):** Nioro (Sandaré, Simby, Korera-Koré, Nioro Tougouné Rangambè et Yereré)

**Groupes Cibles/ Nombre de bénéficiaires:** 520 vulnérables (Sandaré, Simby, Koréré-Koré, Nioro Tougouné Rangambè et Yerere)

**Période:** depuis Février 2013 à nos jours 2017

**Problématique :** Faible résilience des plus vulnérables

**Objectifs :** améliorer la résilience des plus vulnérables à travers de la distribution des noyaux caprins

### Résultats/ Réalisations

- Augmentation de la production agricole et protection de l'environnement grâce à l'utilisation de la fumure organique ;
- Réduction des cas de malnutrition des enfants ;
- Amélioration des conditions de vie des ménages ciblés et de leur niveau de vulnérabilité ;
- De nos jour la plus part des vulnérables sont capables de prendre en charge des soins sanitaires des animaux ;
- Implication des collectivités dans le processus de ciblage et d'accompagnement des ménages vulnérables

### Difficultés rencontrées

- En période d'hivernage, certains vulnérables sont obligés de confier leurs animaux aux bergers (frais de conduite) ;
- Attaque des chacals dévorent (pertes) ;
- Manque d'organisation du suivi sanitaire ;
- Insuffisance d'aliment complémentaire ; Vols ;
- Problème d'abreuvement (insuffisance d'eau) ;
- Le manque d'entretien des chèvreries

### Effets imprévus (+/-)

- Le confiage des animaux (plus ou moins)
- Adhésion à une vie associative (groupes solidaires) ;(+)
- L'utilisation des revenus tirés des AGR ;
- La faible perception de l'importance des chèvreries.
- La pratique de l'aviculture au niveau de certains groupes vulnérables solidaires (cas de Diallara).
- Formation des G2VS en vie associative

# Présentation des expériences et acquis capitalisables (suivant les composantes)

## Composante Elevage

**Titre de l'expérience:** Amélioration du revenu des OPF à travers l'embouche (ovine)

**Localisation (cercle/commune):** Nioro (Sandaré, Simby, Korera-Koré, Nioro Tougouné Rangambè et Yereré

**Groupes Cibles/ Nombre de bénéficiaires:** 7 OPF(Sandaré); 2(Simby); 3(Nioro Tougouné);1(Yéréré); 2(Korere-Koré)

**Période:** depuis Février 2013 à nos jour 2017

**Problématique :** Faible revenu des membres des OPF

**Objectifs :** améliorer les revenus des OPF à travers la promotion de l'activité d'embouche

### Résultats/ Réalisations

- Augmentation des revenus des bénéficiaires.
- Financement d'autres activités (Elevage, et embouche bovine).
- Prise en charge des dépenses familiales (frais de scolarité des enfants, frais des soins médicaux, l'alimentation...etc.).
- Amélioration de la disponibilité de viande de qualité.
- Mise en place des fonds de solidarité.
- Fertilisation des sols avec les déchets d'animaux

### Difficultés rencontrées

- Faible mobilisation des fonds de garantie et des frais de dossiers.
- Analphabétisme de certains bénéficiaires.
- Manque d'organisation de certaines OPF.
- Cas de mortalités et de vols.

### Effets imprévus (+/-)

- Formalisation de certaines OPF (engouement).
- Retard dans le processus de financement de fonds(-).
- Engouement à acquérir la connaissance

# Présentation des expériences et acquis capitalisables (suivant les composantes)

## Composante Agriculture, agro-écologie

**Titre de l'expérience:** Production et utilisation de la fumure organique pour l'augmentation de la production maraichère

**Localisation (cercle/commune):** Commune de Yérééré

**Groupes Cibles/ Nombre de bénéficiaires:** Coopérative Maraichère <Balu Jikké>

**Période:** 2013-2017

**Problématique :** Appauvrissement des sols/ Coût élevé des engrais

**Objectifs :** Augmentation de la production maraichère/ Utilisation des produits biologiques

### Résultats/ Réalisations

- 156 fosses de compost réalisées ont produit 561 tonnes de fumure fertilisant 28 ha
- Augmentation de la production maraichère de 50 à 80%
- Avant la production de la fumure, une planche de 4 m<sup>2</sup> donnait une production d'une bassine ; avec le compost la même superficie produit le double
- Adoption de la technique par 75 % des membres de la coopérative

### Difficultés rencontrées

- Insuffisance de points d'eau
- Insuffisance de moyen de transport du compost
- Insuffisance de kits agro écologies

### Effets imprévus (+/-)

- Maintien de l'humidité
- Réduction des infestations
- Augmentation du temps de conservation des produits bio
- Préférence organoleptique

# Présentation des expériences et acquis capitalisables (suivant les composantes)

## Composante Agriculture, agro-écologie

**Titre de l'expérience:** Passation autonome de marchés pour le financement des banques de céréales

**Localisation (cercle/commune):** Commune de Sandaré

**Groupes Cibles/ Nombre de bénéficiaires:** (6 Banques de céréales) Union des BCV de Sandaré

**Période:** 2013-2017

**Problématique :** Mauvaise gestion des fonds de financement des banques de céréales

**Objectifs :** Sécurisation des fonds des banques de céréales

### Résultats/ Réalisations

- 25 gestionnaires formés et outillés
- Maîtrise des outils de gestion
- Vulgarisation à grande échelle des procédures de passation des marchés
- Achat groupé des commandes
- Diffusion des offres

### Difficultés rencontrées

- Absence /Rupture de céréales
- Retard dans l'approvisionnement des banques de céréales
- Insuffisance de magasins de stockage
- Déficit d'information sur les prix de céréales aux marchés

### Effets imprévus (+/-)

- Valorisation de la production locale
- Multiplication des champs collectifs par les femmes
- Autoformation des gestionnaires des banques de céréales villageoises

# Présentation des expériences et acquis capitalisables (suivant les composantes)

## Composante Sécurité nutritionnelle

**Titre de l'expérience :** Prévention de la malnutrition par la communauté

**Localisation (cercle/commune):**

**Groupes Cibles/ Nombre de bénéficiaires :** Enfants 6-59 mois, Femmes enceintes et allaitantes

**Période :** 2013-2017

**Problématique :** Mauvaise pluviométrie

**Objectifs :** Prévenir et lutter contre la malnutrition au niveau communautaire

### Résultats/ Réalisations

- 2 démonstrations par mois avant l'arrêt de l'appui du projet/1démonstration par mois après l'appui du Projet ;
- Au moins 80 enfants sont dépistés par PB par mois;
- Au moins 10 hommes et 40 femmes sont informés par le mégaphone. Au moins 10 ménages sont visités par mois par les membres CVS.
- Diminution des références des malnutris vers les CSCOM
- Cotisations mensuelles de certains CVS pour mener les activités
- Au moins 90% des enfants prise en charge au niveau CSCOM sont référés par les CVS/ relais

### Difficultés rencontrées

- Refus de certaines femmes de participer aux démonstrations nutritionnelles ;
- Refus de certaines femmes à participer aux démonstrations nutritionnelles ;
- Instabilité de certaines mamans lumières et de certains membres du CVS

### Effets imprévus (+/-)

RAS

# Présentation des expériences et acquis capitalisables (suivant les composantes)

## Composante Sécurité nutritionnelle

**Titre de l'expérience :** Prise en charge de la malnutrition aigüe modérée par la communauté

**Localisation (cercle/commune):** Korera kore , Simby ,Sandare,Yérére ,Nioro Toungouné

**Groupes Cibles/ Nombre de bénéficiaires :** Enfants 6-42 mois

**Période :** 2014

**Problématique :** Mauvaise pluviométrie, Morbidité et Mortalité élevés des enfants

**Objectifs :** Prévenir et lutter contre la malnutrition au niveau communautaire

### Résultats/ Réalisations

- Augmentation du poids des enfants ;
- Connaissance des techniques d'hygiène et d'assainissement ;
- Connaissance de la malnutrition et la technique de dépistage ;
- 2 démonstrations par jour pendant 12 jours suivi d'une démonstration par jour pendant 2 mois ;
- Diminution des maladies des enfants (diarrhée et paludisme) ;
- Maîtrise des techniques de transformation des produits locaux ;
- VAD 4 fois par mois.

### Difficultés rencontrées

- Difficultés dans la collecte des intrants ;
- Retrait de certaines mamans lumières ;
- Instabilité (mamans lumières et mères d'enfants) ;
- Abandon des mères d'enfants ;
- Rapportage par les mamans lumières ;
- Insuffisance dans le suivi par les CSCOM

### Effets imprévus (+/-)

Renforcement de la cohésion sociale

# Présentation des expériences et acquis capitalisables (suivant les composantes)

## Composante Eau potable

**Titre de l'expérience :** Gestion rationnelle des infrastructures d'eau potable

**Localisation (cercle/commune):** Commune de Simby, cercle de Nioro du sahel

**Groupes Cibles/ Nombre de bénéficiaires :** 9607 habitants

**Période :** 2012 - 2016

**Problématique :** Gouvernance autour des points d'eau potable

**Objectifs :** Améliorer la gouvernance de l'eau potable

### Résultats/ Réalisations

- 10 PMH identifiés et 7 réhabilités et en exploitation. Un nouveau forage réalisé et fonctionnel ;
- Existence de 6 comités de gestion d'eau fonctionnels ;
- Renforcement de capacité des acteurs locaux (formation des élus) ;
- Amélioration de la bonne délégation de gestion des points d'eau ;
- 6 contrats de délégation de gestion signés et mis en application ;
- Diminution de la durée de temps pour qu'une pompe en panne soit réparée ;
- Disponibilité et utilisation de l'eau potable dans les villages ;
- Processus d'obtention des caisses à outils finalisé.

### Difficultés rencontrées

- Insuffisance d'informations de données techniques sur les points d'eau potables ;
- Taux élevé de forages négatifs ou à eau impropre à la consommation humaine ;
- Inexistence de fournisseur agréé ;
- Analphabétisme de la majorité des membres des comités de gestion d'eau ;
- Faible intérêt pour les réunions communautaires ;
- Incivisme des usagers dans l'exploitation des pompes.

### Effets imprévus (+/-)

- Cohésion sociale renforcée dans les ménages ;
- Augmentation du taux de mariage entre les villages bénéficiaires et leurs voisins
- Au niveau de Nioro (quartier de Madonga) en termes d'effet imprévu (+), l'eau est utilisée par d'autres villages non bénéficiaires

# Présentation des expériences et acquis capitalisables (suivant les composantes)

## Composante Eau potable

**Titre de l'expérience :** Promotion de l'hygiène et d'assainissement

**Localisation (cercle/commune):** Commune urbaine de Nioro, Guetema, Gadiaba Kadiel, Sandaré, Simby, Youri, Diaye Coura, Gavinané , NTR, Yereré, K-Koré, Diarra, Gogui, Banierekoro, Diabigue, soit au total 15 communes

**Groupes Cibles/ Nombre de bénéficiaires :**

**Période :** 2012 - 2016

**Problématique :** Pratiques d'hygiène et d'assainissement

**Objectifs :** Renforcer les pratiques d'hygiène et d'assainissement

### Résultats/ Réalisations

- Pratique du lavage des mains au savon instaurée dans les écoles villages et CSCOM ;
- Construction de 273 dispositifs d'assainissement (latrines, puisards et lavoirs puisards) par les ménages dans les 6 communes ;
- Diminution de la DAL suite à la formation de 19 maçons locaux et la construction des latrines ;
- 18 clubs d'hygiène formés et fonctionnels du bureau mis en place ;
- Instauration des journées de salubrités dans les écoles (2fois/semaine) et dans les villages (1 fois /semaine) ;
- Transmission dans les ménages des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement à travers les élèves.

### Difficultés rencontrées

- Insuffisance et manque de d'infrastructures WASH (points d'eau potable et latrines) dans les écoles ;
- Incivisme de la population ;
- Insuffisance de kit d'hygiène et d'assainissement dans les écoles ;
- Inexistence de dépôts d'ordures.

### Effets imprévus (+/-)

- Abandon du lavage des enfants et des ustensiles à la mare à la suite des activités d'IEC données aux enfants
- Contribution des personnes ressources à la promotion d'hygiène et assainissement (dotation en sac de ciments et en espèces)

# Présentation des expériences et acquis capitalisables (suivant les composantes)

## Composante Protection Sociale

**Titre de l'expérience :** Développement des mutuelles par le financement des AGR

**Localisation (cercle/commune):** Communes de Nioro, Simby, Nioro Tougouné Rangabé

**Groupes Cibles/ Nombre de bénéficiaires :** Groupements Mutualistes / 449 bénéficiaires

**Période :** Décembre 2014 à mi-mars 2017

**Problématique :** Faible taux d'adhésion et de recouvrement de cotisation à la mutuelle

**Objectifs :** Améliorer le membership et le taux de recouvrement de la mutuelle

### Résultats/ Réalisations

- Paiement régulier des cotisations à la mutuelle par les bénéficiaires des prêts;
- Satisfaction des petits besoins quotidiens (achat de Savon, de condiments etc...);
- Prise en charge des frais de soins par la mutuelle de santé ;
- 90% de remboursement des prêts dans les délais ;
- 698 AGR Financées pour un montant de 31 530 000 F CFA par Kondo Jigima ;
- Contribution à l'augmentation de l'adhésion de la population à la mutuelle (le nombre de personne couverte est passé de 1 462 à 6 325 avec la contribution des AGR ;
- Contribution à l'amélioration de l'adhésion des femmes (avec la contribution des AGR le taux des femmes est passé de 21% à 40% en termes d'adhérent et de 49% à 65% en termes de bénéficiaires) ;
- Participation des femmes à la prise de décision de fréquentation des centres de santé.

### Difficultés rencontrées

- Montant des prêts accordé est insuffisant par rapport aux besoins ;
- Demande supérieure à l'offre de prêts

### Effets imprévus (+/-)

- Renforcement de la cohésion sociale (Etablissement des liens entre des personnes)
- Octroi de crédit aux mutualistes sur fonds propre de la mutuelle (Cas de Simby)

# Présentation des expériences et acquis capitalisables (suivant les composantes)

## Composante Protection Sociale

**Titre de l'expérience** : Amélioration du membership des mutuelles de santé par des actions promotionnelles

**Localisation (cercle/commune)**: Communes de Simby, Nioro Tougouné Rangabé, Koréra Koré

**Groupes Cibles/ Nombre de bénéficiaires** : Populations des communes de Simby, Nioro Tougouné Rangabé, Koréra Koré

**Période** : 2014 à mi-mars 2017

**Problématique** : Faible affiliation de la population à la mutuelle

**Objectifs** : Augmenter le nombre de personne couverte par les mutuelles de santé

### Résultats/ Réalisations

- Sur 8 725 bénéficiaires, la caravane a amené directement 3 304 bénéficiaires et 871 après l'électrification des CSCOM ;
- La population connaît mieux la mutuelle de santé ;
- La crédibilité de la mutuelle est renforcée auprès de la population ;
- La visibilité de la mutuelle est renforcée
- 5 CSCOM électrifiés dont 2 avec chaîne de froid.

### Difficultés rencontrées

- Faible mobilisation de la population dans certaines localités ;
- Insuffisance de moyen financier des mutuelles pour mener la caravane de sensibilisation, la nutrition, l'électrification.

### Effets imprévus (+/-)

Cofinancement de 50% des cotisations des mutualistes par l'Etat

# Présentation des expériences et acquis capitalisables (suivant les composantes)

## Composante Appui aux Collectivités Locales

**Titre de l'expérience :** Approche territoriale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

**Localisation (cercle/commune):** Nioro du Sahel

**Groupes Cibles/ Nombre de bénéficiaires :** 17

**Période :** Mars 2017

**Problématique :** ND

**Objectifs :** ND

### Résultats/ Réalisations

- Disponibilité des documents de travail ;
- Des fiches de collecte des données pour l'élaboration du PDSEC sensible à la SAN, CC, G.G.V sont disponibles ;
- Des pactes territoriaux sont disponibles.
- Les plans de la sécurité alimentaire (commune) sont actualisés ;
- Un vivier de formateurs sur les thématiques SAN au niveau local et communal existe ;
- Les cadres de concertation étatique CCOCSAD et CLOCSAD sont tenues ;
- Approche participative connue par les acteurs;
- Disponibilité de la liste des villages identifiés.
- Les bénéficiaires se sont appropriés des réalisations (ouvrage)
- Synergie bilatérale et multilatérale sont développées.

### Difficultés rencontrées

- Durée de la formation (quatre thèmes en une semaine).
- Insuffisance de moyens financiers pour élargir les formations à tous les élus communaux plus les autres acteurs de la société civile.

### Effets imprévus (+/-)

- La population s'intéresse de plus en plus aux activités communales ;
- Les communes ont des joyaux architecturaux répondant aux normes techniques

# Présentation des expériences et acquis capitalisables (suivant les composantes)

## Composante Appui aux Collectivités Locales

**Titre de l'expérience :** Mobilisation des ressources internes des collectivités

**Localisation (cercle/commune):** ND

**Groupes Cibles/ Nombre de bénéficiaires :** ND

**Période :** ND

**Problématique :** ND

**Objectifs :** ND

### Résultats/ Réalisations

- Les forces et faiblesses des communes sont connues grâce aux audits territoriaux ;
- Les ressources internes de certaines communes ont augmenté.
- Gouvernance locale est améliorée par exemple Nioro a signé des contrats formels (supports documents) avec la presse locale pour vulgariser et informer les citoyens) ;
- Logiciels de gestion budgétaire des collectivités (GBCO) disponible ;
- Logiciels GBCO disponible ;
- Certaines communes se sont appropriées de l'outil SAFIC.

### Difficultés rencontrées

- Problème de cohérence entre le logiciel GBCO et celui du receveur percepteur ;
- Constat de difficulté dans la mobilisation des ressources (TDRL, taxes voiries) dans d'autres communes ;

### Effets imprévus (+/-)

Prise en compte des aspects administratifs dans le logiciel GBCO

## Conclusions et recommandations de suivi de l'exercice de capitalisation et de pérennisation des acquis

L'atelier a permis aux participants de se familiariser avec des outils de capitalisation, de participer activement au processus de collecte et d'analyse de l'information et de faire une ébauche de document de capitalisation d'expériences.

Des actions de priorisation sont nécessaires en vue d'identifier et retenir celles qui sont capitalisables en vue d'une mise à échelle et déboucher sur un agenda de mise en œuvre de mesures proposées pour la pérennisation des résultats obtenus.

On relève néanmoins un certain nombre de questions essentielles qui sans compromettre fondamentalement la qualité des résultats méritent de retenir l'attention en raison de leur impact sur les initiatives destinées à pérenniser les acquis du programme :

- La nécessité de consigner fidèlement par écrit les informations fournies oralement par les acteurs en langue locale : il paraissait souvent ardu de cerner la vision des acteurs pour traduire les concepts qui en découlent de façon idoine pour identifier les thèmes porteurs ;
- La mise en œuvre de la démarche : difficultés dans l'harmonisation des points de vue, compte tenu des disparités entre les façons de décrypter les situations à partir des informations primaires collectées auprès des acteurs pour repérer les changements majeurs qu'il faut retenir ;
- La prise en compte des expériences qui méritent d'être capitalisées dans le cadre d'un plan d'action permettant d'inscrire les résultats dans la dynamique du changement induit par le programme ;

Les actions pour le changement étant la finalité du processus de capitalisation, il sera nécessaire de veiller à bien les planifier, en prévoyant suffisamment de temps et de ressources.

Quelques préoccupations ont été formulées par les participants à l'issue de l'atelier :

➤ Au projet :

1. Former et recycler les acteurs (CVS, Relais, DTC, Personnel URENI)
2. Rendre disponible les supports de gestion pour les FARN.
3. Impliquer l'équipe cadre du district à la gestion des FARN.



➤ A la Mairie :

Assurer la prise en charge financière des FARN.



**QUELQUES IMAGES**





**Initiation d'un agrovolontaire de Djigué (C/R de Fallou) à la réalisation de fascine**



**Une bénéficiaire utilisatrice du foyer "Jakèlè" à Tintimba**



**Extraction du jus de feuilles de neem – UT de Wolokoro**



Chèvrerie et noyau de caprins d'une bénéficiaire à Madina Sylla





*PMH réhabilitée et mise en exploitation – Commune de Niamana*



*Atelier Cadre de Délégation de Gestion des points d'eau - Nioro*



*Formation des artisans réparateurs de pompes – Nioro du sahel*



*PMH keibane Soninké Nara*



**Un enfant MAM de Djéméné consommant de la bouillie enrichie à base de produits locaux  
(Commune de Fallou)**



**Séance de démonstration culinaire et d'éducation nutritionnelle  
(Douabougou /Commune de Niamana)**



**Séance d'éducation nutritionnelle et à la santé  
Wolokoro /Commune de Niamana**



**Remise de motos au District sanitaire de Nara**



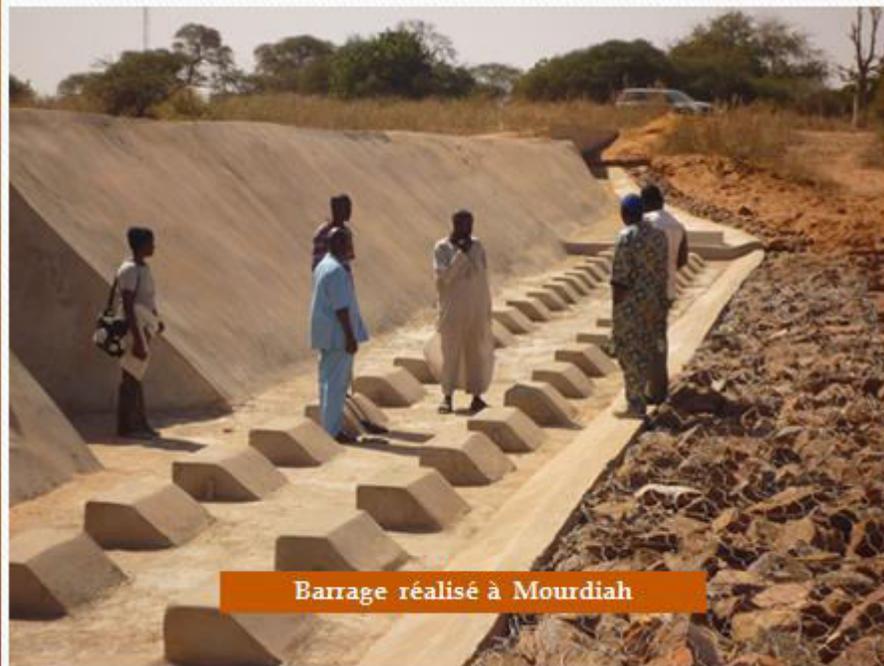
**Atelier de formation des organes de gestion de la MUSKO en GAF**



**Atelier de formation des organes de gestion de Ouaga-Mut en contrôle au sein d'une mutuelle de santé**



**Une mutualiste qui paye sa cotisation au Président de la Mutuelle de Santé Commune de Simby**



Barrage réalisé à Mourdiah



**Présidium du CLSO Nioro**



**Vue des participants CLSO Nioro**



**Pompe réhabilitée à Wolokoro : Commune de Mourdiah**



**Château d'eau de Madonga: 60 m3**



**Journée de lavage des mains à Dianwely (Nioro)**

**Merci de votre attention**